

Des Indemnités dues par l'Allemagne
en vertu du Traité de Versailles, pour dommages causés
antérieurement à l'ouverture des hostilités

Thèse pour le Doctorat en Droit

(Sciences Politiques et Economiques).

Présentée et soutenue le Lundi 5 novembre, à 14 heures.

PAR

AFFONSO COSTA (FILS)

JURY

Président : M. GEOUFFRE DE LAPRADELLE

Suffragants : MM. GIDEL.

DONNEDIEU DE VABRES.

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, BOULEVARD ST-MICHEL (V°)

1928



Digitized by the Internet Archive
in 2026

**Des Indemnités dues par l'Allemagne
en vertu du Traité de Versailles, pour dommages causés
antérieurement à l'ouverture des hostilités**

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

**Des Indemnités dues par l'Allemagne
en vertu du Traité de Versailles, pour dommages causés
antérieurement à l'ouverture des hostilités**

Thèse pour le Doctorat en Droit
(Sciences Politiques et Economiques).

Présentée et soutenue le Lundi 5 novembre, à 14 heures.

PAR

AFFONSO COSTA (FILS)

JURY

Président : M. GEOUFFRE DE LAPRADELLE
Suffragants : MM. GIDEL.
DONNEDIEU DE VABRES.

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
49, BOULEVARD ST-MICHEL (V°)

1928



A LA MEMOIRE DE
MON FRERE FERNANDO

INTRODUCTION

C'est en obéissant en partie à un sentiment d'ordre patrotique qu'il y a quelque temps déjà, nous portâmes notre choix sur ce point particulier du Traité de Versailles.

C'est en effet le Portugal qui, de tous les pays alliés, eut le plus à souffrir des agissements de l'Allemagne dans la période qui s'étend du 31 juillet au 9 mars 1916, date à laquelle l'Allemagne déclara officiellement la guerre à ce pays. Dans ce court espace de moins de deux ans, les préjudices subis à ce titre par le Portugal, et alors que ce pays cherchait à se maintenir hors du conflit, furent de telle sorte que l'on peut dire que la disposition du Traité que nous nous sommes appliqués à étudier y fut insérée avec l'intention manifeste de donner une satisfaction aux dommages soufferts par ce pays.

Il est certain que d'autres pays tels que les Etats-Unis, le Japon et la Grèce ont subi des préjudices du même genre, mais ceux-ci sont loin d'atteindre en extension et en gravité ceux que l'Allemagne causa au Portugal. L'explication de cette attitude résulte du fait que ce dernier pays possède de grandes colonies convoitées par différentes puissances et que toutefois il a conquises au prix de bien des luttes et des sacrifices, depuis le XV^e siècle. Ses efforts remontent au commencement des grandes découvertes que le Portugal fut le premier à entreprendre.

C'est pourquoi nous avons cru bien faire en divisant notre travail en deux parties qui, quoique distinctes, se complètent et s'harmonisent entre elles. Nous commencerons donc, dans la première partie, par étudier au point de vue juridique la disposition

du Traité de Versailles qui prévoit la réparation de cette espèce de dommages. Nous la comparerons avec les autres dispositions du Traité de façon à mettre en relief ce en quoi elle s'en sépare ou s'en rapproche; nous verrons ensuite quels sont les actes visés par cette disposition, la réparation à laquelle ils donnent droit, et quelles sont les voies qu'il faudra suivre pour faire valoir ce droit. Nous finirons enfin par étudier l'organisme juridique spécial que le Traité créa à cet effet, ainsi que l'exécution des décisions qu'il prendra, ce qui nous amènera à faire un examen sommaire de la dernière phase atteinte par l'arbitrage international.

Dans la deuxième partie de notre travail nous ferons une application particulière de la disposition nous intéressant en ce qui concerne le Portugal.

Cette deuxième partie a, à notre point de vue, un grand intérêt international, soit d'ordre politique, soit d'ordre juridique.

Politiquement, nous aurons l'occasion de voir de près quelle était l'orientation allemande d'avant guerre au point de vue colonial ainsi que les ambitions de ce pays sur les colonies portugaises et le plan auquel obéirent les agissements de l'Allemagne.

Juridiquement, ce sera pour nous l'occasion de mettre en relief les conceptions du Droit International d'avant guerre, qu'il faudra considérer comme à tout jamais condamnées en tant que contraires aux lois de justice et de morale internationales, telles qu'elles s'affirment de nos jours.

Nous verrons comment s'élaboraient des traités et des conventions entre certaines grandes puissances au sujet de territoires appartenant de par l'histoire à un tiers pays qui n'était même pas partie dans ces documents. Les droits les plus sacrés des petits pays étaient, de la sorte, foulés aux pieds sans la moindre considération pour les sacrifices consentis par eux.

Nous ne voulons nullement renouveler les rancunes ou les protestations du passé, mais nous estimons que

toute œuvre future, pour être durable et utile au point de vue international, ne doit en rien négliger les enseignements que nous donnèrent les dangers encourus avant la grande guerre. Ceci a une énorme importance car, ne l'oublions pas, le principe essentiel que le Traité de Versailles a édicté et que la Société des Nations n'a cessé de développer depuis sa création est celui qui se propose d'éviter toute guerre future ainsi que d'empêcher à jamais la résurrection de cette politique allemande d'avant 1914 qui nous conduisit à la guerre et qui la déclancherait à nouveau.

L'exposé de notre sujet se prête donc particulièrement, et en vertu du cas spécial du Portugal, à l'étude d'un problème international d'une très grande importance.

Il ne faut plus que dans la vie internationale d'après-guerre le droit soit toujours du côté du plus fort. Cette conception doit être considérée comme périmée, condamnée par le droit international nouveau qui s'élabore actuellement, qui vient du Traité de Paix passant par l'organisme de la Société des Nations et par les juridictions internationales nouvellement créées et qui se continue à Locarno pour entrer en ce moment dans une phase intéressante, celle du Pacte d'initiative franco-américaine connu sous le titre de « *la guerre hors la loi* ».

C'est en nous inspirant de ces nouveaux principes que nous avons écrit cette thèse où, en dehors de notre devoir de candidat au doctorat en Droit, nous cherchons, par une modeste contribution, à rendre hommage aux efforts de tous les grands artisans de la Paix.

PREMIERE PARTIE

**EXAMEN JURIDIQUE DU PARAGRAPHE 4
DE L'ANNEXE A L'ARTICLE 298
DU TRAITE DE VERSAILLES**

CHAPITRE I

Position de la Question.

Tous les Etats dont les représentants signèrent à Versailles, le 28 juin 1919, un Traité de Paix avec l'Allemagne, n'avaient cependant pas été en état de guerre avec cette puissance depuis le 31 juillet 1914 jusqu'au 11 novembre 1918. Parmi les signataires il y en avait qui n'étaient venus au conflit que bien plus tard et qui, cependant, encore non belligérants, avaient eu à souffrir des agissements de l'Allemagne.

L'Allemagne, en effet, sûre en 1914 de la victoire, fit dès cette année-là tous ses efforts pour s'approprier des territoires, surtout coloniaux, qu'elle convoitait depuis longtemps, et cela sans tenir compte du fait que ces régions appartenaient à des peuples qui n'étaient pas en guerre avec elle.

L'Allemagne étalait ainsi, devant le monde entier, son plus profond mépris pour les droits les plus sacrés des peuples en mettant en pratique sa vieille théorie — qu'en matière internationale *La Force prime le Droit*. Seulement, grâce aux efforts combinés des armées alliées qui finirent sagement par se soumettre au commandement unique d'un chef de la plus haute valeur, la guerre eut une toute autre issue que celle escomptée par les Allemands. Il était donc tout naturel que, dans l'élaboration du Traité qui mettait fin aux hostilités, l'on n'oubliât point la réparation des dommages subis par certains pays alors qu'ils n'étaient pas encore en guerre avec l'Allemagne.

C'était là non seulement une nécessité mais aussi

et surtout un devoir, car il fallait, en plus de cette réparation matérielle, appliquer une sanction morale à l'Allemagne pour les actes les plus illégitimes qu'elle ait commis, au point de vue du droit des gens, de 1914 à 1918. C'est ce que firent les Puissances alliées et associées en insérant au paragraphe 4 de l'annexe à l'article 298 de la section IV partie X du Traité, une disposition de la plus haute importance et que nous soulignerons. Voici le texte même de ce paragraphe : « Les biens, droits et intérêts des ressortissants allemands dans les territoires d'une Puissance alliée ou associée, ainsi que le produit net de leur vente, liquidation ou autres mesures de disposition pourront être grevés par cette puissance alliée ou associée : en premier lieu, du paiement des indemnités dues à l'occasion des réclamations des ressortissants de cette Puissance concernant leurs biens, droits et intérêts y compris les sociétés ou associations dans lesquelles ces ressortissants étaient intéressés en territoire allemand *ainsi que du paiement des réclamations introduites pour des actes commis par le Gouvernement allemand ou par toute autorité allemande postérieurement au 31 juillet 1914 et avant que cette puissance alliée ou associée ne participât à la guerre. Le montant de ces sortes de réclamations pourra être fixé par un arbitre désigné par M. Gustave Ador, si celui-ci y consent, où à défaut, par le Tribunal arbitral mixte prévu à la section VI.* Ils pourront être grevés, en second lieu, du paiement des indemnités dues à l'occasion des réclamations des ressortissants de la puissance alliée ou associée concernant leurs biens, droits et intérêts sur le territoire des autres puissances ennemies, en tant que ces indemnités n'ont pas été acquittées d'une autre manière ».

Nous avons souligné dans ce paragraphe la partie que nous considérons comme étant la plus importante. Elle se rapporte aux réclamations introduites par une Puissance contre l'Allemagne en raison

d'actes commis par le gouvernement allemand ou par toute autorité allemande avant que cette Puissance ne participât à la guerre.

Les autres dispositions, qui viennent avant et après celle-ci, ont uniquement trait à la réparation de dommages individuels résultant d'actes ayant causé un préjudice économique aux ressortissants d'une Puissance, mais sans revêtir le caractère de faits de guerre proprement dits. C'est l'ensemble de ces actes, dirigés par l'Allemagne ou par les Allemands contre les biens, droits et intérêts des individus, qui ont ajouté à la guerre militaire de 1914-1918 un caractère particulier et tout à fait nouveau, celui de *guerre économique*, comme nous l'expliquons au paragraphe I.

Dans la partie du paragraphe 4 que nous avons soulignée il s'agit des indemnités dûes pour dommages causés par l'Allemagne à une Puissance, antérieurement à l'ouverture officielle des hostilités avec cette Puissance.

C'est en raison de l'importance exceptionnelle de cette disposition que les Puissances Alliées ont modifié et complété ce paragraphe 4 après avoir soumis les Conditions de Paix aux Allemands. En effet, comparant le texte des Conditions de Paix avec celui du Traité de Versailles on constate qu'on a ajouté à ce paragraphe les mots suivants : « *le montant de ces sortes de réclamations pourra être fixé par un arbitre désigné par M. Gustave Ador, si celui-ci y consent, ou à défaut par le Tribunal Arbitral Mixte prévu à la section VI* » (1).

De tout ceci résulte que la disposition soulignée dans notre paragraphe et dont nous nous occupons principalement, a une portée de beaucoup su-

(1) Dans la partie finale du paragraphe des Conditions de Paix on parlait également des « créances que les ressortissants des Puissances pourraient avoir », mais ces mots ont été supprimés dans le texte du paragraphe inséré dans le Traité de Paix.

périeure aux deux autres dispositions qui la précèdent et la suivent et qui, à la rigueur, pourraient être réunies en une seule.

Pour bien comprendre l'idée contenue dans les quelques lignes que nous avons mises en relief au paragraphe 4, il est d'abord nécessaire de dire, quoique de façon sommaire, quels furent les deux systèmes de réparation que le Traité de Versailles a établis. Nous verrons en même temps que la disposition contenue dans le paragraphe 4 cité (1), se rallie tantôt à l'un, tantôt à l'autre de ces deux systèmes. Nous finirons enfin par la comparer avec les règles générales du droit International Public touchant aux responsabilités.

§ 1. — LES « RÉPARATIONS » ET LES « CLAUSES ÉCONOMIQUES » DU TRAITÉ DE VERSAILLES.

La guerre qui bouleversa le monde de 1914 à 1918 et qui de nos jours encore est cause des plus grandes crises, fut une guerre tout à fait nouvelle. Elle s'est présentée en effet dans un double domaine, avec deux formes : l'une, la forme militaire de guerre, avec des armées pénétrant en territoire ennemi ; l'autre, la forme entièrement nouvelle, inconnue jusqu'ici, la forme économique. Dans cette dernière forme de guerre, on ne cherche pas à briser la résistance des forces militaires de l'adversaire, mais à ruiner sa prospérité économique en détruisant sa richesse, tant nationale, c'est-à-dire sur le territoire, qu'étrangère, c'est-à-dire formée par les progrès de

(1) La même disposition a été insérée dans les Traités de Paix que les Puissances alliées et associées signèrent après la guerre de 1914-1918, avec l'Autriche, la Hongrie et la Bulgarie. On la trouve reproduite respectivement : au paragraphe 4 de l'annexe à l'article 249 ; au paragraphe 4 de l'annexe à l'article 233 ; et au paragraphe 4 de l'annexe à l'article 179.

ses entreprises dans d'autres pays et principalement en pays ennemis occupés.

Autrefois, en effet, on était d'accord pour dire que la propriété privée devait échapper aux conséquences économiques de la guerre. Dans la guerre maritime, la propriété était insaisissable en principe; dans la guerre terrestre, elle n'était jamais saisissable. Seules étaient permises les réquisitions pour les besoins stricts de l'armée d'occupation; mais elles étaient réglementées par les conventions de la Haye de 1899 et 1907, qui prévoyaient, du reste, l'attribution d'une indemnité juste et équitable aux victimes de ces réquisitions. Les propriétés privées pouvaient évidemment se trouver indirectement atteintes par suite de manœuvres, bombardements, etc., mais c'étaient là toujours des actions militaires, la guerre d'Etat à Etat. Dans la guerre de 1914 à 1918, au contraire, la propriété privée se trouve directement atteinte par des mesures expressément dirigées contre elle. C'est un fait connu que partout où le gouvernement allemand a pu atteindre les entreprises industrielles de ses ennemis, il n'a pas hésité à mettre la main dessus de propos délibéré pour les ruiner et pour favoriser l'industrie allemande. De même, quand l'occasion s'est présentée, il a spolié de ses biens le commerçant, l'industriel et le propriétaire ennemi. C'est un trait nouveau de la dernière guerre telle que la pratiqua l'Allemagne. La Guerre de 1914 n'était pas seulement une guerre d'Etat à Etat, elle était aussi une guerre d'Etat à particuliers.

La propriété privée fut par là directement soumise à l'action de la guerre en vertu d'un acte de puissance publique et ce sans qu'il y eut extension naturelle de la force de guerre.

Nous nous trouvons donc en présence de deux dommages entièrement distincts. D'un côté, un dommage causé indirectement à la population civile par une action militaire, de l'autre, un dommage égale-

ment causé à la population civile, mais à la suite d'un acte direct de puissance publique, sans intervention de la force militaire.

Le Traité de Versailles eut bien soin de ne pas confondre ces deux catégories d'actes et créa même pour eux deux juridictions différentes suivant qu'il s'agit d'un dommage classique, ou de ce nouveau dommage que M. le Professeur de Lapradelle appelait « *La Guerre aux biens* » dans son cours de droit International Public de 1923.

La Commission des Réparations connaît des premiers; pour ce qui est des seconds, la compétence en est attribuée au Tribunal arbitral mixte prévu à la section VI partie X du Traité de Versailles au titre « *Clauses économiques* » art. 304.

Les dommages classiques de la compétence de la Commission des Réparations sont énumérés à la section I de la partie VIII du Traité. Ils ont ce trait commun d'être causés à la population pacifique dans sa personne ou dans ses biens, par des faits qui ont le caractère d'actes d'hostilité en quelque lieu que ces actes aient pu être commis et sous quelque forme que le fait se soit produit, c'est-à-dire, que ce soit dans la guerre sur terre, sur mer, ou dans la guerre aérienne.

L'autre catégorie de dommages et dont connaît le Tribunal arbitral mixte comprend tous les dommages qui résultent, en Allemagne ou en pays occupé par les forces allemandes, des mesures exceptionnelles de guerre ou de disposition et qui sont prévus à la section IV (articles 297, 298 et leur annexe) du chapitre V de la partie X du Traité « *Clauses Économiques* ».

D'après la définition du paragraphe 3 de cet annexe, l'expression *mesures exceptionnelles de guerre* comprend : les mesures de toute nature, législatives, administratives, judiciaires ou autres prises à l'égard de biens ennemis et qui ont pour effet, sans affecter la propriété, d'enlever aux propriétaires la

disposition de leurs biens, notamment les mesures de surveillance, d'administration forcée, de séquestre ou les mesures qui ont eu ou auront pour objet de saisir, d'utiliser ou de bloquer les avoirs ennemis et cela pour quelque motif, sous quelque forme, et en quelque lieu que ce soit.

Les mesures de disposition sont celles qui affectent la propriété des biens ennemis, en en transférant tout ou partie à une autre personne que le propriétaire ennemi, et sans son consentement, notamment les mesures ordonnant la vente, la liquidation, la dévolution de propriété des biens ennemis, l'annulation des titres ou valeurs mobilières.

La grande différence entre la « *mesure exceptionnelle de guerre* » et la « *mesure de disposition* » c'est en effet que la première n'affecte pas la propriété tandis que la seconde l'affecte.

La commission des réparations connaît donc des dommages individuels présentés par l'Etat comme des dommages nationaux, tandis que le tribunal arbitral mixte connaît des dommages individuels présentés par les particuliers eux-mêmes comme des dommages privés.

§ 2. — LE PARAGRAPHE 4 ET LES DISPOSITIONS SIMILAIRES DU TRAITÉ DE VERSAILLES.

En étudiant maintenant la portée de la disposition contenue dans le paragraphe 4 de l'annexe à l'article 298, nous verrons que, quoique faisant partie d'un paragraphe inscrit à la section IV de la partie X du Traité de Versailles, « clauses économiques », elle est en tous points différente des autres dispositions insérées dans cette section.

Le cas qui nous intéresse a une vie propre, indépendante, malgré la position d'apparente dépendance qu'il occupe dans le paragraphe 4.

Nous allons prouver cette affirmation en le com-

parant d'abord aux dispositions générales de la section IV de la partie X, et ensuite à la partie VIII du traité sur les Réparations.

Nous avons dit plus haut que la guerre de 1914 avait pris une forme tout à fait nouvelle, une forme économique inconnue jusqu'alors se traduisant par une sorte de guerre aux biens, et que le Traité de Versailles avait prévu la réparation de ces dommages nouveau-genre en plus de la réparation des dommages causés par le fait de la guerre militaire elle-même. Une juridiction appropriée, le Tribunal arbitral mixte, et absolument indépendante de la Commission des Réparations, avait même été créée.

Nous avons dit également quels étaient les dommages dont connaîtrait ce Tribunal mixte. Or, on serait tenté de croire, la disposition qui nous intéresse étant inscrite au paragraphe 4 de l'annexe à l'article 298 de la section IV partie X du Traité, qu'elle ne se rapporte qu'aux dommages causés sous cette nouvelle forme de guerre aux biens. Ce serait une erreur profonde.

La disposition qui nous intéresse est bien plus générale car elle comprend tous les *actes commis par le Gouvernement allemand ou par toute autorité allemande*, englobant dans ces quelques mots aussi bien les dommages nouveau-genre, que les dommages classiques provenant de la guerre militaire elle-même. De plus, et c'est là une autre différence, une juridiction spéciale constituée par un seul arbitre a été prévue pour connaître des réclamations introduites en raison de ces actes commis par le gouvernement allemand ou par toute autorité allemande. Il y est dit en effet : « Le montant de ces sortes de réclamations pourra être fixé par un arbitre désigné par M. Gustave Ador, si celui-ci y consent, ou, à défaut, par le Tribunal arbitral prévu à la section VI ». Un « Arbitre » doit être désigné, d'une façon ou d'une autre, et il le fut du reste par M. Gustave Ador, pour ce qui concerne, par exemple, les réclamations pré-

sentées à ce titre par le Portugal contre l'Allemagne. L'on n'aurait recours au Tribunal arbitral mixte pour la nomination de l'arbitre qu'à défaut de cette nomination par M. Gustave Ador.

D'un autre côté on doit également faire une distinction entre notre cas et les dispositions générales concernant les Réparations.

Seuls sont prévus au titre des Réparations les dommages subis par la population pacifique du fait de la guerre militaire proprement dite et ceci « *pendant la période où cette puissance a été en état de belligérance avec l'Allemagne* ».

La disposition contenue dans le paragraphe 4 de l'annexe à l'article 298 n'a trait, au contraire, qu'aux « *réclamations introduites pour des actes commis... postérieurement au 31 juillet 1914 et avant que cette puissance ne participât à la guerre* ». C'est là une disposition entièrement nouvelle dans un Traité de Paix. Elle est de la plus haute importance parce que marquant une ère nouvelle dans le Droit International. Jamais jusqu'ici, en effet, il n'a été question de faire réparer les dommages commis avant l'entrée d'un pays dans la guerre. Tout au moins n'avait-on donné forme juridique à une telle réparation. Pourquoi donc le Traité signé avec l'Allemagne et les autres signés avec ses alliés contiennent-ils une semblable disposition ? La vérité est qu'on a voulu par là, à côté d'une sanction matérielle, faire ressortir une sorte de sanction morale contre l'Allemagne qui, par les préjudices causés volontairement à des pays non-belligérants, les provoqua à participer à la guerre. Les Puissances alliées et associées firent inscrire cette disposition guidées et inspirées par ces mêmes principes d'ordre moral qu'elles ont voulu faire triompher au cours et à la fin de la guerre. Elles ont fait par là une des plus belles consécérations de la Morale Sociale dans les Traités de Paix d'après-guerre.

Rappelons encore que les dommages prévus aux

titres des Réparations sont limités, alors que, dans notre cas, aucune limitation n'est établie, comme nous l'avons dit plus haut. La distinction que nous venons de faire en ce qui concerne l'époque à laquelle furent commis les dommages entraîne de nombreuses conséquences. Les unes se rapportent à l'extension et à l'évaluation de ces dommages, les autres à l'exécution des obligations qui en résultent et que l'Allemagne a reconnues et acceptées en apposant sa signature au Traité de Versailles où fut insérée cette disposition. Nous laisserons de côté pour le moment ces conséquences pour y revenir plus tard.

§ 3. — LE DROIT INTERNATIONAL PUBLIC ET LA DISPOSITION DU PARAGRAPHE 4

On ne peut plus aujourd'hui concevoir l'existence d'un Etat vivant isolé au milieu des autres Etats. « La loi de sociabilité est une loi nécessaire non seulement pour les individus mais encore pour les Etats » (1).

L'homme se préoccupe toujours d'augmenter son bien-être. Ses besoins augmentent tous les jours, et, pour les satisfaire, l'homme recourt sans cesse à de nouveaux moyens. D'un autre côté, chaque nouvelle découverte crée de nouveaux besoins et comme les produits du sol varient selon le climat, la constitution géologique, etc., pour satisfaire ces besoins les membres des divers Etats sont obligés d'établir entre eux des rapports commerciaux et des échanges. C'est la communauté internationale qui est elle-même le fondement du Droit International. Il en résulte un état de dépendance réciproque entre les divers peuples, au point de vue commercial et économique.

(1) P. FAUCHILLE. Traité de Droit International Public, p. 7.

Pour que les rapports entre les membres des divers Etats soient possibles il faut nécessairement observer des règles de justice. C'est dans le respect de ces règles que réside le fondement de la responsabilité réciproque des Etats. Quand un Etat viole ses devoirs internationaux il engage, par là même, sa responsabilité. Cette responsabilité peut être morale ou juridique suivant qu'il y a eu violation d'un devoir moral ou d'un devoir juridique. Seule cette dernière peut entraîner une demande en indemnité ou une réparation par la force. Cette responsabilité juridique des Etats est assujettie aux règles qui découlent du droit naturel et que le Code Civil Français a si clairement résumée dans son art. 1382 : « Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à le réparer. » C'est l'idée contenue dans cet article qui régit les rapports entre les individus; il n'y a aucune raison pour ne pas l'appliquer dans les rapports des Etats entre eux ou entre les Etats et les individus. Ainsi, pour qu'un Etat encoure une responsabilité juridique, il faut qu'un dommage ait été causé par lui, ensuite que ce dommage soit le résultat d'une action illicite de sa part, et enfin que ce dommage soit imputable à cet Etat.

De plus, la responsabilité internationale de l'Etat pourra être *directe* ou *indirecte* (1). *Directe* « toutes les fois qu'elle résultera d'actes ou de faits accomplis par le gouvernement, ou avec son autorisation ». *Indirecte* « quand elle dérivera d'actes ou de faits accomplis par des fonctionnaires publics et même, dans certains cas, par de simples particuliers ». Dans ce dernier cas (par exemple violation de frontière), ce n'est pas, selon M. Anzilotti, l'acte accompli par l'individu et que l'Etat est tenu internationalement de prohiber, qui doit être considéré comme une in-

(1) P. FAUCHILLE, *Traité du Droit International Public*, p. 517.

fraction au droit international, mais en réalité c'est la conduite de l'Etat qui n'a pas prohibé ou empêché cet acte qui constitue la véritable infraction. L'Etat est tenu beaucoup plus par son attitude que comme complice des individus.

Les actes commis par un Etat et qui violent une règle quelconque du droit international sont des actes illicites qui engagent sa responsabilité et qui donnent droit à réparation à ceux qui subissent de ce fait un préjudice. Ce principe de la responsabilité trouve surtout son application en temps de paix, (par exemple : violation de la frontière), mais est également applicable en temps de guerre (attaque injuste, invasion d'un pays neutre, etc.).

Le manquement par un Etat à ses obligations contractuelles envers un autre Etat ou les sujets d'un Etat peut également engager sa responsabilité. De même lorsqu'il y a « déni de justice ».

Lorsqu'un Etat a engagé d'une façon ou d'une autre sa responsabilité, il y a lieu à une *réparation* ou à une *satisfaction*.

La réparation consiste généralement dans le paiement de dommages-intérêts. On entend par satisfaction les excuses par voie diplomatique, révocation des agents ayant violé les règles du droit international, déclarations publiques, etc.

Nous savons, d'autre part, qu'aujourd'hui le grave problème de la non existence d'une autorité supérieure représentative de la communauté internationale est presque résolu.

Grâce au pacte du 28 avril 1919, les Etats pourront soumettre leurs litiges à la médiation du Conseil de la Société des Nations. De plus, on a créé la Cour Permanente de Justice Internationale, où les pays en litige trouveront toujours un tribunal tout prêt à trancher leurs différends.

En comparant ces principes avec la disposition contenue dans le paragraphe 4 de l'annexe à l'art. 298 du Traité de Versailles, nous voyons tout d'abord

qu'il n'y a ici aucune distinction entre les dommages directs et les dommages indirects (1). De plus, aux termes de ce paragraphe, les réclamations ne pourront être introduites que pour des actes commis par le Gouvernement allemand ou par toute autorité allemande, ce qui exclut les actes commis par des particuliers.

Il y a une autre différence en ce qui concerne la solution du différend provoqué par l'Etat ayant commis des actes engageant sa responsabilité. Nous l'avons dit plus haut, à la communauté internationale d'avant guerre faisait défaut l'existence d'une autorité supérieure chargée de trancher les différends pouvant surgir entre deux Etats. Les conflits se réglaient presque toujours entre les Etats intéressés par la voie diplomatique ou par la guerre; tout au plus avaient-ils recours à l'arbitrage. Dans ce dernier cas, un Chef d'Etat ou un tribunal tranchait le conflit, mais, de toute façon, le pays le plus fort pouvait imposer sa volonté à l'autre. Nous avons vu aussi que, grâce au pacte du 28 avril 1919, les Etats pourront soumettre leurs litiges au conseil de la Société des Nations ou s'adresser à la Cour Permanente de Justice Internationale siégeant à La Haye. En dépit de cette amélioration, l'heure n'est pas encore arrivée où l'arbitrage sera devenu obligatoire pour la solution des conflits entre les Etats.

Or le paragraphe 4 de l'annexe à l'art. 298 est allé plus loin, puisqu'il établit la façon dont on solutionnera obligatoirement le différend surgi entre l'Allemagne et quelques-uns des pays alliés.

En effet, on y lit : « Le montant de ces sortes de réclamations pourra être fixé par un arbitre désigné par M. Gustave Ador, si celui-ci y consent, ou, à défaut, par le Tribunal arbitral mixte prévu à la

(1) Dans l'affaire de l'Alabama, les arbitres n'ont pas tenu compte de l'existence de dommages indirects et furent de ce fait pleinement critiqués. Depuis lors, les arbitres ont fréquemment indemnisé pour des dommages qui n'étaient pas directs. (V. de Lapradelle et Politis. *Recueil des arbitrages internationaux*, tome II, p. 977).

section VI ». Nous voyons donc que le Traité de Versailles a attaché une grande importance à la fixation et à la réparation de cette sorte de dommages en précisant les moyens que les pays intéressés devront employer pour être indemnisés par l'Allemagne. Il est à retenir également qu'à ce point de vue il n'y a pas lieu de soumettre le cas au conseil de la Société des Nations. Cela ne signifie point que l'organisme de Genève ne sera à aucun moment appelé à intervenir en ce qui concerne l'application du paragraphe 4. Nous verrons au cours de notre exposé qu'il devra éventuellement appuyer l'exécution de la sentence arbitrale dès qu'elle sera prononcée aux termes de ce paragraphe.

CHAPITRE II

Etats neutres et Etats non-belligérants.

L'étude de la disposition contenue au paragraphe 4 de l'annexe à l'article 298 nous amène tout naturellement à distinguer un Etat pouvant invoquer cette disposition, et que nous appellerons Etat *non-belligérant*, d'un Etat neutre, tel que le définit le Droit International. Nous nous basons pour faire cette distinction sur le fait que notre disposition ne peut être invoquée que par un Etat qui était neutre au moment où il subit des dommages de la part de l'Allemagne ou d'une autorité allemande, mais qui cependant finit par prendre part à la guerre. Nous appellerons donc les Etats rentrant dans cette catégorie : *Etats non-belligérants*. Nous garderons l'appellation d'Etats neutres pour les pays qui ne participèrent jamais au conflit qui, de 1914 à 1918, bouleversa le monde.

Cette distinction est la conséquence même de l'existence du texte inséré au paragraphe 4. Il est évident que s'il ne fallait pas distinguer les pays neutres des non-belligérants, le texte n'aurait aucune raison d'être et on ne l'aurait sûrement pas inclus dans le Traité de Versailles.

Si nous nous sommes attachés à préciser l'existence de ces deux catégories d'Etats qu'il ne faut pas confondre, c'est que les conséquences qui en découlent sont de la plus haute importance pour l'interprétation de notre paragraphe. Ainsi logiquement les pays neutres ne pourront jamais invoquer la disposition en question, même s'ils ont subi des dommages de la part de l'Allemagne pendant la guerre, et ce à

quelque titre que ce soit; il n'est pas besoin d'insister sur ce point.

Une première et très importante conséquence résulte de la distinction que nous venons de faire : c'est que, s'il y a des biens, droits et intérêts allemands dans un pays neutre, ils doivent répondre des réparations et indemnités dûes aux Puissances alliées et associées au même titre que les biens, droits et intérêts allemands existant dans ces pays alliés et associés. Pour prouver notre affirmation, il nous faudra examiner la partie IX du Traité de Versailles « Clauses Financières » et tout spécialement l'article 248. Que dit en effet cet article ? : « Sous réserve des dérogations qui pourraient être accordées par la Commission des Réparations, un privilège de premier ordre est établi sur tous les biens et ressources de l'Empire et des Etats allemands, pour le règlement des réparations et autres charges résultant du présent Traité et conventions complémentaires ou des arrangements conclus entre l'Allemagne et les Puissances alliées et associées, pendant l'armistice et ses prolongations »...

Cet article établit donc, en faveur de toutes les puissances alliées et associées un privilège sur tous les biens de l'Empire et des Etats allemands, et ceci, sans qu'il soit tenu compte du lieu où ces biens se trouvent, ce même article ne faisant aucune réserve à ce sujet. Les termes de l'article sont généraux et il n'y est pas dit que telle ou telle catégorie de biens seule est appliquée aux réparations, mais tous les biens en général et dans n'importe quel lieu où ils se trouvent.

Ce privilège sera exercé dans l'ordre établi par l'article 251 de la partie IX du Traité. Cependant, et ceci nous intéresse particulièrement, les dispositions du même article 248 et celles de l'article 251 ne portent pas atteinte au droit de chacune des puissances alliées et associées de disposer des avoirs et propriétés ennemis se trouvant sous leur juridiction au moment de la mise en vigueur du présent Traité, suivant

les termes mêmes de l'art. 252. Que veut dire au juste cet article ? Tout simplement ceci : Supposons une puissance alliée ou associée, c'est-à-dire, un des pays qui prirent une part active au conflit européen de 1914-1918. Il arrive que, dans ce pays, il existe des biens, des propriétés, des avoirs allemands au moment de la déclaration de guerre. En vertu de cet article 252, ce pays va pouvoir à la fin des hostilités, disposer de ces mêmes biens, pour se faire payer des préjudices subis en vertu de la guerre et ceci sans qu'il soit tenu compte de l'ordre établi par l'article 251. D'abord, le pays qui possède ces biens, ces propriétés, les liquidera et ce n'est que dans le cas où il y aurait un solde, que le surplus serait porté au crédit des réparations (art. 243, alinéa *a*) et resterait subordonné à l'exercice du privilège établi par l'article 248, suivant l'ordre établi par l'article 251. Or, cette exception n'ayant pas été ouverte pour ce qui concerne les pays neutres, il s'ensuit — et nous pouvons conclure *a contrario* — que les biens, avoirs et propriétés allemands, qui se trouveront dans un pays neutre, seront inclus dans les biens en général sur lesquels le Traité de Versailles a établi un privilège de premier ordre, dans son article 248.

De ceci, il faut conclure que, dans le cas où un pays neutre se trouverait en concurrence avec un pays ayant pris part à la guerre, c'est-à-dire avec l'une des puissances alliées ou associées, pour le paiement d'une créance qu'il pourrait avoir sur l'Allemagne, il est certain que le pays neutre se verrait relégué au deuxième plan. En examinant certaines dispositions de l'article 297 dans son alinéa H on serait même tenté de croire que les droits des neutres envers les biens allemands situés dans leur territoire seraient subordonnés aux droits des Puissances alliées et associées de telle sorte que, dans le cas où le pays neutre aurait procédé à des mesures de disposition de ces biens allemands, le produit en résultant devrait être versé directement aux proprié-

taires sous réserve des droits de la Commission des Réparations, c'est-à-dire, en rendant le gouvernement allemand responsable de la valeur de ces biens. Le n° 2 de l'alinéa H de l'article 297 prescrit : « Chaque puissance alliée ou associée pourra disposer du produit des biens, droits et intérêts et des avoirs en numéraire des ressortissants allemands qu'elle a saisis conformément à ses lois et règlements et pourra l'affecter au paiement des réclamations et créances définies par le présent article ou par le paragraphe 4 de l'annexe ci-jointe » et, plus loin : « Dans le cas de liquidations effectuées, soit dans les *nouveaux Etats signataires du présent Traité* comme puissances alliées et associées, soit dans les *Etats qui ne participent pas aux réparations à payer par l'Allemagne*, le produit des liquidations effectuées par le gouvernement des dits Etats devra être versé directement aux propriétaires sous réserve des droits de la Commission des Réparations, en vertu du présent Traité, notamment des articles 255 et 260 ».

Quels sont ces Etats qui ne participent pas aux réparations ? Au moment de la rédaction et de la signature du Traité de Paix parmi ces Etats ne pouvait se comprendre aucune puissance alliée ou associée car, de par les articles 231 et suivants, toutes les puissances alliées et associées pourraient avoir droit aux réparations dans les termes fixés par la partie VIII du Traité et ses annexes. Par conséquent ces Etats seraient les neutres. La même conclusion pourrait être tirée de la déclaration générale inscrite au commencement de l'alinéa H ci-dessus visée : « Sauf le cas où, par application du paragraphe f, des restitutions en nature ont été effectuées, le produit net des liquidations de biens, droits et intérêts ennemis, *où qu'ils aient été situés*, faites, soit en vertu de la législation exceptionnelle de guerre, soit par application du présent article et, généralement, tous les avoirs en numéraire des ennemis recevront l'affectation suivante... »

Les mots « *où qu'ils aient été situés* » sont d'une telle extension dans leur portée, que l'interprète de ce texte semble amené à y inclure les biens situés dans les pays neutres.

Par application de cette doctrine, s'il y avait eu une propriété allemande en Espagne par exemple, et que le gouvernement espagnol en eût disposé pendant la guerre, le produit de cette liquidation aurait dû être versé directement au propriétaire et le gouvernement allemand en aurait été rendu responsable vis-à-vis de la Commission des Réparations.

Nous croyons toutefois que les rédacteurs du Traité de Paix n'ont pas voulu aller si loin. Le privilège en faveur des Puissances alliées et associées ne s'est pas compliqué d'une espèce de mépris pour tous les droits des neutres envers des biens allemands existant dans leur territoire et dont ils auraient disposé légitimement pendant la guerre. La rédaction des textes sus-visés n'est peut-être pas suffisamment claire, mais n'oublions pas que, pour des raisons de haute politique, parmi les signataires du Traité de Versailles il y en avait qui n'avaient pas participé effectivement à la guerre.

Quoiqu'il en soit, sont manifestement diminués par le Traité de Versailles les droits que les pays neutres pourront avoir pour les créances vis-à-vis de l'Allemagne sauf dans le cas où ces créances résulteraient de responsabilités antérieures à la guerre.

Les Etats neutres ont été mis en un second plan, derrière toutes les Puissances alliées ou associées, mais seulement pour les conséquences des rapports économiques qu'ils ont maintenus avec l'Allemagne pendant l'Etat de guerre. Et cela même s'explique par le caractère très particulier du conflit de 1914-1918, au cours duquel l'Allemagne a fait la guerre contre la plus grande partie des pays qui pouvaient avoir avec elle des relations d'intérêt. Tout au moins, ceux qui n'entrèrent pas dans le conflit européen ne semblent pas avoir eu envers elle des crédits suffi-

samment importants pour être atteints par le privilège donné aux alliés par l'article 248 du Traité de Versailles. Supposons même qu'un arbitrage ait eu lieu entre l'Allemagne et un pays neutre, par exemple, l'Espagne, et à la suite duquel le premier de ces deux pays serait condamné à payer à l'autre une certaine somme. Il faut conclure ceci : c'est que, si cette hypothèse s'était réalisée, elle aurait été de la connaissance de la Conférence de la Paix et aurait été, dès lors, sauvegardée. L'Allemagne, elle-même, en aurait parlé dans ses observations, quand elle reçut le texte des Conditions de Paix.

Ce principe de l'hypothèque de tous les biens allemands en faveur des puissances alliées, semble à première vue porter atteinte au Droit International Public et aux principes de Justice; mais ceci n'est qu'apparent, puisque, si un Etat quelconque pouvait de ce fait subir un préjudice, il aurait lui-même fait une réclamation, afin que ses droits soient sauvegardés et qu'un article vienne lui ouvrir une exception dans le Traité de Paix. C'est, du reste, ce qui arriva en ce qui concerne certaines questions qui intéressaient différents pays neutres, et qui ont été envisagées par le Traité.

Et, en fait, dans l'exécution de ce Traité quelques années se sont déjà écoulées et cependant, pas un seul pays neutre ne s'est plaint du fait que ce privilège lui ait causé un préjudice quelconque.

Il y a donc des différences importantes entre les pays neutres et les pays alliés en ce qui concerne les dispositions du Traité de Paix sur les réparations et les indemnités dues par l'Allemagne.

Ces différences sont encore plus saisissantes quand on étudie la portée et les effets de notre disposition, insérée au paragraphe de l'annexe à l'article 298, et qui ne s'applique qu'à ceux des pays alliés que nous avons appelés *non belligérants*.

A la vérité, la disposition contenue dans le paragraphe 4 de l'annexe à l'article 298 n'est pas tout

à fait à sa place dans la section IV de la Partie X du Traité de Versailles au titre « Clauses économiques. Etant donné son énorme importance, nous croyons qu'elle aurait dû faire l'objet d'un article spécial qui viendrait, par exemple, tout de suite après les Réparations. Nous avons, en effet, vu plus haut que les quelques lignes qui nous intéressent au paragraphe 4 dépassaient de beaucoup en portée les principes généraux de la section IV de la partie X et même ceux de la partie VIII du Traité. Il est donc difficile d'expliquer l'insertion d'une disposition aussi importante dans quelques lignes d'un paragraphe d'un annexe. Probablement a-t-on voulu profiter du moment où l'on procédait à l'affectation des biens allemands existants dans le territoire d'une puissance alliée ou associée pour des crédits ou des droits que cette puissance aurait pu avoir sur l'Allemagne, en vue de faire une affectation pareille, même pour ce qui concerne les réclamations résultant du cas qui nous intéresse. Cependant, comme nous le verrons, ce cas dépasse de beaucoup le système de l'affectation et ne saurait y être subordonné.

CHAPITRE III.

Portée de la « Disposition ».

La disposition faisant l'objet de cette thèse dépasse de beaucoup, nous l'avons dit, la place d'apparente dépendance aux « Clauses économiques » que les rédacteurs du Traité de Versailles ont bien voulu lui donner. Elle tient aussi bien de la Partie X que de la Partie VIII du Traité; de plus, et dans certains cas particuliers, elle n'est régie que par les règles générales du Droit International Public indépendamment de tout texte inscrit au Traité de Versailles. Ce sont les rapports de notre disposition avec ces trois principes que nous allons tâcher de mettre en relief.

Par ces quelques mots du paragraphe 4 de l'annexe à l'art. 298 « des réclamations introduites pour des actes commis par le gouvernement allemand ou par toute autorité allemande... » on a attribué une responsabilité exclusive à l'Allemagne pour les actes qu'elle aurait commis aux termes de notre disposition. Ce principe est le même que les Puissances alliées et associées ont inscrit à l'article 231 de la Partie VIII du Traité ainsi conçu : « Les gouvernements alliés et associés déclarent et l'Allemagne reconnaît que l'Allemagne et ses alliés sont responsables, pour les avoir causés, de toutes pertes et de tous les dommages subis par les Gouvernements alliés et associés et leurs nationaux en conséquence de la guerre, qui leur a été imposée par l'agression de l'Allemagne et de ses alliés ». Ce principe d'ordre général que l'Allemagne est responsable de toutes les pertes et de tous les dommages est absolu-

ment applicable à notre cas. Si, en effet, les agressions de la part du gouvernement allemand et ses autorités furent de telle sorte envers certains pays non-belligérants, que ceux-ci se sont vus forcés de participer à la guerre, il est évident que la responsabilité de l'Allemagne est totale et exclusive, quelles que soient les alternatives, les vicissitudes et même les réactions résultant de ces agressions. Pour illustrer ce point si important et délicat nous ferons, dans la deuxième partie de notre travail, un exposé détaillé des agissements de l'Allemagne envers le Portugal, alors non-belligérant, ce qui nous permettra de voir, d'une façon saisissante, comment l'Allemagne s'est rendue responsable envers ce pays dans des conditions encore plus graves que celles envisagées par l'article 231 du Traité de Versailles. Quoique juridiquement la doctrine de la responsabilité de la guerre de 1914 ne puisse plus aujourd'hui être discutée, il s'est trouvé, cependant, des auteurs, surtout allemands, qui ont prétendu dégager la responsabilité *morale* de l'Allemagne dans la provocation du grand conflit. Cette thèse est aujourd'hui généralement battue en brèche, même en Allemagne où des hommes comme Théodor Wolff et le Prince Lichnowsky soutiennent que l'Allemagne n'a pas voulu la guerre mais l'a rendue inévitable, ou à peu près, par ses maladresses diplomatiques. C'est ce qui ressort, par exemple, de l'ouvrage que le dernier nommé vient de faire publier sous le titre : « Sur le chemin de l'abîme ».

Quoique nous répudions comme fantaisiste toute discussion de ce genre, constatons toutefois que ce sujet fait encore de nos jours couler beaucoup d'encre. Or il ne saurait être question d'atténuer et encore moins de dégager la responsabilité morale de l'Allemagne pour ce qui concerne les actes rentrant dans notre cas, commis envers des pays non belligérants, actes qui les ont forcés à participer à la guerre.

Là-dessus, il n'y a jamais eu de discussion, même de la part des écrivains allemands.

Notre disposition se rattache également à la Partie VIII du Traité en ce qui concerne la solidarité qui y a été établie entre toutes les Puissances alliées et associées pour l'exécution des obligations résultantes de cette partie VIII. Ceci ressort de toute la partie VIII, et spécialement des articles 231, 233, 237, 240 et annexe II. La même solidarité existe aussi dans notre cas. Elle est la conséquence logique de la signature du Traité de Paix par toutes ces Puissances comme si elles toutes se considéraient offensées par les actes commis par l'Allemagne. La preuve de l'existence de cette solidarité des Puissances alliées et associées en ce qui concerne la disposition insérée au paragraphe 4 de l'annexe à l'article 29 s'est produite d'une façon évidente à l'occasion du différend germano-portugais. Ainsi lorsqu'il fut question de faire nommer un arbitre par M. Gustave Ador, arbitre chargé de statuer sur les dommages dont le Portugal réclamait réparation à la suite de la disposition citée, les délégués portugais à la conférence de la Paix demandèrent à la Conférence des Ambassadeurs, de prier M. Gustave Ador de procéder à cette nomination. La Conférence des Ambassadeurs hésita tout d'abord à intervenir, mais, sur l'insistance des délégués du Portugal, elle finit par adresser à ces délégués une lettre leur donnant les pouvoirs nécessaires pour demander à M. Gustave Ador de nommer l'arbitre. Dans cette lettre la solidarité des Puissances alliées et associées, représentées par la Conférence des Ambassadeurs, a été explicitement reconnue. N'oublions pas, du reste, que M. Gustave Ador a été la personnalité spécialement indiquée par le Traité de Paix pour exercer quelques-unes des fonctions qui, plus tard, devaient appartenir au Conseil de la Société des Nations, également créé par le Traité de Versailles. Ces quelques lignes de l'art. 304 du Traité sont la preuve de cette affir-

mation : « Au cas où cet accord ne pourrait intervenir, le président du Tribunal et deux autres personnes susceptibles l'une et l'autre, en cas de besoin, de le remplacer, seront choisies par le Conseil de la Société des Nations et, *jusqu'au moment où il sera constitué, par M. Gustave Ador, s'il y consent...* »

Nous voyons donc que notre disposition, en ce qui concerne la solidarité des Puissances alliées et associées pour l'exécution des obligations qui en résultent, se rattache par là aux Réparations, Partie VIII du Traité, où cette solidarité est absolue entre ces mêmes Puissances. De plus, dans notre cas, cette solidarité doit également s'exercer, comme nous le verrons au chapitre V, pour assurer le paiement de l'indemnité due par l'Allemagne à la suite des actes qui y sont prévus, c'est-à-dire en ce qui concerne l'exécution de la sentence arbitrale.

Au titre des Réparations, l'article 237 établit encore une solidarité pour la distribution entre les gouvernements alliés et associés des versements successifs de l'Allemagne, et ce en tenant compte de l'équité et des droits de chacun, tandis que, dans le cas qui nous occupe, aucune distribution n'est faite, chaque pays étant traité séparément.

Il est incontestable, d'autre part, que la disposition insérée au paragraphe 4 de l'annexe à l'article 298 du Traité présente des analogies avec les principes généraux contenus aux « *Clauses économiques* » Partie X du Traité. Ceci résulte, tout d'abord, de la place même occupée par notre disposition. Quoique nous ayons dit plus haut que, vu l'importance de notre sujet, il aurait dû bénéficier d'une place à part dans le Traité de Versailles, il n'est pas moins certain que, dans la pensée des rédacteurs, c'est aux « *Clauses Economiques* » que notre cas devait être rattaché. L'idée des rédacteurs n'était pas tout à fait erronée. L'attribution de cette place à notre disposition a résulté du fait qu'ils ont voulu profiter du moment où l'on procédait à l'affectation des biens,

droits et intérêts en vue du paiement des dommages résultant de la guerre économique pour y comprendre également, et sous une forme identique, la réparation des dommages rentrant dans notre cas. Ceci prouve l'importance que l'on y a attachée. Rappelons, en effet, que le Traité de Versailles n'avait procédé à une affectation sur les biens, droits et intérêts allemands, qu'en tant qu'il s'agissait de ces dommages nouveau genre résultant de la guerre aux biens. Aucune affectation de ce genre n'a été faite en ce qui concerne les dommages prévus à la Partie VIII du Traité. On y a fait des affectations d'un autre genre, par exemple à l'article 236, et on a établi plus loin à l'article 248 un privilège de premier rang sur tous les biens et ressources de l'Allemagne en général.

Les préjudices résultant des actes commis par le gouvernement allemand ou par toute autorité allemande aux termes de notre disposition bénéficient donc d'une affectation spéciale quel que soit la nature du dommage, qu'il résulte de la guerre aux biens, ou de la guerre militaire proprement dite. De tout ceci, il ne faudrait pas conclure que la réparation des dommages rentrant dans notre cas est subordonnée à la valeur de cette affectation, c'est-à-dire, ne serait assurée qu'en tant qu'il y aurait dans le pays pouvant invoquer notre disposition, des biens, droits et intérêts en quantité suffisante pour produire une somme susceptible d'assurer le paiement de ces dommages.

En supposant, en effet, que ces biens, droits et intérêts n'existeraient pas dans ce pays, cette affectation ne serait qu'une méprise, ce qui est inadmissible. De plus, ces biens allemands étant inégalement distribués parmi les divers Etats intéressés, il arriverait que certains d'entre eux seraient indemnisés, tandis que d'autres ne le seraient qu'en partie ou pas du tout. Ce serait là une injustice criarde. N'avons-nous pas dit plus haut que l'insertion de cette dis-

position dans le Traité de Versailles était une des plus belles consécérations de la morale internationale ? Comment peut-on admettre que la disposition en question puisse comporter une telle injustice ?

L'affectation a manifestement été faite pour deux raisons : d'abord pour profiter de l'existence de biens, droits et intérêts allemands, dans un pays lésé par l'Allemagne, en faisant appliquer leur produit au paiement des réparations respectives; ensuite pour assurer en tant que possible le paiement de ces réparations avant toutes autres jusqu'à concurrence de la valeur de ces biens. Il est vrai que l'article 251 du Traité de Versailles, qui établit la façon dont sera exercé le privilège prévu à l'article 248, accorde la première place au paiement des réparations tout de suite après le coût des armées d'occupation. Cependant si nous étudions les pouvoirs spéciaux appartenant à la Commission des Réparations pour ce qui concerne la fixation du montant dû par l'Allemagne conformément à sa capacité de paiement (art. 234 du Traité), et, ce qui a été fait depuis, notamment en ce qui concerne l'affectation de certains revenus (par exemple : ceux des chemins de fer allemands), nous voyons que la Commission des Réparations s'est, pour ainsi dire et jusqu'à un certain point, substituée à l'Allemagne elle-même. Nous pouvons donc dire que les indemnités dûes par l'Allemagne en vertu de la disposition nous intéressant au paragraphe 4, constituent la première des obligations lui incombant parmi celles qu'elle peut exécuter de son autorité comme nation indépendante, quoique y étant forcée par la sentence arbitrale la condamnant et par la totalité des Puissances alliées et associées, solidarisées pour l'exécution de cette sentence.

D'ailleurs les Puissances alliées et associées ont tenu compte de la *diminution permanente des ressources* de l'Allemagne qui résulte des *autres dispositions* du Traité de Paix, pour calculer elles-mêmes et faire calculer de temps en temps par la Commis-

sion des Réparations, et seulement sur le surplus, la capacité de l'Allemagne pour réparer les pertes et les dommages qu'elle avait causés, articles 232 et 234; et comme une des *autres dispositions* du Traité est précisément celle insérée au paragraphe 4 de l'annexe à l'article 298, nous sommes autorisés à conclure que les indemnités y prévues bénéficient d'une nouvelle sorte de préférence.

Ces préférences accordées à la réparation de ces préjudices résultent de la gravité même des actes commis dans ces conditions par l'Allemagne et ses autorités. Si donc les biens, droits et intérêts allemands ne sont pas suffisants pour indemniser le pays lésé, l'Allemagne est obligée de le faire dans sa totalité.

Le remboursement intégral des dommages dont nous nous occupons résulte aussi des termes mêmes de notre disposition. On y lit, en effet : « ...le *montant* de ces sortes de réclamations pourra être fixé... » Le montant ne peut pas vouloir dire une partie mais bien la totalité. Et ce serait absurde de fixer un *montant* pour en payer seulement une partie ou rien du tout.

Notre sujet se sépare, encore sous un certain point de vue, des « *Clauses économiques* » et des « *Réparations* », pour ne plus dépendre que des principes généraux du Droit International Public. C'est ce qui arrive quant à l'extension des dommages dont la réparation y est prévue. Il n'y a là, nous le savons, aucune énumération des espèces de dommages qui doivent être réparés, au contraire de ce qui a été prescrit pour les réparations à l'article 232, annexe I. Du moment qu'aucune limitation n'y est faite, il faudrait, en ce qui nous concerne, appliquer les principes généraux du Droit International. Il en résulte qu'il n'est pas ici question seulement des dommages énumérés à l'annexe I sus-mentionné, mais de tous les dommages aux termes du Droit International et d'une manière générale : les préjudices causés à

l'Etat, soit directs soit indirects, soit matériels soit moraux, en y comprenant également les dépenses militaires pour la défense du territoire, tous les préjudices sans exception causés aux particuliers, toutes ces réclamations devant cependant être présentées par le gouvernement comme il arrive pour les réparations prévues à la Partie VIII du Traité. L'article 231 de cette même partie VIII, en effet, a été limité par les articles qui le suivent. Dans notre cas, au contraire, aucune limitation n'a été faite, ni dans la lettre de la disposition, ni dans son esprit. Tous les dommages doivent donc y rentrer par cette règle capitale que « *là où la loi ne fait pas de distinction, il n'appartient pas à l'interprète d'en faire* ».

CHAPITRE IV

Caractère spécial de l'arbitrage du paragraphe 4.

Le traité de Versailles a créé une juridiction spéciale pour connaître des réclamations qui pourraient être introduites à la suite de notre disposition. Ce ne sera pas la Commission des Réparations ni un Tribunal arbitral mixte qui seront chargés de statuer à cette occasion, mais un arbitre tout spécialement désigné.

Les termes du paragraphe 4 de l'annexe à l'article 298 ont, à ce sujet, besoin d'être expliqués.

En effet, lorsqu'on y lit : « Le montant de ces « sortes de réclamations pourra être fixé par un « arbitre désigné par M. Gustave Ador, si celui-ci y « consent, ou, à défaut, par le Tribunal arbitral « prévu à la Section VI », on pourrait être tenté de croire qu'à défaut de la nomination d'un arbitre par M. Ador, le Tribunal arbitral mixte serait compétent pour fixer ce montant. Or, il est manifeste que les rédacteurs du Traité n'ont jamais eu ni ne pouvaient avoir cette idée. Ils ont uniquement voulu attribuer au tribunal arbitral mixte le pouvoir de procéder à cette même nomination dans le cas où M. Gustave Ador n'y consentirait point. Il serait tout à fait inadmissible que les tribunaux prévus à la section VI, et créés exclusivement en vue de connaître de ces dommages nouveau genre, causés aux particuliers par la guerre dite économique, puissent procéder à la fixation du montant des réclamations s'écartant entièrement des principes réglant leur compétence et du but en vue duquel ils ont été constitués.

N'avons-nous pas montré, en effet, que les actes rentrant dans notre disposition pouvaient être de toute sorte ? Mais, il y a mieux : c'est que, dans notre cas, nous sommes en face de réclamations qui ne pourront être présentées que par les Gouvernements respectifs, alors que, devant le Tribunal arbitral mixte, le particulier lésé présente lui-même directement sa réclamation (article 304 spécialement, alinéas *b*, et *g*, et article 305).

La simple logique montre également que, si l'on avait voulu attribuer cette compétence aux tribunaux de la Section VI, on n'aurait pas besoin d'envisager en premier lieu la création d'une juridiction spéciale constituée par un simple arbitre. A la vérité et pour des raisons déjà données, tel n'est pas l'esprit de notre disposition. Un arbitre sera, dans tous les cas, seul compétent pour procéder à la fixation du montant des réclamations nous concernant.

Quelle est donc la signification exacte de ces mots... « *ou, à défaut, par le Tribunal arbitral mixte...* » ? On a voulu simplement attribuer à ce tribunal compétence pour procéder à la nomination confiée tout d'abord à la bonne volonté de M. Gustave Ador. Le Traité de Versailles a, par ailleurs, donné ce même pouvoir de nomination d'un arbitre au tribunal de la Section VI dans des termes plus précis. C'est ce que l'on peut voir en lisant notamment l'alinéa *h*. n° 2, « *in fine* » de l'article 297 de ce Traité... « *devant le Tribunal arbitral « mixte prévu par la section VI de la présente partie, ou devant un arbitre désigné par ce Tribunal.* » Il est vrai que l'on pourrait objecter que, dans ce même n° 2 de l'alinéa *h*., on donne indifféremment compétence au Tribunal et à l'arbitre, mais n'oublions pas que nous sommes là en présence d'un de ces dommages nouveau genre, individuels, et résultant de la guerre aux biens, dont nous avons si souvent parlé, ce qui rentre absolument dans les attributions des tribunaux de la Section VI. Il est clair

qu'un arbitre peut connaître de toutes les réclamations et, par conséquent, de celles pouvant être présentées devant les tribunaux. L'inverse, cependant, ne serait pas logique.

L'arbitre prévu par le paragraphe 4 de l'annexe à l'article 298 est une juridiction spéciale et entièrement distincte des autres juridictions du Traité telles que la Commission des Réparations et les tribunaux mixtes de la Section VI. Ce serait une étude très intéressante à faire que de comparer entre eux ces divers organismes, en faisant ressortir, par exemple, le caractère administratif de la Commission des Réparations en opposition au Tribunal arbitral mixte, qui est, lui, une véritable juridiction ayant déjà sa jurisprudence et dont les membres fonctionnent comme de vrais juges, au même titre que ceux des tribunaux internes. Sous ce rapport, il serait à remarquer, par exemple, que les membres de la Commission des Réparations, différemment de ce qui arrive pour tous les juges, doivent en référer à leurs gouvernements respectifs pour décider si une question nouvelle doit être résolue à l'unanimité ou à la simple majorité. Mais ce serait là nous écarter par trop de l'objet de notre modeste travail. Contentons-nous de faire ressortir que l'arbitre du paragraphe 4 se sépare des deux autres juridictions citées et quant à sa *composition* et quant à sa *compétence*.

Nous sommes en effet, dans notre cas, en présence d'une juridiction composée d'une seule personnalité, compétente pour fixer le montant de l'indemnité dûe en vertu d'actes quels qu'ils soient avec ces seules limitations : qu'ils aient été commis contre des pays non belligérants par le gouvernement allemand ou par toute autorité allemande, dans la période qui va du 31 juillet 1914 jusqu'au moment où ces pays ont pris part à la guerre.

Il n'est pas besoin d'insister sur ce point. Ni la Commission des Réparations, ni les tribunaux prévus à la Section VI ne peuvent, à aucun point de

vue, être assimilés à l'arbitre prévu à notre paragraphe.

Sommes-nous donc en face d'un arbitre tel que nous le définit le Droit International Public ? Ici encore il faut répondre par la négative. Il ne saurait être question de faire ici l'historique de l'arbitrage. Rappelons seulement qu'à la fin du XVIII^e, commencement du XIX^e, l'arbitrage revêtait deux formes : une forme européenne, l'arbitrage venant de haut, d'un Chef d'Etat, du Pape, etc., et une forme anglo-saxonne et américaine, l'arbitrage rendu par des gens sans grand éclat : des techniciens, des experts, ayant de la compétence et désignés par les pays respectifs. Que l'arbitrage soit organisé sous l'une ou l'autre forme, une chose est, cependant, indispensable : la libre volonté des parties en présence, de recourir à l'arbitrage, et leur mise d'accord, en ce cas, pour rédiger un compromis établissant les règles et conditions de l'arbitrage.

Ce compromis, qui est un véritable traité, détermine l'objet du litige, le choix des arbitres, les pouvoirs de ceux-ci, la procédure et enfin la forme dont sera rendue la sentence. Or, dans notre cas, il ne saurait être question de libre volonté des parties en cause. L'Allemagne doit, par le seul fait de sa signature apposée au Traité de Versailles, accepter la forme de solution établie dans le paragraphe 4 pour ce qui concerne les différends pouvant surgir des circonstances prévues au même paragraphe. C'est là une différence capitale avec l'arbitrage du Droit International Public, lequel repose sur un accord conclu entre les Etats en conflit ou divergence.

Comme nous le voyons, l'arbitrage du paragraphe 4 s'écarte, sur plus d'un point, des juridictions de même nom prévues par le Droit International Public. Il n'y a d'abord pas de compromis dans notre cas déterminant l'objet du litige. Le traité de paix a lui-même indiqué quels étaient les faits et circonstances dont l'arbitre aurait à connaître indé-

pendamment de tout accord entre les parties intéressées.

L'arbitre du paragraphe 4 devra donc trancher toutes les questions entre l'Allemagne et chacun des Pays réclamants, même celles qui, jusqu'ici, échappaient toujours à l'arbitrage, comme par exemple les questions engageant l'honneur national ou les intérêts vitaux de l'Etat. Nous sommes dans notre cas en face d'une juridiction pouvant jouer un rôle politique de la plus haute importance par le fait qu'elle est à même de donner à sa décision une portée considérable qui soit en même temps une sanction plutôt morale pour l'Allemagne et une réparation matérielle et morale pour les Pays qu'elle a lésés.

En ce qui concerne le choix de l'arbitre, il a été confié, nous le savons, à M. Gustave Ador, contrairement aux règles du Droit International, de par lesquelles les arbitres sont toujours désignés par les parties en cause, ou du moins celles-ci prévoient-elles dans le compromis la façon dont ces arbitres seront désignés. D'autre part c'est toujours le compromis qui, en tant que loi des arbitres, fixe leur compétence.

En l'absence de ce compromis quels sont les pouvoirs de l'arbitre prévu au paragraphe 4 de l'annexe à l'article 298 ?

Aux termes du droit international les arbitres doivent pouvoir interpréter le compromis s'il y a discussion sur sa portée. Certains auteurs avaient prétendu ne reconnaître aux arbitres que des pouvoirs de simples mandataires, étant de ce fait dans l'impossibilité de fixer l'étendue de leur mandat. Ils devaient, chaque fois qu'un doute surgissait sur la portée du compromis, en référer à leurs mandants. Aujourd'hui cependant on s'accorde à dire que l'arbitre n'est pas un mandataire mais un vrai magistrat et comme tel, juge de l'action et de l'exception. A plus forte raison et dans le cas nous intéressant, faute de compromis, l'arbitre ne peut en aucun cas

être considéré comme un mandataire. Il est et il fonctionne comme un vrai magistrat. Son jugement doit donc s'inspirer des règles de droit existantes, du droit coutumier arbitral, et aussi de l'équité et de la bonne foi.

L'arbitre du paragraphe 4 ne pourra jamais statuer comme amiable compositeur. Ce rôle a été quelquefois attribué à des arbitres, mais seulement par les compromis respectifs. Une clause de cette nature a été inscrite pour la première fois dans le compromis réglant le litige survenu entre le Portugal et la Grande-Bretagne en 1869, et on la trouve reproduite dans d'autres compromis d'arbitrage touchant à des questions territoriales. Mais, de toutes façons, l'arbitre ne devait en faire usage que dans le cas où il lui serait impossible de rendre un jugement de droit.

On a souvent donné des pouvoirs aux arbitres pour résoudre des difficultés à venir et non prévues par le compromis. Faute de compromis, dans notre cas, l'arbitre doit pouvoir résoudre toutes les difficultés pouvant surgir au cours de l'arbitrage. C'est là une extension importante des pouvoirs habituellement conférés aux arbitres.

De même que les tribunaux internes ne jouent plus de nos jours un rôle purement passif et qu'ils font souvent des actes de gestion, l'arbitre du paragraphe 4 ne peut ne pas avoir également ces mêmes pouvoirs, étant donné la portée exceptionnelle de sa mission.

L'arbitre doit donc statuer, tout d'abord, d'après les dispositions du droit international qui est lui-même un ensemble de règles conventionnelles et coutumières. En l'absence de celles-ci, il doit s'inspirer des principes généraux du Droit International ainsi que de ceux de la Justice et de l'Équité (1).

(1) Cf. Décision de l'arbitre unique entre l'Angleterre et l'Allemagne, dans l'affaire *Harold Chatterton against German Government*, du 8 novembre 1923; — décision du tribunal

Prenant en considération la définition contenue dans l'article 38 du Statut de la Cour Permanente de Justice Internationale, l'arbitre devra appliquer :

a) les conventions internationales existantes entre les parties en cause;

b) la coutume internationale comme preuve d'une pratique générale acceptée comme étant de droit;

c) les principes généraux de droit reconnus par les nations civilisées;

d) les décisions judiciaires et la doctrine comme moyen auxiliaire des déterminations des règles de droit;

e) les principes d'équité sans sortir des principes du droit des gens et en tenant compte de son évolution (1).

Quant à la procédure, il y a également des différences à relever entre l'arbitrage du Droit International et celui du paragraphe 4 de l'annexe à l'article 298 du Traité de Versailles.

Dans la procédure du différend portugais-allemand basé sur ce paragraphe et dont nous parlerons plus loin, on a d'abord suivi les règles générales du Droit International : procédure écrite sous forme de mémoires présentés par les deux gouvernements. Il y eut cependant, en plus, des auditions de nombreux témoins, ce qui ne s'est observé que très rarement dans les arbitrages du Droit International, et ceci seulement quand il s'agissait d'arbitrages par commissions mixtes (2). De même, il ne fait pas de doute que l'arbitre du paragraphe 4 peut aussi statuer par défaut, ce qui est, en principe, incompatible avec le caractère même des arbitrages

mixte germano-grec faisant fonction d'arbitre unique dans l'affaire *D. Harmatrukas contre Etat Allemand*, Rec. VII, p. 21; — décision de la Cour de la Haye, du 12 septembre 1924, au sujet de l'interprétation du § 4 de l'annexe à l'article 179 du Traité de Neuilly, Rec. IV, p. 580.

(1) LAMMASCH, *Die Lehre von der Schiedsgerichtsbarkeit*, 1914, p. 178-181.

(2) POLITIS « *La justice internationale* », p. 86.

du Droit International sauf dans le cas où le compromis contient une clause formelle à ce sujet. Ceci résulte du fait que cette espèce d'arbitrage est facultative et nécessite de façon permanente l'accord des parties. Cet accord n'étant pas nécessaire dans l'hypothèse du paragraphe 4, l'arbitre désigné par M. Gustave Ador ou par le Tribunal mixte non seulement peut mais doit statuer par défaut si besoin en est.

Finalement, quelques différences sont encore à signaler entre ces deux sortes d'arbitrages au point de vue de la sentence. Il est évident d'abord que, dans les deux cas, la décision arbitrale doit, autant que possible, être motivée comme tout jugement, même quand il ne comporte aucun recours. Mais cela n'est pas toujours arrivé dans les sentences arbitrales du Droit International. Ce sont les commissions mixtes qui ont introduit l'usage de motiver les sentences, car, dans les arbitrages par Souverains, ceux-ci s'y refusèrent toujours pour éviter toute discussion des motifs présentés, discussion peu compatible avec le caractère d'une décision exceptionnelle et finale. Il est évident qu'une sentence motivée a plus de valeur et de force qu'une sentence qui ne l'est point. Dans notre cas le doute n'est pas permis et la sentence de l'arbitre doit nécessairement être motivée, comme le prouve la rédaction elle-même du paragraphe 4 quand on y lit que l'arbitre fixera le montant des réclamations relatives aux *actes commis* par le Gouvernement allemand ou par toute autorité allemande. Cette appréciation impose à l'arbitre la nécessité de s'expliquer sur les raisons qui l'ont amené à décider, envers chacun de ces *actes*, si l'indemnité est due et quel est le montant de cette indemnité.

Dans la sentence ainsi rendue par l'arbitre peut-on condamner l'Allemagne à opérer des restitutions d'objets dont elle se serait emparée, comme il arrive aux termes de l'article 238 au titre des Répara-

tions, article modifié plus tard par l'accord de Wiesbaden du 7 octobre 1921 ?

Certainement non. L'arbitre ne peut obliger l'Allemagne à procéder à une restitution de ce genre puisque, répétons-le, le paragraphe 4 de l'article 298 parle de la fixation d'un *montant*, ce qui veut dire que tous les dommages commis par l'Allemagne dans ces conditions doivent faire l'objet d'une appréciation d'où résultera la fixation d'une somme d'argent destinée à indemniser les dits dommages, quels qu'ils soient.

C'est seulement par un accord spécial et volontaire passé entre le vainqueur et le vaincu et mentionné dans la sentence que cette somme d'argent pourrait être remplacée par une autre forme quelconque d'indemnité.

De plus, il est évident que l'Allemagne devra également être condamnée à payer des intérêts moratoires courant du jour où le dommage a été commis jusqu'au jour du paiement de l'indemnité.

Nous savons que la question s'est posée en 1912 à ce sujet entre la Turquie et la Russie au sujet d'une indemnité de guerre, que le premier de ces deux pays devait payer à l'autre à la suite de la guerre de 1877-1878 et qu'il était en retard à verser. La Turquie avait alors soutenu qu'un Etat n'étant pas un débiteur comme un autre, la responsabilité spéciale consistant dans le paiement d'intérêts moratoires en cas de retard dans le règlement d'une dette d'argent n'existe pas pour l'Etat débiteur en dehors d'une stipulation expresse. Cependant, par sentence du 11 novembre 1912, la Cour de La Haye n'a pas admis cette thèse. Il n'y a donc aucune raison pour ne pas suivre dans notre cas le principe du Droit International que la Cour de La Haye a jugé bon de confirmer dans sa sentence.

CHAPITRE V.

Exécution de la sentence arbitrale.

La Conférence de la Paix réunie à Paris en 1919 avait, nous le savons, comme point de départ essentiel de son œuvre, la création d'un organisme international chargé de maintenir la paix entre les peuples. La formation, entre les Etats, d'une Société ayant ce but n'était cependant pas une idée nouvelle. Depuis l'antiquité on y avait pensé et nous ne pouvons, sans trop nous écarter du but de notre thèse, donner un aperçu de toutes les tentatives antérieures. Nombreux furent les philosophes, les écrivains et les hommes d'Etat qui s'en sont occupés et qui ont le plus défendu cette idée. A ce sujet, les noms de Suarez, de Crucé, de Grotius, de Sully, de l'Abbé de Saint-Pierre et de Kant peuvent être cités comme étant les plus remarquables parmi tant d'autres. Il était donc naturel qu'après toutes les horreurs d'une guerre qui, de 1914 à 1918, avait bouleversé le monde et fait tant de victimes, les représentants des différents gouvernements qui se sont réunis à Paris se préoccupassent de la construction de cet organisme international destiné à éviter toute guerre future.

En effet, une résolution très importante votée dès le 25 janvier 1919 par les délégués des Puissances alliées et associées était ainsi conçue : « La Conférence ayant examiné les propositions relatives à la création d'une Ligue des Nations, décide que :
« 1° il est essentiel, pour le maintien du statut social que les Nations associées ont maintenant à

« établir, de créer une Ligue des Nations, ou de co-
 « opération internationale, qui assurera l'accomplis-
 « sement des obligations internationales contractées
 « et fournira des sauvegardes contre la guerre; 2°
 « cette Ligue dont la création ferait partie inté-
 « grante du Traité général de paix, devrait être ou-
 « verte à toute nation civilisée à qui on pourrait se
 « fier pour en favoriser les desseins; 3° Les membres
 « de la Ligue se réuniraient périodiquement en con-
 « férence internationale; ils auraient une organisa-
 « tion permanente et un secrétariat pour suivre les
 « affaires de la Ligue, dans l'intervalle des Confé-
 « rences ».

Ce fut cette résolution qui donna naissance à la rédaction ultérieure, à l'Hôtel Crillon (où siégeait la Commission présidée par M. Wilson), des 26 premiers articles de chacun des Traités de paix. Ces articles approuvés dans la session plénière de la Conférence de la Paix du 28 avril 1919, ont le nom de « Pacte de la Société des Nations ».

L'organisme international, gardien de la paix, si longtemps attendu, était donc enfin créé. Il fallait faire faire au Droit International un très grand pas vers l'avant. Quelle était donc la nature de cet organisme? Etions-nous en présence d'un super-Etat? Certes non, car la plupart des éléments essentiels qui, suivant le Droit International, constituent un Etat, lui faisaient défaut. La Société ainsi créée n'avait, en effet, ni territoire propre, ni population, ni sujets; elle n'avait pas non plus une armée, en dépit des efforts du délégué de la France, le regretté Léon Bourgeois. Elle n'a pas à sa tête une entité pourvue des attributions de Chef d'Etat; elle n'a ni pouvoir législatif, ni exécutif proprement dits, l'action de son Assemblée et de son Conseil étant principalement d'ordre moral.

La création d'un super-Etat impliquerait du reste l'abandon par les autres Etats de certaines de leurs prérogatives souveraines. Il faudrait que ces Etats

prissent envers la Société des engagements politiques, militaires et financiers qui correspondraient à des abandons et qui seraient irrévocables et définitifs. Or, l'article 1^{er} du pacte permet à chaque adhérent de se retirer de la Société quand il le jugera nécessaire, à seule condition de faire connaître son intention deux ans à l'avance. A la vérité, la Société des Nations est un organisme juridique vivant à côté des autres Etats, entre lesquels elle établit une coopération permanente, en vue de réaliser les buts inscrits au Pacte : maintien de la Paix, règne de la Justice entre les Nations, et la stricte observation du Droit International (1).

C'est grâce à cette coopération que le Droit International allait pouvoir faire d'intéressants progrès. Ces progrès ont eu la plus grande importance dans le cas spécial qui nous intéresse : exécution d'une décision arbitrale rendue à la suite de l'application d'une disposition du Traité de Versailles, en l'espèce le paragraphe 4 de l'annexe à l'article 298.

Il est hors de doute qu'au contraire de ce qui pourrait arriver en ce qui concerne l'arbitrage réglé par le Droit International, la sentence que l'arbitre prévu au paragraphe susdit, viendrait à prononcer, ne saurait jamais rester sans exécution immédiate et totale, quel que fût le prétexte invoqué par l'une des parties pour ne pas respecter cette sentence ou pour ajourner l'accomplissement des obligations y imposées.

Ceci résulte d'abord du fait que l'Allemagne s'est engagée, en apposant sa signature au Traité de Versailles, à exécuter tous les devoirs qui pourraient lui incomber à la suite de l'application des divers articles de ce traité. Ce point n'a pas besoin d'être expliqué, étant évident de lui-même et ayant fait l'objet de maintes études, soit scientifiques, soit politiques.

(1) André WEIS, Préface du livre de M. HOJER « Le pacte de la Société des Nations », 1926.

Avant la guerre, nous l'avons dit plus haut, en l'absence d'une autorité supérieure représentative de la communauté internationale, les Etats réglaient entre eux les litiges qui les séparaient, en recourant le plus souvent à la guerre, quelquefois à l'arbitrage quand ils arrivaient à s'accorder à ce sujet; encore, dans ce dernier cas, l'exécution de la sentence dépendait-elle de la bonne volonté de l'Etat condamné, surtout s'il était le plus fort des deux. La situation est aujourd'hui heureusement modifiée, grâce au Pacte du 28 avril 1919 qui, par la suite, a été inséré en tête de tous les Traités de Paix.

En effet, après la création de la Société des Nations, par ce pacte, les litiges entre Etats et spécialement le problème de l'arbitrage ont pris un aspect tout à fait nouveau. Plusieurs propositions avaient été présentées pour le règlement de l'arbitrage par différents gouvernements au cours de la Conférence de la Paix. Les articles 12 et suivants du Pacte de la Société des Nations ont finalement établi les bases nouvelles de cet important moyen de solutionner les conflits entre les Etats.

Voici les termes mêmes de cet article 12 avec les amendements qui y ont été introduits et qui sont entrés en vigueur le 26 septembre 1924, conformément à l'article 26 du même pacte : « Tous les mem-
« bres de la Société conviennent que, s'il s'élève
« entre eux un différend susceptible d'entraîner une
« rupture, ils le soumettront, soit à la procédure
« de l'arbitrage ou à un règlement judiciaire, soit à
« l'examen du Conseil. Ils conviennent encore qu'en
« aucun cas ils ne doivent recourir à la guerre
« avant l'expiration d'un délai de trois mois après
« la décision arbitrale ou judiciaire, ou le rapport
« du Conseil.

« Dans tous les cas prévus par cet article, la dé-
« cision doit être rendue dans un délai raisonnable
« et le rapport du Conseil doit être établi dans les
« six mois à dater du jour où il aura été saisi du
« différend ».

Cet article, qui établit une large application du principe d'arbitrage, a cependant été limité par la deuxième partie de l'article 13 du pacte, qui dit :

« Les membres de la Société conviennent que s'il
 « s'élève entre eux un différend susceptible, à leur
 « avis, d'une solution arbitrale ou judiciaire, et si
 « ce différend ne peut se régler de façon satisfai-
 « sante par la voie diplomatique, la question sera
 « soumise intégralement à un règlement arbitral ou
 « judiciaire.

« Parmi ceux qui sont généralement susceptibles
 « d'une solution arbitrale ou judiciaire, on déclare
 « tels les différends relatifs à l'interprétation d'un
 « traité, à tout point de droit international, à la réa-
 « lité de tout fait, qui s'il était établi, constituerait
 « la rupture d'un engagement international, ou à
 « l'étendue, ou à la nature de la réparation due
 « pour une telle rupture.

« La cause sera soumise à la Cour permanente de
 « justice internationale, ou à toute juridiction ou
 « Cour désignée par les parties ou prévue dans
 « leurs conventions antérieures;

« Les membres de la Société s'engagent à exécuter
 « de bonne foi les sentences rendues, et à ne pas
 « recourir à la guerre contre tout membre de la So-
 « ciété qui s'y conformera. Faute d'exécution de la
 « sentence, le Conseil propose les mesures qui doi-
 « vent en assurer l'effet ».

Nous voyons donc que, d'après l'article 12, les membres de la Société peuvent, dans le cas où s'élèverait entre eux un différend susceptible d'entraîner une rupture, soumettre ce différend soit à la procédure d'arbitrage ou à un règlement judiciaire, soit à l'examen du Conseil. L'article 13 cependant semble apporter une restriction à l'article puisqu'il dit « un différend susceptible à leur avis d'une solution arbitrale ou judiciaire... » Par ailleurs, l'article 15 a précisé que, si le différend en question n'est pas soumis à l'arbitrage prévu à l'article 13,

les membres de la Société conviennent de le soumettre au Conseil ou à l'Assemblée puisque, aux termes de ce même article 15, compétence égale y est attribuée à ces deux entités. Du reste, le Conseil peut toujours porter devant l'Assemblée un différend que les parties lui ont soumis.

Malheureusement on a ainsi limité dans ces articles l'arbitrage aux différends *susceptibles de provoquer une rupture*, ce qui, en enlevant à ce système son caractère normal et juridique, le transforme en un moyen exceptionnel et extraordinaire de solutionner les questions internationales.

Les mesures que le Conseil pourra prendre sont énumérées à l'article 16, à savoir : rupture immédiate des relations commerciales ou financières; cessation de toutes communications financières, commerciales ou personnelles entre les nationaux de l'Etat visé et tout autre Etat, qu'il soit ou non membre de la Société, le Conseil pouvant en ce cas recommander aux Gouvernements intéressés les effectifs militaires par lesquels ils contribueront aux forces armées destinées à faire respecter les engagements de la Société; solidarité des membres de la Société afin de se prêter mutuel appui pour résister à toute mesure spéciale dirigée contre l'un d'eux par l'Etat en rupture de Pacte; finalement, possibilité d'exclure de la Société cet Etat (1).

Plus tard, à Locarno, différentes Puissances, y comprises les principales d'Europe, ont convenu que chaque Etat, membre de la Société, devait s'engager à collaborer loyalement et de façon efficace pour faire respecter le Pacte et pour s'opposer à tout acte d'agression dans une mesure qui soit compatible avec sa situation militaire et en tenant compte de sa position géographique.

Il est intéressant de rappeler aussi le projet de pacte général de non agression que le délégué polo-

(1) V. M. A. Gonçalves Pereira, *Revista do Instituto Superior de Comercio* de Lisboa, p. 378 et suivantes.

nais M. Sokal a présenté à l'Assemblée réunie à Genève en 1927 et dans lequel la question de l'arbitrage obligatoire était également envisagée. L'assemblée serait notamment invitée à voter une condamnation formelle de toute guerre d'agression, considérée comme un crime international, renforçant ainsi les stipulations de l'article 15 du Pacte. On demanderait également à toutes les Nations de prendre l'engagement solennel de régler par l'arbitrage tous les conflits pouvant surgir entre elles.

La troisième Commission proposa d'autre part à l'Assemblée le développement progressif de l'arbitrage au moyen d'accords particuliers ou collectifs entre les Etats membres de la Société et même ceux qui ne le sont pas encore.

Après cette Assemblée de septembre 1927, le problème de l'arbitrage a encore rebondi par l'initiative de M. Briand et de M. Kellog, secrétaire d'Etat aux Etats-Unis. Celui-ci, au nom de son gouvernement, a proposé à toutes les nations du monde, à commencer par les plus fortes, le pacte connu sous le nom suggestif « *La guerre hors la loi* ». A l'heure qu'il est, cette heureuse tentative a déjà réussi, le pacte ayant été récemment signé à Paris, après la prise en considération des réserves, d'ailleurs bien sages, que la France avait faites expressément et que l'Angleterre avait formulées d'une façon implicite.

Le problème de l'arbitrage international a également intéressé l'Institut de Droit International. Dans ses dernières communications, cet important organisme, après avoir mis en honneur les traités qui assurent d'une façon efficace le règlement judiciaire des conflits soit juridiques, soit de toute autre nature, qui pourraient surgir entre les Etats, formula des vœux pour que les Etats qui n'ont pas encore signé les principales conventions d'arbitrage n'hésitent plus à le faire. L'institut rappela à ce moment que le principe de la solution juridique obligatoire

des conflits internationaux est en tous points compatible avec les plus hauts intérêts des Nations et que, même dans la mesure où les Puissances jugeront nécessaire d'opposer certaines réserves à l'acceptation d'un pareil règlement, l'appréciation et l'application de ces réserves soient encore soumises à la décision d'un tribunal international. C'est en commentant ce vœu de l'Institut que le Professeur de Lapradelle écrit... « *A la lumière de pareils principes, comment imaginer un instant que dans la Société des Nations fondée pour mieux servir la paix et le droit, pro justitia et pace, la révolte contre l'arbitrage puisse trouver la moindre apparence de contemplation ou de faiblesse ?* »

Ayons confiance. Le mouvement est en marche et rien ne l'arrêtera. Il est d'ores et déjà sûr que, soit de Genève, soit de Washington, nous viendra enfin l'organisation d'une œuvre d'arbitrage obligatoire qui sera le couronnement de tant d'efforts antérieurs, et la barrière définitive contre la politique de guerre dont l'humanité a souffert jusqu'à ce jour.

C'est à la lumière de ces principes et de ces tendances qu'il faut examiner le caractère obligatoire de l'arbitrage prescrit au paragraphe 4 de l'annexe à l'article 298 du Traité de Paix. Ce caractère obligatoire résulte, pour le fait même d'arbitrage et pour l'exécution de la sentence arbitrale, des principes qui dominent ce Traité et qui dominent de plus en plus la politique de la Société des Nations et même celle des Etats comme l'Amérique du Nord qui n'en font pas partie. Qui dit arbitrage au paragraphe 4, dit exécution forcée de ce que l'arbitrage décidera. Autrement ce paragraphe deviendrait le démenti de la partie essentielle de l'œuvre de paix qu'on poursuit depuis 1919.

De cette façon, la sentence rendue à la suite du paragraphe 4 ne saurait rester sans exécution par le caractère tout à fait spécial que revêt cet arbitrage qui, en l'espèce, nous l'avons dit au chapitre pré-

cédent, ne ressemble en rien aux arbitrages du Droit International. L'arbitre désigné par M. Gustave Ador ou par le Tribunal Arbitral mixte est, en fait, le continuateur de la Conférence de la Paix réunie à Paris après la guerre et qui, entre autres buts, avait celui de constater tous les dommages subis en vertu d'une guerre que l'Allemagne avait provoquée, et de faire le bilan de tout ce que ce pays devait payer en conséquence de cette guerre.

La tâche était cependant trop ardue et, une fois lancées les bases de réparation et d'indemnité de ces dommages, les délégués se sont séparés en laissant à des organismes prévus au Traité de Versailles, le soin d'y procéder comme au nom de leurs pays et sous l'autorité de ceux-ci. L'arbitre du paragraphe 4, est un de ces organismes au même titre que la Commission des Réparations et les tribunaux arbitraux mixtes.

Il ne saurait donc être question de ne pas respecter toute décision prise par cet arbitre. C'est également en tant que continuateur de la Conférence de la Paix que ce même arbitre a les pouvoirs les plus étendus dans l'appréciation des dommages causés par l'Allemagne dans les conditions y prévues.

De plus, et différemment de ce qui arrive pour les dommages dont l'Allemagne a été déclarée responsable au titre des « Réparations » et pour l'acquiescement desquels la Commission des Réparations doit tenir compte de la capacité de paiement de l'Allemagne (1), pareille restriction n'est pas à envisager en ce qui concerne la réparation des dom-

(1) Art. 234 : « La Commission des Réparations devra, après le 1^{er} mai 1921, étudier de temps à autre les ressources et les capacités de l'Allemagne et, après avoir donné aux représentants de ce pays l'équitable faculté de se faire entendre, elle aura tous pouvoirs pour étendre la période et modifier les modalités des paiements à prévoir en conformité de l'article 233; mais elle ne pourra faire remise d'aucune somme sans l'autorisation spéciale des divers gouvernements représentés à la Commission ».

mages prévus au paragraphe 4. Ceci résulte non seulement du caractère particulièrement odieux de ces dommages causés à des pays alors non belligérants, mais de ces deux autres raisons spéciales : d'abord parce que l'arbitre du paragraphe 4 est un vrai magistrat et que, comme tel, il n'a pas à se préoccuper des conditions déficitaires dans lesquelles pourrait se trouver momentanément le responsable, c'est-à-dire l'Allemagne, mais simplement à fixer ce qu'il doit payer; ensuite parce que le paragraphe charge l'arbitre de fixer le montant des préjudices causés et ceci par rapport à chacun des actes commis par le gouvernement allemand ou par toute autorité allemande, ce qui est incompatible avec toute limitation déterminée par la capacité du pays débiteur.

Quelle que soit la somme que l'Allemagne sera condamnée à payer par la décision arbitrale et qui, comme nous l'avons déjà dit, doit s'appliquer à toute espèce de préjudices sans aucune sorte de limitation, cette somme est immédiatement exécutoire. Supposons, en effet, que cette somme ainsi fixée soit extrêmement importante : l'Allemagne pourra-t-elle se refuser à payer ? En aucune manière, nous avons expliqué plus haut pourquoi. Ce pays ne pourra pas, non plus, demander que des réductions lui soient accordées.

L'Allemagne est-elle enfin fondée à demander des délais de paiement ou même un ajournement pour le paiement de cette somme, comme par exemple celui qui consisterait à ne payer le montant de ces sortes de dommages qu'une fois payées les réparations ? Ceci est également inadmissible parce que ce serait absurde et illégal. Absurde, étant donné qu'un paiement fait beaucoup d'années plus tard cesserait d'avoir son utilité pour le pays lésé et n'aurait même plus le caractère d'une compensation ou d'une indemnité et moins encore celui d'une sanction comme il faut qu'il le soit; illégal, parce que contraire au Droit International et à la lettre du

Traité de Versailles. Celui-ci n'a laissé aucune porte ouverte pour les attermolements ou les atténuations dans le cas prévu au paragraphe 4, qu'il faudra appliquer tel qu'il est.

Toutefois imaginons que l'Allemagne se trouvât, en fait, dans l'impossibilité de payer le montant fixé par l'arbitre. Quid juris ?

Il nous paraît évident que, dans pareil cas, il appartiendrait, au contraire, à la Commission des Réparations et aux différents gouvernements, d'ajourner ou d'atténuer les charges tombant sur l'Allemagne en vertu des Réparations, du jour où ils prendraient connaissance que ce pays doit exécuter la sentence de l'arbitre et qu'il déclare ne pas avoir les moyens de le faire.

Nous nous sommes occupés de cette question au Chapitre III. Nous avons fait de notre mieux en étudiant ce point si important de façon à ce que plus de doutes ne puissent s'élever à ce sujet. Il est bon cependant de répéter ici qu'une conclusion contraire aboutirait certainement à une des plus grandes injustices d'après guerre.

Ce serait là une atteinte bien grave portée aux nouveaux principes du Droit International, principes qui donnèrent naissance à cette belle œuvre de paix inaugurée en 1919 et qui, en consacrant la morale internationale, doit, dans l'avenir, éviter toute guerre entre les peuples.

DEUXIEME PARTIE

**LE PORTUGAL ET LE PARAGRAPHE 4
DE L'ANNEXE A L'ARTICLE 298 DU TRAITÉ
DE VERSAILLES**

CHAPITRE I

Politique coloniale allemande avant la guerre.

Les dommages subis par le Portugal en Angola, sa Colonie de la Côte Occidentale Africaine, constituent le plus caractéristique de tous les cas prévus par le paragraphe 4 de l'annexe à l'article 298 du Traité de Paix. Pour bien s'en rendre compte, il est nécessaire, avant d'en parler, de donner un aperçu sommaire de la politique coloniale allemande et des intentions du peuple allemand à la veille de la Grande Guerre.

Faut-il rappeler les circonstances qui provoquèrent cette guerre ? On sait que l'attentat de Serajevo ne fut que le prétexte dont se servit l'Allemagne pour tenter de réaliser son plan d'hégémonie politique. D'après celui-ci, la France, la Belgique, la Hollande, le Luxembourg ainsi que la Russie et tous les petits Etats d'Orient et d'Occident, devaient être dominés. La Kultur germanique triompherait aussi jusque dans l'Amérique du Nord (où elle trouverait l'appui d'une forte colonie allemande y établie depuis longtemps) et jusqu'en Afrique où elle pourrait tranquillement étendre son domaine colonial, au détriment de celui des autres pays et surtout du Portugal.

L'Allemagne a éprouvé le besoin de s'étendre à travers le monde, en fondant des colonies, pouvant — comme celles des principaux pays européens — servir de débouchés à ses produits ou recevoir ses émigrants. La politique d'expansion coloniale fut poursuivie avec une telle persévérance, qu'après vingt années son domaine d'outre-mer avait une super-

ficie de trois millions de kilomètres carrés, avec une population de trente mille Européens et de douze millions d'indigènes.

Pour le développer, l'Allemagne avait eu besoin de recourir à la ruse et à la force, ce qui n'était nullement contraire à ses habitudes. C'est par de tels moyens qu'elle est arrivée, avant la guerre, à occuper la troisième place parmi les puissances coloniales.

L'Allemagne commença par constituer son empire colonial en 1884, en plaçant sous son protectorat un territoire voisin de la Baie de Angra Pequena ou de Ilheus, dans l'Afrique Occidentale, auquel elle donna le nom de Luderitzland.

Un peu plus tard, elle s'annexa le territoire de Damara. Elle signa aussi, en 1885, avec l'Angleterre, une Convention qui déterminait les territoires placés sous la domination respective de ces deux puissances.

Aux termes de cette Convention, était reconnue comme appartenant à l'Allemagne, toute la région occupée entre le fleuve Orange ou Garieb, et le Cap Frio (situé au sud de l'Angola et qui marquait alors la limite méridionale des possessions portugaises en Afrique Occidentale), exception faite pour le petit port de Walfish Bay et pour les îles qui forment la baie de Angra Pequena.

De son côté, l'Angleterre s'engageait à ne pas contrarier l'expansion du protectorat vers l'intérieur jusqu'au 20° de latitude Est.

Ainsi s'est constitué la « Deutsche Sudwest Afrika », qui devait peu à peu se développer jusqu'à toucher le district de Mossamèdes, au Sud de la province d'Angola. C'est en raison de cette expansion rapide de la « Deutsche Sudwest Afrika », qu'une convention fut passée en 1886, entre le Portugal et l'Allemagne, en vue de fixer la limite septentrionale des possessions allemandes : la frontière longeait d'abord le fleuve Cunène, depuis son em-

bouchure jusqu'aux cataractes de Ruacana, suivant ensuite le parallèle à partir de ce point jusqu'au fleuve Zambèze.

Un célèbre publiciste portugais, M. Moraes Sarmiento, qui est aussi un général illustre, donne à cet égard d'utiles indications à la page 231 de son livre intitulé : « *Expansao Allema — Causas determinantes da guerra mundial* ». Il écrit : « Peu d'évènements révéleront mieux la fièvre d'expansion dominant la race allemande, que l'histoire de la Constitution de cette colonie allemande du Sud-Ouest Africain. Dans le court espace de deux années, cette possession, réduite au début à un simple comptoir, fut rapidement et successivement étendue au point d'atteindre une surface d'environ 835.000 kilomètres carrés. Rien n'arrêta les occupants, pas même le fait que les territoires dont ils s'étaient emparés, ne disposaient d'aucun port propre au développement commercial. L'Angleterre opposa des refus successifs à la cession du mouillage de Walfish Bay, en dernier lieu, à l'occasion de la visite du Ministre de la Guerre Haldane à Berlin. Bien qu'il en résultât une injure difficile à oublier, l'esprit allemand n'en fut pas découragé. Cette longue côte ne possède, en effet, outre ce mouillage anglais et à quarante kilomètres au sud, que la petite baie de Sandwich, située dans le tropique du Capricorne et qui perd toute sa valeur apparente du fait de la large ceinture de dunes qui l'entoure. Les Allemands rencontraient donc, dans ce pays, des circonstances défavorables à l'exploitation; ils étaient, en outre, reçus d'une façon hostile par les indigènes qu'ils durent soumettre, en mai 1889, au moyen d'une expédition militaire métropolitaine. Pour quelle raison persistaient-ils donc, avant la guerre, à vouloir agrandir cette colonie ? La réponse est facile. C'est que cette région devait, en temps opportun, permettre aux occupants d'étendre bien plus loin leur domination sur les régions voisines ».

Ce plan visait d'abord les régions méridionales. Cependant la victoire de l'Angleterre sur les boërs et la constitution de l'Union Sud-Africaine, ont enlevé à l'Allemagne toutes chances d'expansion vers le Sud. Mais il lui restait encore la possibilité d'une expansion vers le Nord, au détriment des colonies portugaises, et elle la préparait déjà de plusieurs façons, notamment en soulevant des doutes sur l'interprétation de la dite convention de 1886, comme nous le verrons plus loin.

Ce fut encore en 1884 que l'Allemagne occupa en Afrique Occidentale le territoire du Cameroun et du Togo. Les limites en ont été fixées en 1885, par une convention passée avec la France dont les colonies étaient limitrophes. Ce fut plus tard, à l'occasion du célèbre incident d'Agadir, que la Colonie allemande du Cameroun a été agrandie aux dépens de la Colonie Française du Congo (1).

En 1885, après quelques incidents violents, s'est organisé, en Afrique Orientale, le protectorat allemand de Zanzibar, dont les frontières ont été fixées par deux conventions intervenues avec l'Angleterre et avec le Portugal.

D'après ces conventions, la nouvelle colonie allemande s'étendait du fleuve Rovuma (11° degré de latitude Sud) jusqu'au fleuve Wanga, au Nord; à l'ouest, elle atteignait les rives des lacs Nyhassa et Victoria Nyanza y compris le lac Tanganika; à l'Est, elle confinait aux Etats Continentaux du Sultan de Zanzibar. L'étendue de la colonie ainsi délimitée, était évaluée par les occupants à 995.000 kilomètres carrés. Au Sud de la frontière méridionale qui longeait le fleuve Rovuma étaient situées dans les eaux portugaises la baie de Tungue et l'île de Suafo, que

(1) L'Allemagne gagnait ainsi l'accès aux régions traversées par les fleuves Congo et Oubanghi, avec l'espoir, si la liquidation du Congo belge devenait un fait réel, de relier à travers l'Afrique Equatoriale, le Cameroun à sa Colonie de l'Est Africain.

le Sultan de Zanzibar avait depuis longtemps occupées, malgré les réclamations du Portugal.

L'Allemagne ayant, par l'une de ces conventions, reconnu les droits du Portugal, ces territoires ont été réoccupés par ce dernier en 1886. Mais quelques années plus tard, sans aucun avertissement, sans invoquer des droits, qui d'ailleurs n'existaient pas, et au mépris des stipulations susdites, l'Allemagne occupa la baie et l'île précitées. Le Portugal réclama immédiatement par la voie diplomatique, il fit la preuve du droit qui était en sa faveur et de la violence dont il était victime, mais l'Allemagne pour qui déjà le droit était la force ne voulut rien entendre et par ses menaces contraignit le Portugal à signer la convention du 30 août 1894. Celle-ci fixait la frontière contestée au parallèle 19°,40 latitude Sud, depuis le promontoire du cap Delgado jusqu'au point de jonction du fleuve Rovuma. Le Portugal se trouvait ainsi dépouillé de la portion de territoire connue sous le nom de Triangle de Kionga.

Elle ne fut récupérée par lui qu'en 1916 après que ses troupes eussent vaincu les armées allemandes qui l'occupaient. Le Conseil Suprême des Puissances alliées et associées reconnut que cette partie du Mozambique appartenait au Portugal qui en était le premier et légitime propriétaire. Ce fut la loi portugaise n° 962 du 2 avril 1920 qui vint sur ce point confirmer le Traité de Paix de Versailles.

Voilà une esquisse des procédés employés par l'Allemagne pour constituer et pour agrandir ses colonies africaines. Ce sont ceux dont elle a également usé pour incorporer successivement dans son domaine, la Nouvelle Guinée, l'archipel Bismarck et les îles de Bougainville de l'archipel Salomon, l'archipel des Carolines, celui de Marshall, des îles Brown et celles de Providence et de Samoa, excepté celle de Tutuila et, finalement, la baie de Kiao-Tchéou, en Chine.

Cela ne suffisait pourtant pas à l'Allemagne.

Comme le dit M. Moreas Sarmento, à la page 264 de son livre, « le vaste empire colonial que nous venons de décrire et que l'Allemagne s'était taillé, on l'a vu, dans un court délai, était encore trop petit pour satisfaire son immense ambition. Les régions les plus fertiles restaient entre des mains étrangères qui les cultivaient et les civilisaient sans cesse, au prix du sang versé et des sacrifices de toute sorte consentis par les premiers occupants et leurs successeurs. Sous prétexte que ces territoires étaient disproportionnés aux ressources matérielles et financières dont disposaient ces derniers, et que les exigences impérieuses de la civilisation ne permettaient pas d'en laisser de grandes parties incultes et improductives, l'Allemagne chercha avec astuce à préparer le terrain, en vue de s'emparer, dans le plus bref délai possible, de la proie sur laquelle elle avait fixé ses regards avides ».

« Tout naturellement, ce furent les petites nations qui furent choisies pour être les victimes d'une aussi insatiable convoitise. Le Portugal et la Belgique eurent la préférence dans l'exécution de ce plan. Avec habileté, on utilisa simultanément, à cet effet, les difficultés financières contre lesquelles les Portugais se débattaient à ce moment, et les circonstances politiques qui compliquaient également la situation internationale de l'Angleterre, garante de l'intégrité de l'empire colonial du Portugal, en vertu de l'alliance séculaire existant entre ces deux pays » (1).

(1) Dans ses « Enseignements psychologiques de la Guerre européenne », Gustave le Bon dit que l'une des conceptions politiques de la Prusse fut toujours un mépris profond à l'égard des Etats faibles. Le droit à la vie ne leur était pas reconnu. M. A. Beyens, ancien Ministre de Belgique à Berlin, citait le passage suivant d'une conversation qu'il avait eu avec le Ministre des affaires étrangères allemand : « Seules, les grandes puissances ont, déclara celui-ci, le droit et le pouvoir de coloniser ». Et développant cette pensée, il ajouta : « Les Petits Etats ne peuvent pas jouir, dans la transformation qui s'opère en Europe au profit des nations les plus fortes, de l'existence indépendante qui leur a été concédée jusqu'ici. Ils sont destinés à disparaître, ou bien à graviter dans la sphère d'action des grandes puissances ».

CHAPITRE II

Politique internationale de l'Allemagne au sujet des colonies portugaises.

§ 1. — LA CONVENTION ANGLO-ALLEMANDE DE 1898

Le Portugal, petit pays ayant de grandes colonies, a été une des victimes des ambitions de l'Allemagne, et c'était contre lui surtout qu'elle continuait à diriger ses visées. Elle n'attendait, en effet, que le moment opportun pour s'emparer de la plus grande partie des colonies portugaises d'Afrique.

L'assaut de l'Allemagne concernant les colonies portugaises prit d'ailleurs un caractère tout à fait général. Ses prétentions ne se fixèrent plus sur telle ou telle partie du territoire de telle ou telle colonie. Son plan d'action fut autrement vaste. Il lui était, en effet, impossible de faire la conquête de toutes les colonies portugaises car elle eût rencontré sur cette voie, outre la résistance du Portugal, l'opposition de l'Angleterre. C'est pourquoi l'Allemagne conçut l'idée de contraindre l'Angleterre à une entente ayant pour objet le partage des dites colonies. Et comme elle ne pouvait présenter la question immédiatement dans ces termes, elle se bornait à parler d'une simple influence économique et à envisager l'hypothèse où le Portugal voudrait se défaire de tout ou partie de son patrimoine colonial, afin de résoudre les grandes difficultés financières dans lesquelles il se débattait depuis la crise de 1892.

Le Gouvernement portugais avait cependant déclaré de manière formelle et à maintes reprises, en 1881, 1882, 1888 et en 1892, que — d'accord avec les manifestations constantes de l'opinion publique à ce

sujet —, il n'abandonnerait pas la moindre parcelle de ses colonies. L'Allemagne n'en poursuivit pas moins la réalisation de son dessein. Elle crut pouvoir profiter, à cet effet, de ce que l'Angleterre était alors en discussion avec la France, pour des questions concernant l'Afrique Centrale, et de ce qu'elle avait déjà rencontré de grandes difficultés dans l'Afrique du Sud. Elle envoya donc au Gouvernement français, le 19 juin 1898, un mémorandum où s'affirmait son intention de s'entendre au mieux avec lui relativement aux colonies portugaises dont elle disait l'avenir menacé par l'Angleterre.

Par cette démarche, l'Allemagne proposait à la France un arrangement aux termes duquel elle promettait à celle-ci son appui dans la question du Haut-Nil et de l'Egypte, — la France s'engageant, de son côté, à faciliter toute intervention allemande en Afrique Méridionale (1).

Cependant, quand ce mémorandum fut remis au Gouvernement français, le Ministère Méline avait donné sa démission et était remplacé par le Ministère Brisson, dans lequel M. Delcassé détenait le portefeuille des Affaires Etrangères.

Le nouveau Gouvernement français ne donna pas suite au mémorandum. L'Allemagne comprit d'ailleurs qu'il valait mieux ne pas insister sur ce point. Mais elle ne se découragea pas. Ce qu'elle ne pouvait faire avec la France, elle le ferait avec l'Angleterre : il lui suffirait de changer son orientation politique, relativement à ses relations avec ce pays, et de jouer avec les difficultés au milieu desquelles l'Angleterre se débattait.

C'est ainsi que l'Allemagne soumettait en 1898 au Gouvernement anglais une proposition en tous points semblable à celle faite précédemment au Gouvernement français. Lord Salisbury, alors Premier Ministre anglais, sembla ne pas vouloir l'ac-

(1) Cons. Pierre ALBIN, *Le coup d'Agadir*, et le journal « *Le Temps* » de février 1912.

cepter. Des négociations furent cependant entamées par l'intermédiaire du « Foreign Office », qui signa en cette même année une convention avec l'Ambassadeur allemand Hatzfeld Wildenburg. Celle-ci n'ayant jamais été publiée, des doutes se sont élevés au sujet de son existence; mais ils ont été écartés par la publication, en 1916, du Mémoire de l'Ambassadeur allemand Von Lichnowsky (1).

Litchnowsky voulait faire croire que l'entente susdite n'avait d'autre objet que d'assurer l'intégrité et l'indépendance des colonies portugaises, ainsi que d'établir la façon dont leur serait apportée une aide financière et économique.

Cependant, les informations publiées dans le journal « Le Temps », démontrent que le seul but de cette convention était le partage d'Angola et du Mozambique, ainsi que la procédure à suivre dans le cas où un troisième compétiteur viendrait à se présenter. S'agissait-il de partage de territoires ou de sphères d'actions? A ce sujet le général portugais Moraes Sarmento, écrit à la p. 272 de son livre :

« Des deux versions exposées, dont nous ne pouvons, faute des données nécessaires, affirmer ou réfuter l'entière véracité (2), ce qui ressort, c'est que ce

(1) Voir aussi Pierre ALYPPE : « La provocation allemande aux colonies et les problèmes coloniaux de la Guerre », pp. 137 et 138. — Prince de BULOW : « La Politique allemande », pp. 120 et 121. — DEBIDOUR : « Histoire diplomatique de l'Europe depuis le Congrès de Berlin jusqu'à nos jours », I, p. 263. — Angel MARVAUD : « Le Portugal et ses colonies », pp. 58 et 59 : Rapport au Sénat français sur le budget des colonies, M. Gervais, 1913. *Lokal Anzeiger* (28 déc. 1899) : *Manchester Guardian*, etc....

(2) « Le document diplomatique dont l'analyse pourrait éclaircir entièrement la question, ne fut jamais publié, ce qui a permis de douter de son existence. Celle-ci cependant, bien que sans la portée fâcheuse attribuée par « Le Temps » n'était pas mise en doute par M. Teixeira de Sousa, lequel empruntait une autorité spéciale à sa qualité de Ministre des Finances et des Colonies et d'ancien Président du Conseil des Ministres. Au reste, un nouveau document, publié pendant la Guerre, apporte toute certitude à cet égard. Effectivement, l'existence de ce traité est confirmé par le

n'est pas seulement dans son propre intérêt que la Grande Bretagne se vit contrainte de négocier le pacte de 1898. Elle le fit sous la pression de l'attitude agressive de l'Allemagne, que lui révélaient les faits déjà exposés ».

« Le procédé de prédilection de l'Allemagne, dit encore le Général Moraes Sarmento, a toujours été de profiter des crises violentes que traversent les pays sur lesquels elle prétend exercer son action dominatrice, pour les amener à accepter ses brutales exigences ». En effet, l'élaboration du traité anglo-allemand de 1898 relativement au partage de l'Afrique portugaise et les agissements de l'Allemagne à l'égard du Portugal en 1899 en vue de l'application

mémoire Lichnowsky, dont l'auteur a toute compétence à ce sujet, puisqu'il fut un des négociateurs du traité de 1913. Pour plus de précision, il affirme que cette convention secrète de 1898 fut signée par le Comte de Hatzfeld et par Balfour. Elle fut motivée par le fait que le gouvernement portugais n'avait ni la force, ni les moyens indispensables pour ouvrir à la pénétration et pour administrer convenablement ses vastes possessions, raison pour laquelle il s'était résigné à s'en défaire tout en mettant ainsi de l'ordre dans ses finances.

« Cette dernière assertion est entièrement fausse. Contrairement à ce qu'elle affirme, le Gouvernement portugais déclara formellement en juin 1888 « que le Portugal ne vendrait pas un pouce de terrain de ses colonies ». Le fait est si connu à l'étranger que nous le voyons consigné dans un ouvrage italien de caractère officiel.

« Le Gouvernement portugais fit, par la suite, une déclaration analogue à la séance de la Chambre des Députés, du 10 juin 1891, au cours de laquelle le député J. B. Ferreira de Almeida, aujourd'hui décédé, présenta un projet de loi autorisant le gouvernement à signer et à ratifier une convention ayant pour but d'aliéner les possessions de la côte orientale — les compensations pécuniaires correspondantes étant spécialement destinées à l'amortissement de la dette extérieure.

« Au surplus, d'autres déclarations de même nature ont été faites dans diverses occasions; les plus catégoriques sont incluses aux dispositions comprises dans la convention relative à la dette extérieure en accord avec les lois des 20 mars 1898 et 14 mai 1902. Ces lois stipulent que les colonies et leurs revenus ne servent pas de gage au paiement de cette dette ».

de la doctrine énoncée dans cette convention, en sont un exemple frappant. Déjà en 1884 et peu de temps après avoir effectué l'occupation du Damaraland, l'Angola était tout indiquée aux yeux de l'Allemagne pour devoir constituer le prolongement naturel de sa nouvelle colonie, dont le climat et le sol lui-même n'étaient pas de nature à la rendre prospère.

De plus, sur toute la côte du Damaraland, seul Walfish-Bay pouvait être transformé en un port; or l'Angleterre avait déclaré formellement ne pas vouloir le céder.

Pour mieux comprendre le plan allemand, il convient d'exposer la situation dans laquelle le Portugal se trouvait à ce moment-là.

Le 14 décembre 1883, le Gouvernement portugais avait accordé au Colonel Nord-Américain, Edward Mac-Murdo, la concession de la voie ferrée de Lourenço-Marques à la frontière du Transwaal. Aux termes de cette convention, dans un délai de six mois une compagnie portugaise devait être constituée par le concessionnaire afin d'exécuter les travaux. Il arriva cependant que, faute de capitaux, la compagnie, créée en mai 1884, dut demander des prorogations du délai fixé pour l'exécution du contrat. Ceci dura jusqu'au 3 mars 1887, date à laquelle une entreprise anglaise fondée à Londres, sous le nom de « *The Delagoa Bay and East African Railway Limited* », se proposa d'exécuter, d'accord avec le concessionnaire, les travaux projetés, et réunit le capital nécessaire à cet effet.

Pour des raisons qu'il est inutile d'exposer ici, le gouvernement résilia, par décret du 25 juin 1889, le contrat primitif. De vives réclamations s'élevèrent de la part des Gouvernements des Etats-Unis et de l'Angleterre et un arbitrage fut proposé par ces deux Nations; le Portugal l'accepta. Un Tribunal, composé de 3 arbitres et désigné par le Conseil fédéral Suisse, fut chargé de juger le différend. Les sommes

exigées par ces deux Pays étaient considérables. La réclamation américaine portait d'abord sur le paiement de 760.000 livres plus les intérêts à partir du 25 juin 1889 et sur le remboursement des frais d'arbitrage et de tous autres engagés par la veuve du concessionnaire. Une somme de 92.578.318 francs était en outre demandée comme représentant la valeur commerciale de la concession annulée. La réclamation anglaise s'élevait à : 1.138.500 livres plus les intérêts échus des actions et obligations émises depuis le mois de juin 1889.

D'un autre côté, les intérêts de la dette extérieure ayant été réduits en 1891 par le Gouvernement portugais, les créanciers étrangers réclamaient à leur tour, ce qui venait encore augmenter les difficultés du Trésor Portugais.

La situation financière du Portugal était donc bien mauvaise quand, en 1899, l'Allemagne prétendit lui venir en aide en s'offrant à payer les indemnités qui viendraient à être fixées par le tribunal arbitral, *moyennant un emprunt cautionné par la province d'Angola*. De la sorte, elle trouvait ce moyen de rendre effectif le partage de l'Afrique portugaise qui lui était du reste assuré par la convention anglo-allemande de 1898. Le Gouvernement portugais refusa cette offre et l'Angleterre elle-même dut alors se rendre compte du danger que présentait ladite convention.

Cependant l'Allemagne, voyant les difficultés dans lesquelles se trouvait l'Angleterre au Transvaal, où la guerre éclata, du reste, en Octobre de 1899, décida d'obtenir par la force ce qu'elle n'avait pu réaliser par l'intermédiaire des chancelleries.

Le Gouvernement Portugais fut, en effet, avisé au début du mois de mai que le 12 de ce même mois une escadre allemande serait envoyée à Lisbonne.

Le 12, ainsi qu'il avait été annoncé, 8 cuirassés allemands, un croiseur et un aviso entraient dans le Tage, mais les allemands ne furent pas peu surpris

d'y trouver déjà une escadre anglaise qui y avait jeté l'ancre dès le 10 au soir. On ne sait pas ce qui se passa entre les chancelleries intéressées, mais il est certain qu'à partir de ce moment la situation fut entièrement transformée.

D'un autre côté, le 30 mai de l'année suivante, le Tribunal arbitral rendait sa sentence limitant à 15.314.000 francs en plus des 28.000 livres avancées précédemment, l'indemnité à payer par le Portugal aux deux Puissances réclamantes — indemnité, comme nous le voyons, sensiblement inférieure à celle tout d'abord exigée.

L'intervention opportune de l'Angleterre en mai de 1899 et la sentence arbitrale de mai 1900 améliorèrent considérablement la situation financière et politique du Portugal.

D'autre part et en vertu de la tournure grave que prenait pour l'Angleterre la guerre du Transvaal, l'alliance avec le Portugal allait pouvoir lui être d'une énorme utilité. Et voici pourquoi : voyant que la lutte contre les bôers se prolongeait démesurément, au point de lui causer de sérieuses inquiétudes, l'Angleterre décida d'envoyer sur le théâtre de la guerre deux de ses plus distingués généraux : Lord Roberts et Lord Kitchener. Le Gouvernement anglais était convaincu que, par leur présence et leur prestige, ils auraient vite fait de remonter l'esprit des troupes anglaises alors très déprimé.

Ils débarquèrent le 10 janvier 1900 à Cap Town et assumèrent dès le 9 février la direction des opérations. Mais les espoirs du gouvernement anglais furent vite déçus, l'occupation par les troupes anglaises de la ville de Pretoria ne produisant pas l'effet décisif qu'en escomptait l'Etat-Major du généralissime. De plus, une insurrection régnait dans tout le Transvaal, qui servait de refuge aux troupes commandées par le général Botha. Après quelques mois de campagne, Lord Kitchener reconnut que la seule façon de venir à bout de la résistance boer

serait d'attaquer le Transvaal simultanément au Nord et au Sud. Pour y parvenir il n'y avait qu'un seul moyen : faire entrer les troupes anglaises dans la possession portugaise de Beira et traverser Mozambique pour envahir, par le Nord, le territoire de la république Sud-Africaine. « Le Gouvernement anglais, dit le Général Moraes Sarmiento (p. 280 *op. cit.*) avait pris ses précautions en prévision de cette éventualité quand, en 1891, il avait demandé l'approbation des notes réversales au traité anglo-portugais » (1).

Lord Kitchener fit donc demander l'autorisation nécessaire au Gouvernement portugais. Cette permission ayant été accordée en Mars 1900, une division anglaise débarqua dans le port de Beira, exécuta la manœuvre conçue et l'Angleterre put, grâce au Portugal, hâter la fin de la guerre.

Nous voyons donc que les projets allemands venaient d'échouer grâce à trois faits importants : tout d'abord la venue de l'escadre anglaise à Lisbonne le 10 mai, ensuite la sentence du tribunal arbitral de

(1) « L'origine de ces notes n'étant pas très connue, il est utile de la mentionner. Le 16 décembre 1880, les boërs se soulevèrent et proclamèrent leur indépendance, donnant ainsi origine à une dure campagne. Ils contraignirent ainsi les troupes anglaises qui occupaient la région à une lutte pénible qui prit fin par le traité de paix du 23 mars 1881 : la Grande-Bretagne reconnaissait l'autonomie de la république du Transvaal sur laquelle elle conservait à peine le droit de souveraineté et de contrôle, relativement à la politique extérieure.

« Ce furent certainement les difficultés surgies au cours de ces campagnes et la perspective de leur répétition possible qui amenèrent l'Angleterre, après la conclusion du traité anglo-portugais du 11 juin 1891, relatif à la délimitation de la sphère d'influence des deux pays, à insister pour qu'il fut bien stipulé, au moyen de notes réversales, que l'une quelconque des deux parties contractantes pourrait, en cas de guerre ou de perturbation d'ordre public, traverser avec ses troupes le territoire de l'autre partie.

« Ces notes échangées dans le courant de l'année 1891 étaient entre les mains du gouvernement portugais qui avait signé le traité en question ».

Berne qui allégeait considérablement la situation financière du Portugal, et enfin le resserrement des relations entre ce dernier pays et l'Angleterre en vertu de l'aide que le Portugal lui apportait pour le dénouement de la guerre du Transvaal. L'Allemagne se voyait donc obligée d'ajourner la réalisation de son plan, ne pouvant compter alors sur l'Angleterre. Nous dirons avec Angel Marvaud (*op. cit.*, p. 59) : « Ce serait mal connaître les Allemands que de supposer qu'ils aient à tout jamais renoncé à l'espoir de s'emparer d'une partie du domaine portugais ».

Une campagne formidable fut alors déclanchée par les Allemands contre le Portugal : d'abord en Afrique, auprès des indigènes, en se servant des missions religieuses et des missions civiles à caractère soi-disant scientifique; puis en Allemagne même, dans les journaux et les revues, qui s'efforcèrent de créer une atmosphère d'hostilité contre l'administration coloniale portugaise. On y déclarait ouvertement que les colonies portugaises devaient passer au pouvoir de l'Allemagne.

L'attaque était générale et semblait obéir à un mot d'ordre. Mais les conservateurs se signalèrent surtout et leur attitude se révéla particulièrement dans la façon dont la presse allemande accueillit la proclamation de la République au Portugal, en octobre 1910.

« La méfiance (du Portugal), nous dit Pierre
 « Alyppe, à l'égard de l'Allemagne, devait s'am-
 « plifier à la suite de l'attitude arrogante et abso-
 « lument intolérable pour la dignité d'un peuple,
 « que prit la presse d'outre-Rhin au lendemain des
 « évènement d'octobre 1910. Elle étala avec cynisme
 « des appétits vraiment extraordinaires. C'est ainsi
 « que le « Post », organe conservateur influent écri-
 « vait : « *Pour l'Allemagne et d'autres pays colo-*
 « *niaux, les colonies portugaises doivent à nouveau*
 « *attirer l'attention. Comment peut-on laisser à un*

*« peuple incapable de se gouverner, où la sau-
 « gerie triomphe en ce moment, le soin de coloniser
 « des territoires immenses ? Le Portugal n'a pas de
 « droit moral sur ces pays ; il a perdu ses droits his-
 « toriques. Ce serait une bénédiction pour les ré-
 « gions africaines où flottent encore les couleurs
 « portugaises, si elles entraient dans la possession
 « d'un autre gouvernement ».*

Les organes pangermanistes étaient encore plus violents et moins scrupuleux. M. Gonassa déclarait dans la « Taglische Rundschau » que le Portugal « devenu une nation de mulâtres, ne pouvait ni de-
 « vait conserver ses colonies ».

Après avoir rappelé la convention conclue entre l'Allemagne et l'Angleterre, en vue d'un partage éventuel, il ajoutait : « Si l'Angleterre désire réellement une bonne entente avec l'Allemagne, elle peut le prouver en mettant en pratique le traité de 1898, qui existe toujours (1) ; elle nous paierait une vieille dette et la civilisation ne perdrait rien si les colonies d'un Etat en décomposition passaient aux mains de l'Angleterre et de l'Allemagne ». — La « Dresdner Nachrichten » et la « Gazette de Magdebourg » tenaient exactement le même langage.

D'autre part, dans la « Deutsche Export Revue » M. Rudolph Wagner, économiste allemand, au cours d'une étude approfondie sur les richesses des colonies portugaises, concluait ainsi : « Quand son-
 « nera l'heure de la liquidation, il faut espérer que
 « le Traité secret anglo-allemand procurera à l'em-
 « pire quelques territoires utilisables ».

En 1912, l'allemand Heinrich Ziegler créait dans

(1) DEBIDOUR (*op. cit.*, p. 263) nous dit, au contraire, au sujet de cette convention de 1898, que l'Angleterre après avoir en 1899 déclaré au Transvaal une guerre pour laquelle elle n'était pas prête, craignit que le Portugal ne fit cause commune avec le Gouvernement de Pretoria et jugea utile, pour cette raison, d'interrompre les négociations commen-
 cées.

la colonie allemande du Sud-Ouest Africain, la Ligue de l'Angola (« Angola Bund »), dont l'objectif était, d'après les simples mots employés par son fondateur et président, « l'annexion d'Angola à la colonie allemande ». Parce que le blé y pousse, l'Angola devait former le complément nécessaire des territoires allemands du Sud-Ouest Africain. D'autre part, la baie des Tigres devait servir de débouché sur la mer à la partie septentrionale de la Colonie allemande qui manque de ports. Et M. Ziegler qui, sous le prétexte d'explorations scientifiques, était parvenu à faire de véritables reconnaissances militaires dans cette région, déclarait à ce sujet : « Nous devons posséder le Sud d'Angola et c'est alors seulement qu'après un long effort et un travail acharné nous devons considérer le Sud-Ouest Africain comme un Pays et une Patrie. Nous devons disposer d'un port de sortie pour tout le Nord de notre colonie; or, sur notre côte, il n'en existe aucun. Peut-être considérera-t-on comme notre désir de nous enrichir aux dépens des Portugais; mais aujourd'hui et dans l'avenir celui qui doit gouverner en affaires, c'est, sans aucun doute, le pays le plus fort ».

Voilà bien la doctrine allemande d'après laquelle c'est la force seule qui crée le droit. Est-ce à dire que l'Allemagne n'a pas compris le danger d'avoir en toute occasion recours à la force ? Bien au contraire, elle sut souvent cacher son jeu et, au besoin, se donner l'apparence d'agir par la douceur. C'est de cette préoccupation que s'inspiraient certaines des instructions données à l'Angola Bund, celle notamment lui prescrivant « de mettre de côté l'organisation militaire qu'elle avait projetée. » Cette Ligue se proposait de « consacrer tous ses efforts à « faciliter la colonisation de l'Angola, par les capitaux et par les émigrants allemands ». Le programme ajoutait : « une grande campagne sera entreprise cette année en Allemagne. On fondera un

« bureau spécial d'émigration, pour attirer vers
 « l'Angola des paysans allemands fortunés. Un livre
 « sera publié sur les pays en question. Rien, enfin,
 « ne sera épargné de ce qui pourra augmenter la cu-
 « riosité de l'Allemagne pour la Colonie portu-
 « gaise ».

L'Allemagne voulait, tout d'abord, y pratiquer une pénétration pacifique, y exercer une influence économique et financière — d'accord d'ailleurs avec l'Angleterre qui, elle l'espérait (étant donné les circonstances politiques délicates de 1911, et afin d'éviter une conflagration européenne déjà alors imminente), ne contrarierait pas ce dessein. Elle désirait donc un rapprochement avec l'Angleterre. Afin d'y préparer l'opinion en en prouvant l'utilité, un pamphlet de propagande avait été rédigé. Il avait pour titre : « Politique Mondiale Allemande, mais pas de guerre ». On y lisait notamment qu'il fallait fonder dans l'Afrique Equatoriale un Empire Allemand « qui commencerait par l'exploitation des colonies portugaises et qui finirait par leur annexion ».

§ 2. — LE PROJET DE CONVENTION ANGLO-ALLEMANDE DE 1913.

Vers le début de décembre 1911, l'Angleterre fait savoir à l'Allemagne *qu'elle ne s'oppose nullement à l'extension des colonies allemandes en Afrique*. L'Angleterre, depuis la crise marocaine, veut s'entendre avec l'Allemagne. Au début de février 1912 elle décide d'envoyer à Berlin son Ministre de la Guerre, Haldane, qui y eut un entretien capital avec Guillaume II et l'Amiral Von Tirpitz. Que voulait l'Allemagne de l'Angleterre ? Promesse de neutralité ou compensations coloniales ? Nous savons qu'il y eut des pourparlers anglo-allemands de décembre 1911 à janvier 1912, concernant les colonies. Or, il en fut de nouveau question entre Haldane et Von

Tirpitz. L'Angleterre se refuse à toute promesse de neutralité et il ne reste que les compensations coloniales. Von Tirpitz aurait affirmé plus tard que l'Angleterre n'a offert à l'Allemagne que des éléments de colonies portugaises sans valeur. Il aurait fallu les acheter et le Portugal n'était guère disposé à les vendre. Haldane semble avoir cependant promis à l'Allemagne Angola, Zanzibar, Pemba, un grand empire colonial au milieu de l'Afrique, l'Etat du Congo, etc... avec certaines réserves pour la ligne du Cap au Caire (1).

Von Kulmann, conseiller d'Ambassade, trace avec netteté le chemin à suivre. Il écrit à Guillaume II : « Deux voies s'ouvrent actuellement devant nous. Ou bien l'Allemagne utilisera, en augmentant ses moyens de puissance sur terre et en conservant toute sa loi navale, mais sans modifier son plan de constructions, l'état d'esprit qui règne aujourd'hui en Angleterre, et elle obtiendra ainsi l'assentiment de ce pays pour certains arrangements à prévoir, arrangements qui peuvent lui garantir un bel avenir de Grande Puissance Coloniale... Ou bien, cédant à la pression d'une partie de la presse, elle augmentera son programme naval... »

Et plus loin : « tous les facteurs permanents travaillent pour l'Allemagne et contre l'Angleterre. L'Angleterre est donc tenue à un accord et *l'Allemagne aurait bien tort de ne pas en profiter. Elle devrait, avec l'aide anglaise, devenir une Grande Puissance Coloniale* ». Cependant Guillaume II et Von Tirpitz réclamaient en paiement, non des colonies, mais la fameuse promesse de neutralité. Seuls Von Metternich et Von Kulmann demandaient : 1° qu'on renonçât à élargir le programme des constructions

(1) *Europe Nouvelle*, 1928, p. 1764, d'après le prof. à l'Université de Strasbourg, M. Vermeil « Les origines de la Guerre et la politique extérieure de l'Allemagne au début du XX^e siècle ».

(2) *Europe Nouvelle*, p. 1764.

navales; 2° qu'on fit payer cher ce renoncement dans le domaine colonial (2). On peut dire que seul ce désaccord sauva à ce moment-là les colonies portugaises. Von Metternich, Ambassadeur à Londres, fut même rappelé et remplacé à ce poste par Von Marschall.

Dans les rapports envoyés par ce dernier à Guillaume II, il parle de la faiblesse anglaise et de la possibilité d'un accord. Mais entre temps il meurt.

Il est prouvé, d'après les négociations anglo-allemandes sur les colonies, de mars à octobre 1912, que Von Marschall avait continué la politique des accords coloniaux commencée par Von Metternich surtout en ce qui concerne les colonies portugaises.

Au cours de ces négociations, Sir Edward Grey, Ministre des Affaires Etrangères, donnait toutefois sa préférence à une entente qui concernait l'Asie Mineure. Mais l'Allemagne prétendant améliorer la convention de 1898, dont nous avons parlé plus haut, en réclamait avec insistance le remaniement. Les démarches que multiplièrent à cet effet ses Ambassadeurs à Londres, Metternich et Marschall déjà cités, puis le Prince Lichnowsky et, d'autre part, la gravité sans cesse croissante de la situation internationale, amenèrent le gouvernement anglais à négocier le traité de 1913. Celui-ci ne procédait ostensiblement à aucun partage de l'Afrique portugaise. Il attribuait à l'Allemagne une influence économique dans la province d'Angola, jusqu'au 20° de latitude, ainsi que dans les îles « Sao Tomé » et « Principe » et également dans le Nord de Mozambique jusqu'au Licungo. Quant à l'Angleterre, elle devait exercer son influence sur l'autre partie de la province de Mozambique.

Mais, en précisant ce qu'était ce traité et en le comparant à la convention de 1898, le Prince Lichnowsky a dévoilé dans son « Mémoire » les véritables intentions de l'Allemagne. Il explique, en effet, que la rédaction de ce dernier document était meilleure

que celle de l'ancien, au point de vue du but à atteindre pratiquement et qui était sous-entendu, — à savoir — le partage effectif du domaine colonial portugais. D'après lui, cette supériorité était due à ce que le traité de 1913 prévoyait non seulement le cas où le Portugal voudrait vendre ses colonies, mais aussi : « l'avènement d'éventualités qui permettraient aux allemands d'intervenir dans les territoires qui leur étaient attribués, afin d'y défendre leurs intérêts ».

« Or, écrivait encore le Prince Lichnowsky, étant donné la dépendance absolue du Portugal vis à vis de l'Angleterre, il dépend seulement de nos bonnes relations avec cette puissance, que les projets allemands puissent être réalisés plus tard avec son entière approbation ».

Du reste les Allemands n'abandonnaient pas l'idée de recourir à la force, au cas où les autres moyens ne leur permettraient pas d'arriver à leurs fins. On en peut juger d'après un article paru dans le « *Reinische Westphalische* » en juillet 1914, à la veille de la guerre. On y lit en effet : « Les Portugais sont extrêmement orgueilleux et jaloux de leur gloire nationale. La fierté des petits pays est souvent à l'inverse de leur puissance dans le monde civilisé. Cette fierté est pourtant fondée : le Portugal fut jadis, avec l'Espagne, la plus grande puissance coloniale du globe. C'est à lui qu'on doit la majeure partie des plus grandes découvertes : la moitié du monde lui appartient. La route historique des Indes, par le Cap, est jonchée sur tout son parcours des débris de la grandeur portugaise. En Amérique latine, près de vingt millions d'hommes parlent la langue de ce petit peuple de métis orgueilleux. Les colonies qu'a conservées le Portugal — il en a à peu près autant que l'empire allemand — ne constituent pas un rameau, greffé, comme l'est sur la Belgique l'Etat du Congo ; ce sont, au contraire, les restes d'une longue histoire. C'est l'Angleterre qui les lui a conservés

jusqu'à nos jours; ils sont dès lors grevés d'une lourde hypothèque anglaise. Le Portugal ne se séparera donc jamais de ses colonies par sa propre volonté; il faudra l'y contraindre par la guerre ».

Cependant le traité de 1913 ne fut jamais signé. L'Angleterre avait posé comme condition de sa signature la publication, non seulement de ce document, mais aussi de la convention de 1898 et du traité anglo-portugais de 1899. L'Allemagne s'y refusa. Le traité de 1913 ne fut donc connu qu'après la publication du « Mémoire » du Prince Lichnowsky.

Plusieurs écrivains se sont dernièrement occupés de cet accord de 1913 — les questions coloniales étant plus que jamais à l'ordre du jour (1).

La publication des documents diplomatiques faite en Allemagne par le Ministre des Affaires Etrangères a permis à M. Vermeil, Professeur à l'Université de Strasbourg, de publier une intéressante étude : « Les origines de la guerre et la politique extérieure allemande au début du XX^e siècle » où les visées allemandes sur les colonies portugaises sont encore mises à jour (2).

De plus, dans le dernier volume publié par M. Poincaré de son ouvrage : « Au Service de la France » et qui est consacré aux événements de 1914 jusqu'à la déclaration de guerre, on peut voir que les négociations anglo-allemandes sur les colonies portugaises continuèrent jusqu'à ce moment-là. Il est juste de dire que l'attitude de la France et de ses hommes d'Etat, à commencer par le Président de la République, mérite d'être signalée. La France

(1) V. MORTON : « Problems of Powders »; Ch. ANDIER, « Le Pangermanisme »; TEIXEIRA DE SOUSA, « Responsabilités historiques »; MORAES SARMENTO, *op. cit.*, p. 290 et suiv.; Pierre ALYPPE *op. cit.*; WICKHAM STEED, « Through Thirty Years », p. 387-389; POINCARÉ, « Au service de la France », 1914, (l'Union Sacrée, p. 50 et suiv.).

(2) Voir notamment l'étude sur le volume XXXI des documents diplomatiques allemands.

défendit alors ses propres droits et intérêts et en même temps les principes de souveraineté et d'indépendance des autres nations et, partant, du Portugal. A la page 50 du volume cité, nous lisons : « Mercredi 4 février. — Voici que recommencent, à propos des colonies portugaises, ces négociations anglo-allemandes dont M. Auguste Gauvain a pu dire qu'elles étaient un triste exemple d'immoralité diplomatique (1). Elles paraissent prendre un tour assez défavorable aux intérêts français. Elles touchent, en effet, à la question du Cabinda. Cette colonie est enclavée dans nos possessions; si elle devient allemande, nous risquons de voir renaître, en Afrique Centrale, certaines des difficultés qu'avait réglées le traité de 1911. Le Gouvernement a chargé M. Paul Cambon de faire part de nos inquiétudes à Sir Edward Grey. Le Secrétaire d'Etat britannique les a parfaitement comprises. Mais il a révélé à notre Ambassadeur que le Cabinda et le Loanda avaient été placés, par la convention germano-anglaise de 1898, dans le lot éventuel de l'Empire d'Allemagne. Sir Edward Grey a ajouté : « Que voulez-vous ? Ce qui est fait est fait. L'Angleterre ne peut revenir sur les engagements qu'elle a pris ».

M. Poincaré transcrit plus loin (p. 52) une dépêche de M. Paul Cambon où on lit ceci : « Et grâce au puissant concours de M. J. Chamberlain, M. de Hatzfeld força la main au marquis de Salisbury et signa avec M. Balfour ce traité de partage éventuel des colonies portugaises qui, dans la pensée du gouvernement allemand, devait préparer un autre traité de partage, celui des colonies françaises ».

En parlant de M. Francis Bertie, M. Poincaré ajoute (p. 57) : « Il me confirme, au sujet du passé, les renseignements de M. Paul Cambon. Le traité de 1898 n'a pas été signé par Lord Salisbury, mais par M. Balfour, qui le remplaçait. Lord Salisbury était

(1) *Journal des Débats*, mardi 10 août 1926.

absent et, comme Lord Landsdowne, il a trouvé le traité très fâcheux. « Mais, me dit Sir Francis Bertie, qu'y faire ? La convention existe. On ne pourrait la détruire que d'accord avec l'Allemagne. Il est certain que, lorsqu'elle sera connue, si elle doit l'être, l'impression en France sera déplorable » — « Oui, certes, mon cher Ambassadeur, répond M. Poincaré, mais le traité que négocient en ce moment l'Allemagne et l'Angleterre, s'il consacre la convention antérieure, va la fortifier et cette confirmation n'aura pas l'excuse d'avoir été faite à une époque où les relations de l'Angleterre et de la France n'étaient pas amicales. L'Angleterre froissera des amis ici et à Lisbonne. Comment, d'ailleurs, pourrions-nous reconnaître un partage que deux nations européennes auraient opéré seules entre elles, sans tenir compte de l'acte de Berlin et du Traité du 4 novembre ? Ce n'est pas mon opinion personnelle que je vous exprime, c'est celle de tout le gouvernement, qui vient encore d'en délibérer ce matin ». Sir Francis Bertie reconnaît que la question est très sérieuse et mérite réflexion. Il promet d'écrire aujourd'hui même (10 février) à Sir Edward Grey ».

Et plus loin (p. 64) : « Reste enfin et surtout l'inconvenance qu'il y aurait à préparer ainsi le partage des colonies portugaises alors que le Portugal ne les a cédées à personne ».

M. Poincaré dit encore (p. 69) : « Dimanche 22 février. — Je reçois M. Paul Cambon dans la matinée. Le Roi d'Angleterre, me dit-il, a exprimé le désir que l'accord anglo-allemand relatif aux colonies portugaises ne fût pas publié. De son côté, Sir Edward Grey a déclaré il y a deux jours à notre Ambassadeur que le Gouvernement renonçait à cette publication... »

La situation semble s'améliorer. On lit à p. 70 : « Lundi 23 février. — Visite de Sir Francis Bertie. Il est allé à Londres. Il a vu le Roi et Sir Ed. Grey. Le Roi désire que le traité avec l'Allemagne ne soit

pas publié « *avant son voyage en France* ». Mais rien de plus. M. Paul Cambon m'avait dit : « *Que le traité ne soit pas publié du tout* ». La différence est importante, je la signale au Président du Conseil. Il ne sait pas plus que moi à quoi s'en tenir. Attendons la suite. Nous avons, en tous cas, six semaines de répit ».

Voilà où l'on en était peu de temps avant le déclenchement de la Guerre mondiale. Etant donné la ténacité avec laquelle l'Allemagne cherchait à s'emparer d'une partie des colonies portugaises, il était manifeste que, malgré l'opposition de la France, elle serait arrivée à conclure ce nouveau traité avec l'Angleterre si la guerre n'était venue couper les négociations. Cependant l'Allemagne, empêchée de ce fait d'aboutir sur le terrain diplomatique, ne pensait pas moins réaliser son rêve en tâchant de s'emparer par la force des colonies portugaises.

M. Wickham Steed, dans son livre « *Through Thirty Years* » 1892-1922, 1^{er} volume, p. 387-389, raconte comment il eut connaissance, tout à fait par hasard, des négociations anglo-allemandes. Les souverains anglais devaient, en effet, visiter Paris en mai 1914. En vertu des intrigues allemandes et autres, les relations franco-anglaises n'étaient pas des plus cordiales et il n'était pas certain que la reine et le roi d'Angleterre auraient une réception comme il convenait dans la capitale française. Il fallait donc faire quelque chose pour améliorer l'atmosphère. A cet effet, M. Steed eut l'idée, à propos du 10^e anniversaire de l'entente (8 avril 1914), de demander à une personnalité éminente française, non politique, de faire un article pour le journal « *The Times* » passant en revue la forme sincère et la façon dont avait, jusque là, fonctionné l'Entente et suggérant en même temps des perfectionnements. Une réponse serait faite à cet article par M. Balfour, premier Ministre britannique ou Lord Landsdowne, alors Ministre des Affaires Etrangères. Une discus-

sion s'en suivrait au cours de laquelle on dissiperait certains malentendus et l'atmosphère serait ainsi préparée pour la visite royale. A cet effet M. Steed sonda le Foreign Office et certains dignitaires de la Couronne qui, tous, trouvèrent l'idée excellente. Il demanda alors à l'éminent historien et professeur, M. Ernest Lavisse, secrétaire perpétuel de l'Académie Française, de lui écrire, sous la forme d'une lettre, un article pour le journal « The Times ». A son tour le professeur Lavisse demanda à M. Steed de lui faire un brouillon en français de la lettre qu'il désirait de lui. On établirait en somme une version définitive qui serait publiée dès que le Président Poincaré lui aurait donné son assentiment. « Or, écrit M. Steed, quand j'avais écrit mon brouillon, non sans quelques craintes, et étais prêt à partir pour Paris, je fus consterné d'apprendre de bonne source qu'on venait de recevoir de Paris une communication extra-officielle et confidentielle disant que, dans le cas où serait connue à Londres ou à Berlin, avant ou durant la visite du Roi, la conclusion de l'accord anglo-allemand relatif aux colonies portugaises, le Gouvernement français se verrait peut-être dans l'impossibilité de garantir la cordialité de la réception au Roi. J'ai voulu de suite savoir quelle était la nature de cet accord dont j'ignorais même l'existence et j'ai vérifié avec plaisir que, à la demande de l'Allemagne, la signature de ce traité avait été ajournée. En arrivant à Paris j'ai constaté que la communication envoyée à Londres n'était pas une exagération; et ce fut seulement après avoir avisé M. Lavisse que le traité ne serait probablement pas signé, qu'il a accédé à continuer le travail. Quand fut fini le brouillon définitif nous allâmes ensemble le soumettre au Président de la République qui sanctionna sa publication ».

M. Poincaré cite lui-même M. Steed à la page 102 et suivantes de son livre, sans contredire en rien les paroles que nous venons de transcrire. On voit donc

l'importance que la France attachait à la tentative de partage des colonies portugaises. Il n'est pas exagéré de conclure que l'intervention du Gouvernement français a été des plus heureuses, en faisant tous ses efforts pour empêcher l'aboutissement d'une politique odieuse, qui méprisait les droits essentiels des peuples, aussi sacrés que les droits de l'homme et du citoyen.

La publication monumentale que l'on vient de faire en Allemagne des actes diplomatiques allemands est venue jeter la lumière sur les négociations secrètes anglo-allemandes de 1913, relatives aux colonies portugaises. Les documents se rapportant à cette affaire se trouvent au chapitre DDLXXXIV du tome 37 (première partie).

Déjà au mois d'août 1898, nous l'avons vu plus haut, il avait été stipulé entre l'Angleterre et l'Allemagne un accord relatif à l'éventuelle expansion de ces deux pays dans les Colonies d'Angola et Mozambique, mais, comme l'observait le Ministre allemand à Lisbonne (document 14.657), il était prématuré de supposer que le Portugal se verrait obligé, par sa mauvaise administration soit dans la métropole, soit dans les colonies, d'engager les revenus de celles-ci et de vendre ses colonies ensuite, hypothèse sur laquelle l'accord, en partie secret, était évidemment basé. Mais voilà que l'année suivante, en 1899, à l'occasion de la visite du Roi de Portugal Carlos au Château de Windsor, un accord secret est stipulé entre l'Angleterre et le Portugal que l'on a appelé le traité de Windsor (par rapprochement avec l'alliance anglo-portugaise conclue au même château en 1386), et du contenu duquel il n'a été donné connaissance à l'Allemagne qu'en janvier de 1914 (dépêches de Londres de l'Ambassadeur Lichnowsky document n° 14.695); confirmation substantielle était faite dans cet accord de tous les traités passés antérieurement entre le Portugal et l'Angleterre et spécialement la promesse, faite par celle-ci et exprimée

dans un article secret du Traité de Londres du 28 avril 1860 : « De défendre et protéger toutes les conquêtes appartenant à la Couronne de Portugal contre tous ses ennemis aussi futurs que présents ». C'était là, sans aucun doute, un expédient de Lord Salisbury, peu enclin à un rapprochement avec l'Allemagne et durant l'absence duquel les négociations avaient été entamées entre Balfour et l'Ambassadeur Hatzfeld. Ces négociations avaient pris une telle tournure qu'il n'était plus possible à Lord Salisbury de refuser son propre assentiment (document 14.684). Lord Salisbury cherchait pratiquement à annuler la réalisation de l'accord anglo-allemand. Il fallait donc recommencer. L'initiative ne fut renouvelée de la part de l'Allemagne qu'en 1912, malgré les contingences politiques peu favorables dans Berlin. Suivant les instructions reçues du Ministre des Affaires Etrangères, Von Kinderlen, l'Ambassadeur Marschall faisait à Londres les premiers pas. Il fut remplacé à sa mort par Von Kuhlmann, remplacé lui-même et définitivement par le Prince Lichnowsky, à qui Kinderlen écrivait avec netteté de Berlin (document 14.674 du 8 décembre 1912) au sujet du « droit de l'Allemagne à participer à l'héritage colonial du Portugal ».

A la mort de Von Kinderlen à qui succéda Von Jagow, appelé à l'Ambassade de Rome en janvier 1913, les négociations reçurent une plus vive impulsion, l'idée du nouveau Ministre des Affaires Etrangères de l'Empire allemand étant de faire une politique de rapprochement avec l'Angleterre. Les négociations furent très laborieuses et il est difficile de les suivre dans les détails de la documentation qui vient d'être publiée. Il suffira de rappeler qu'au mois d'août de 1913 l'accord était conclu et que le texte définitif était restitué par sir Edward Grey, avec de légères retouches, au Prince Lichnowsky à Londres le 26 juillet (document 14.677). Le 4 août

(document 14.678) le même texte était envoyé au Kaiser, afin d'obtenir son autorisation.

Par dépêche du 11 septembre, le chargé d'affaires, Von Kuhlmann était autorisé à signer l'accord, signature qui ne put cependant être faite qu'après le retour de sir Edward Grey à Londres, le 20 octobre. Le 5, il était définitivement approuvé par Kuhlmann et Grey et le texte envoyé à Berlin. Il arriva cependant que le Ministre allemand à Lisbonne, Rosen, fit parvenir à son Ministre Von Jagow une information qu'il avait obtenue de son collègue britannique Harding au sujet du contenu réel du fameux traité de Windsor. Dans ses mémoires, von Jagow déclare pourtant qu'il ne conserve de sir Edward Grey aucune suspicion de mauvaise foi envers l'Allemagne en cette circonstance. Il écrivait cependant le 19 décembre 1913 au Prince Lichnowsky (document 14.686) : « Si la supposition du ministre Rosen est exacte dans le sens que le traité de Windsor garantit au Portugal de la part de l'Angleterre ses possessions coloniales, la publication contemporaine de ce traité et de notre présente convention au sujet des colonies portugaises pourrait donner lieu à ce que notre opinion publique les interprêtât de façon inconvenante, comme pouvant être d'effets imprévus pour ce qui concerne les relations anglo-germaniques et la situation du gouvernement impérial. Sans aucun doute on ne peut aujourd'hui se soustraire aux conséquences que comporte la fidélité à la pensée fondamentale. *Cette pensée fondamentale était le partage entre nous et l'Angleterre des possessions coloniales portugaises.* L'impression défavorable que la divulgation d'un tel fait peut provoquer entre nous ne sera pas petite; et la publication simultanée de notre nouvel accord ne pourra que l'augmenter. Sur le gouvernement britannique retombera le reproche de son manque de loyauté et de son peu de bienveillance pour nos aspirations coloniales, et sur le gouvernement impérial celui

d'avoir conclu avec l'Angleterre un *marché de dupe* ».

Entre temps, la Chancellerie allemande faisait le 9 décembre une allusion générale au régime colonial du continent africain, qui eut de suite une répercussion alarmante à Lisbonne (document 14.687) accentuée quelques jours après par un article du « Figaro » du 17 décembre (document 14.689), qui se montrait bien informé sur quelques détails des négociations anglo-allemandes. On pensait très justement à Berlin qu'étant donné l'intimité des relations anglo-françaises, le gouvernement anglais ne manquerait pas d'informer le gouvernement français des négociations en cours. Ces négociations déplaisaient à la France puisqu'elles touchaient à la question du Cabinda enclavée dans le Congo français ainsi qu'aux Iles de « S. Tomé et Príncipe » situées au nord de l'Equateur et qui, de ce fait, devaient appartenir à la zone des intérêts français (document 14.699).

L'attitude de la France eut, sans aucun doute, une certaine influence sur le Premier Anglais, sir Edward Grey, qui, en affirmant à nouveau l'impossibilité qu'il y avait pour lui de revenir sur sa décision de ne jamais passer d'accords secrets, prit au début de 1914 une attitude dilatoire.

Le Prince Lichnowsky n'était pas tout à fait d'accord avec Berlin. Lorsque Von Jagow insistait auprès de son Ambassadeur pour qu'il obtienne de sir Edward Grey l'insertion dans le nouvel accord d'une formule préjudiciable au traité de Windsor, Lichnowsky répondait (document 14.696) qu'aucun Ministre anglais n'accepterait de stipuler un accord comportant une violation claire des droits souverains du Portugal, ou qui aurait comme objectif manifeste la spoliation d'une Puissance et encore, dans le cas présent, d'une Puissance alliée. Dans une lettre particulière que Von Jagow envoya en réponse au Prince Lichnowsky (document 14.697) on

pouvait lire ces lignes : « Soyons un peu plus optimistes dans les jugements que nous portons sur nos amis anglais. Pour ma part, je suis porté à croire qu'ils voient peut-être excessivement noir quand, par exemple, ils émettent cette idée que, en hypothèse de guerre, l'Angleterre se mettrait, en tout état de cause, du côté de la France et contre nous. Or, nous ne construisons pas en vain notre flotte et ma conviction est que, le cas échéant, l'Angleterre ne manquerait pas de se demander sérieusement s'il ne serait pas sans danger pour elle d'adopter contre nous le rôle d'ange gardien de la France ».

Le 7 mars, Lichnowsky écrivait une lettre particulière (document 14.700) à Von Jagow, dans laquelle il cherchait à le convaincre de l'opportunité qu'il y avait à céder dans la question de la publication des accords, afin de ne pas compromettre l'aboutissement heureux de longues et laborieuses négociations. Et il ajoutait en faisant allusion à ce qui se rapportait aux colonies portugaises que, en fait, l'accord signifiait leur partage, ce qui résultait, de façon suffisamment claire, des clauses respectives; quoique l'intégrité fût sauvegardée dans la forme, la spoliation y devenait exprimée de façon implicite.

Entre temps, à Berlin, on cherchait à sortir de l'impasse dans laquelle on était tombé. Dans un mémorial du 8 juin 1914, le Directeur des Affaires Politiques de Wilhelmstrasse, Von Sturmann, proposait l'échappatoire suivante (document 14.712) :

« Pour ce qui a trait au traité de Windsor, l'on dit également au préambule de l'accord de 1898 (et, si je ne me trompe, aussi dans le nouvel accord) que *l'objet de l'accord est de maintenir l'intégrité du royaume du Portugal*. Les compétents ne se laisseront pas tromper sur l'état réel des choses mais, pour la grande masse, cela sera bien suffisant ».

Von Jagow approuva cette proposition et pendant la visite que le Prince Lichnowsky fit le 2 juillet au Chancelier de l'Empire, celui-ci l'autorisa à

déclarer à Sir Edward Grey que l'Allemagne, en acquiesçant à la publication du nouvel accord, était prête à le signer. L'Allemagne désirait cependant que la publication ne fût pas faite avant le retour d'une mission germano-portugaise, qui était en Angola en train d'étudier la construction d'un chemin de fer qui traverserait le sud de cette colonie afin d'établir la liaison du réseau du sud-ouest Africain allemand avec l'Atlantique. La publication intempestive pourrait compromettre le succès des négociations avec le Portugal en faveur desquelles le gouvernement allemand demandait, en échange de son acquiescement à la publication, l'appui du gouvernement anglais, vu l'influence dont celui-ci disposait à Lisbonne (document 14.715 du 27 juillet 1914).

C'est encore du 27 juillet 1914, avant-veille de la guerre qu'est datée la dernière lettre de Von Jagow (document 14.716), dans laquelle il fait part à Lichnowsky de l'envoi d'instructions afin qu'il recommence avec Edward Grey les négociations pour la stipulation définitive de l'accord colonial. Jagow souligne également la nécessité d'obtenir de l'Angleterre une promesse d'appui à l'idée du chemin de fer et de définir cette promesse comme condition « *sine qua non* ».

En terminant sa lettre à Lichnowsky, von Jagow se montre sceptique sur les résultats pratiques de l'accord, accord dont l'ambassadeur avait mis en relief les avantages et lui fait comprendre, que, du moment que lui, von Jagow, avait cédé en partie à ses désirs, lui incomberait aussi à lui, Lichnowsky, une grande part dans les responsabilités.

La guerre a mis fin à ces laborieuses négociations.

CHAPITRE III

Action de l'Allemagne contre le domaine colonial portugais.

Les accords établis entre l'Allemagne et l'Angleterre sur le partage éventuel des colonies portugaises n'ont pas donné les résultats escomptés. La convention de 1898 n'a jamais été publiée et a perdu toute utilité pour l'Allemagne par le renouvellement en 1899 de l'Alliance séculaire anglo-portugaise, qui a justement comme but essentiel le maintien du domaine colonial portugais.

Le traité de 1913, comme nous venons de le voir, n'a pas été conclu jusqu'à la guerre de 1914 où prirent part les deux contractants et, plus tard, le Portugal.

Cela n'a nullement empêché l'Allemagne de chercher, par tous les moyens, à s'approprier les colonies portugaises en donnant ainsi satisfaction aux exigences du parti colonial et du parti de la guerre.

Retenons les faits de cette nature qui nous intéressent le plus.

La Compagnie portugaise du Chemin de Fer de Benguela eut en 1912 besoin d'augmenter son capital. M. Robert Williams, organisateur et concessionnaire de la compagnie, raconta plus tard, dans une conférence réunie à Londres en 1917 à la Chambre du Commerce, qu'il avait alors reçu des offres de capitaux allemands. Ces offres lui avaient semblé inacceptables parce qu'impliquant la domination par l'Allemagne de ce Chemin de fer « qui constituait la

clef du développement économique de la région minière de Katanga et qui était aussi l'artère essentielle du trafic futur entre l'Europe et toute l'Afrique méridionale et centrale ».

Les ambitions allemandes concernant l'Angola et le Mozambique furent d'ailleurs avouées à plusieurs reprises avant comme pendant la guerre, et notamment à propos de ce chemin de fer de Benguela, que l'Allemagne projetait de prolonger jusqu'à la frontière de Katanga pour faire liaison, aux dépens du Congo Belge, avec l'Est africain allemand. La gazette de Brunswick écrivait, en effet, au mois de février 1912 : « L'Angola une fois allemande et le chemin de fer vers le Katanga terminé, nous serons à Katanga tout près du lac Tanganyka et nous pourrons presque donner la main à nos compatriotes de l'Est Africain Allemand. Ce fait ouvre une large perspective pour l'avenir » (1).

L'Allemagne ne put toutefois parvenir à ses fins dans l'affaire du chemin de fer de Benguela. Elle fut plus heureuse avec la compagnie portugaise à charte, de Mossamèdes, qui dut accepter l'aide financière des banquiers de Berlin (2).

Ces exemples montrent en tout cas comment l'Allemagne cherchait à mettre à exécution son plan de pénétration pacifique en Afrique Occidentale. En ce qui concerne l'Afrique Orientale, des faits semblables se sont produits. Une Banque allemande s'efforçait, avant la guerre, d'acquérir des intérêts dominants dans la compagnie du Nyassa, — compagnie portugaise à charte, avec des capitaux presque exclusivement anglais et qui possède des droits et privilèges sur une partie assez grande de l'Afrique Orientale Portugaise —. Ce qui est mieux c'est que, malgré la convention de 1898 et le projet de traité de 1913, passés avec l'Angleterre et qui attribuaient aux deux pays des zones propres d'influence, l'Alle-

(1) Pierre Alysse, *loc. cit.*, p. 140 et 141.

(2) Voir Angel Marvaud, *op. cit.*, p. 59.

magne cherchait à poursuivre son expansion même dans les zones réservées à l'influence anglaise. La preuve en est dans le traité conclu entre le général Sud-Africain Maritz, alors révolté, et le gouvernement du Sud-Ouest africain allemand. Une de ses stipulations visait en effet l'annexion de la baie de Lourenço Marques au bénéfice du nouvel Etat qui deviendrait vassal de l'Allemagne. Toute l'Afrique portugaise était ainsi convoitée par elle et tous ses arrangements avec l'Angleterre n'avaient d'autre but que de déguiser ses véritables intentions.

Il ne faudrait cependant pas croire que l'Angleterre ne s'en apercevait pas. Dans un discours prononcé au banquet offert en octobre 1922 au gouvernement anglais par le Ministre des Affaires Etrangères du Portugal pour commémorer l'anniversaire de la République portugaise, Lord Curzon disait en effet : « L'incident le plus intéressant de ces dernières années est peut-être celui auquel je vais faire allusion en rappelant qu'à la veille de la guerre c'étaient les territoires portugais qui, de toutes les parties du monde, excitaient le plus l'envie et la cupidité de l'Allemagne. On a fait des cartes, moi-même je les ai vues, dans lesquelles les possessions portugaises océaniques et africaines étaient marquées de couleurs qui les désignaient comme devant, dans l'avenir, appartenir aux allemands. Ces projets sinistres ont, heureusement, échoué ».

Les efforts des allemands pour s'emparer des territoires portugais d'Afrique, nous l'avons déjà dit, avaient toujours été tenaces. En janvier 1914, une ligne de navigation à destination du sud d'Angola avec escale par les ports de Lobito et Mossamedes fut créée par la Deutsch Ost Afrika Linie, de Hambourg, compagnie qui assurait déjà le trafic maritime avec la province du Mozambique. Le Ministre de l'Intérieur de Prusse, dans une circulaire adressée, peu de temps avant la guerre, aux agriculteurs de son pays qui étaient obligés d'émigrer, montrait les

conditions d'après lesquelles devait être fait le défrichement d'Angola. Il annonçait que des modifications favorables seraient introduites dans la procédure légale concernant la cession des terrains. Il confirmait enfin les articles publiés dans la « Deutsch Kolonial Zeitung » d'août 1913, articles par lesquels Singelmann, leur auteur, démontrait qu'on pouvait établir dans une zone de 30 kilomètres carrés, au Nord et au Sud de chemin de fer de Benguela, au moins 3.000.000 de colons européens.

La « Hambourh Bremen Afrika », de Bremen, dans son rapport de 1913, soutenait la nécessité urgente de préparer des moyens de transport, devenus indispensables « parce que, disait-elle, l'Allemagne, à brève échéance, serait appelée à participer à l'exploitation des possessions portugaises sur les côtes de l'Est Africain » (1).

La même doctrine fut exposée pendant la guerre en termes plus formels encore dans la publication éditée officiellement par l'Administration de l'imprimerie de la « Kommandatur » allemande de Lodz, sous le titre de « Kaiserzeitung Œsteres » et qui était destinée à solenniser l'anniversaire de Guillaume II, le 27 janvier 1915. On y peut lire, en effet, les lignes suivantes : « La victoire dans la guerre nous donnera le Congo belge et français et, si le Portugal continue à traduire par des actes ses intentions hostiles envers nous, elle nous donnera aussi les colonies portugaises sur les côtes orientales et occidentales de l'Afrique. Nous organiserons ainsi un empire d'outre-mer tel que n'auraient jamais pû le rêver nos pères qui souriaient ironiquement de nos premières tentatives coloniales. Mais ce qui a surtout une grande importance, dans ce partage probable du

(1) Selon Pierre Aylpe on avait même constitué à Hambourg pour l'étude et l'organisation d'entreprises industrielles et commerciales au sud d'Angola, un syndicat qui groupait les plus importantes banques et compagnies de navigation (*op cit.*, p. 144).

monde africain, c'est que nous réaliserons pour notre compte la théorie anglaise qui prétend à la domination exclusive du Cap au Caire. Entre l'Égypte, qui est encore anglais et le Sud africain anglo-boër, s'étendra, de l'Océan Indien à l'Atlantique, la zone immense de nos colossales possessions coloniales. « Encore anglais » disons-nous en parlant de certains territoires de l'Afrique du Sud et du Nord. Qui sait, en effet, ce qui arrivera quand se réaliseront les paroles du poète : « Le Germanisme sauvera un jour le monde » ?

Rappelons aussi à ce sujet l'article paru dans la « Gazette de Lausanne » sous la signature de l'ancien Ministre portugais, Comte de Penha Garcia. Celui-ci écrivait : « Dans des discours très récents le Chancelier et d'autres politiciens allemands avaient fait allusion à une modification des possessions africaines des pays belligérants, comme étant une des conditions de la paix ». Et il ajoutait : « Le ministre impérial des colonies, Dr Solz, a dernièrement levé le voile sur les intentions contenues dans ce projet. Il a exposé devant la « Kolonialgesellschaft » un véritable plan d'exploitation coloniale, au détriment du Portugal, de la Belgique et même de la France ».

Nous voyons donc que depuis 1884 l'Allemagne ne cessa de jeter ses regards sur les colonies portugaises. Ayant toujours su mettre à profit les situations embarrassantes dans lesquelles se trouvait l'Angleterre, vieille alliée du Portugal, elle arriva, peu à peu, à conclure des conventions (comme celle de 1898) et à préparer des traités (comme celui de 1913) dans lesquels, sous le nom de répartition des colonies portugaises d'Afrique en zones d'intérêts économiques, on préparait pour un temps plus ou moins proche leur absorption totale au profit surtout de l'Allemagne. Seul le hasard avait, à plusieurs reprises, sauvé le Portugal. L'Allemagne n'attendait cependant que le moment opportun pour s'emparer d'une façon ou d'une autre des colonies portugaises.

La guerre de 1914 allait lui fournir l'occasion de manifester plus ouvertement encore ses véritables intentions.

En prévision de cette guerre, à laquelle elle se préparait de toutes façons et dans tous les domaines, l'Allemagne obtint la permission d'envoyer en Angola une mission soi-disant scientifique.

En effet, au début de 1914, un syndicat d'études d'outre-mer (Ueberseestudiensyndicat) fut fondé à Hambourg. L'un de ses objectifs, selon le rapport de M. A. A. Schubert, était d'étudier la région du Sud d'Angola (1) en vue de la construction d'un chemin de fer qui se prolongerait jusqu'au Sud-Ouest Africain allemand de façon à s'unir avec le chemin de fer d'Otavi.

M. A. A. Schubert étant entré au service de ce syndicat, partit pour Angola en avril 1914 afin d'y commencer les travaux de la commission qu'il dirigeait (2).

Ces travaux étaient en cours et déjà M. Schubert se disposait à gagner Humbe, lorsque le 1^{er} août il reçut une dépêche du président du syndicat d'études, de Hambourg, enjoignant à la mission de ne faire aucun voyage d'exploration au Sud du Cunene.

« Un ordre venu d'Allemagne, écrit-il dans son rapport, me défendait en quelque sorte de pénétrer dans le territoire dont la souveraineté soulevait des divergences de vue entre les administrations allemandes et portugaises. Lorsque j'arrivai à Humbe, le

(1) De ce syndicat d'études faisaient partie trois ingénieurs : MM. Schubert, Thurner et Vageler qui ont été chargés de la mission en Angola.

(2) « L'expédition, écrit-il dans son rapport, était placée sous la protection spéciale du Gouvernement portugais qui la désigna sous le nom de « Comissão alemã dos estudos de caminhos de ferro do Sul de Angola ». Deux officiers supérieurs, le Colonel Maria Coelho, ancien gouverneur général et le lieutenant colonel de génie C. Roma Machado, furent chargés d'accompagner l'expédition. Les autorités administratives dans l'Angola du Sud avaient reçu de Lisbonne l'ordre de nous seconder de leur mieux ».

5 août, à 4 heures 40 du soir, j'y trouvai une autre dépêche m'avisant que l'Allemagne avait mobilisé et que tous nos nationaux astreints au service militaire devaient regagner aussitôt la mère patrie. Je me décidai à rebrousser chemin jusqu'à Cahama. Là, je licenciai le personnel de mon expédition et je me rendis seul à Lubango. Le 13 août, je continuai ma route vers Mossamèdes. En chemin, je reçus une dépêche de Lisbonne, signée d'un membre du syndicat, M. Weinstein, qui invitait les membres de l'expédition à continuer les travaux en Angola ».

Ainsi donc, tout d'abord, résolution de M. Schubert de dissoudre sa mission (en raison de la mobilisation allemande) et de rentrer en Allemagne. Puis, ordre du syndicat prescrivant de continuer les travaux en Angola. L'étude du projet de chemin de fer constituait-elle donc vraiment le but de la mission en question ? Si celle-ci fut maintenue, ne serait-ce pas qu'elle avait pour objectif de seconder la propagande que les Allemands poursuivaient contre la souveraineté portugaise, parmi les indigènes et les colons boërs de Humpata, où des agents de l'Allemagne s'efforçaient de fomenter une révolte ?

Ces manœuvres étaient en liaison manifeste avec le dessein que nourrissait l'Allemagne d'annexer Angola, soit grâce à un traité passé avec une grande puissance, soit au besoin et quand l'occasion serait favorable, par une invasion militaire. Nous avons déjà parlé de cette pénétration pacifique d'Angola organisée par l'Allemagne jusqu'en 1914. Des commerçants et des individus aux professions les plus variées s'y installaient et ne cessaient de jeter parmi les indigènes le discrédit sur l'administration portugaise, et de répandre le bruit que bientôt l'Angola deviendrait colonie allemande.

Voilà donc comment la mission d'études allait travailler pour l'Allemagne, au plus grand préjudice du Portugal. Dans le rapport du « rittmeister » Richard Hennin (*Deutsch Sudwest in Weltkrieg*) il est

écrit, en effet : « Dès le commencement de la guerre, le Dr Vageler *avait mis ses services* à la disposition de sa patrie, ajournant temporairement les travaux scientifiques ».

Voilà d'ailleurs ce qu'on lit à propos de la mission allemande, dans le rapport du lieutenant-colonel Roçadas : « A la date de mon arrivée sur le plateau de Mossamedes, la mission avait fait d'importantes études dans la région de Pocolo, Otchinjan et rive du Cunène. Elle fut sur le point d'interrompre ses travaux, en raison du départ de quelques-uns de ses membres appelés sous les drapeaux par la mobilisation de l'armée allemande. Ceux-ci, cependant, ne s'embarquèrent pas, ayant reçu un ordre contraire. Seul le médecin de la mission qui appartenait à l'armée active dut rentrer en Allemagne; ce qui est à remarquer c'est que l'ordre du consulat permettant aux membres de la mission de rester en Angola coïncidait avec le départ de Lisbonne, de l'expédition militaire placée sous mon commandement. Elle coïncidait également avec la déclaration de l'état de siège à Mossamedes et à Huila, situation qui empêchait la visite de ce dernier district au Consul d'Allemagne résidant à Loanda ».

A la même occasion, toutefois, l'ingénieur Schubert se rendait à la colonie allemande, où il recevait des instructions et de l'argent, puis revenait au plateau de Mossamedes. Il y reprenait ses travaux, bien que la compagnie qui inspirait ces études et en payait les frais eût donné, fin août, l'ordre de les arrêter.

Ordre fut également donné à la mission de quitter le district. On craignait, en effet, que la présence de ses membres soulevât des difficultés dans l'exécution des mesures prises par le gouvernement. La plupart d'entre eux se trouvaient à Lubango, d'où ils partirent directement pour Mossamedes.

L'ingénieur Schubert, officier d'artillerie de réserve, qui se trouvait avec l'officier portugais Roma

Machado, demanda l'autorisation de se rendre directement à Mossamedes, par Chacuto et sans passer par Lubango. L'autorisation lui fut accordée. Mais il disparut de singulière façon, dans la gare du chemin de fer de Moninho afin de gagner le Damara. Il fut cependant arrêté au moment où il franchissait la montagne de la Chela.

En plus des nationaux allemands dont nous avons parlé, d'autres, en assez grand nombre, se trouvaient dispersés dans les districts de Benguela et de Huila. Selon toutes probabilités, ils y jouaient le rôle d'espions informateurs. Ceux-ci se donnaient les apparences de commerçants, ceux-là celles de colons agricoles; d'autres se livraient à l'exploitation de terres obtenues par concession ou étaient employés dans des ateliers particuliers.

Au moment où l'on procédait à l'arrestation de trois allemands, dont deux étaient propriétaires à Caculovar et le troisième employé aux ateliers de Almeida à Chibia, on saisit sur ce dernier, qu'on reconnût être officier de réserve, une des feuilles de la carte du Damaraland, où étaient tracés au crayon l'itinéraire et les étapes respectives que devaient suivre plus tard les forces qui, d'Outjo, sont allées attaquer Naulila.

Comme nous le verrons plus loin, cette mission scientifique a joué en effet un rôle important dans les préparatifs d'invasion d'Angola. Au sujet de la pénétration de cette colonie par des missions allemandes de toute sorte, nous trouvons d'intéressantes précisions dans la déposition faite à Paris devant le tribunal arbitral en mai 1926 par le Général Norton de Mattos qui fut gouverneur d'Angola de 1912 à 1915 (1).

Voici dans quels termes il s'exprime : « Quelques allemands ont débarqué à Angola déclarant qu'ils

(1) Successivement ministre de la Guerre de 1915-1917, Haut-Commissaire à Angola de 1921-1924 et ambassadeur à Londres depuis 1925 et au moment de sa déposition.

venaient procéder à des études scientifiques et autres, et ensuite j'ai été informé qu'ils faisaient des reconnaissances de caractère militaire et, parmi les indigènes, de la propagande contraire à la souveraineté du Portugal. Peu de mois avant la guerre, une mission d'études composée de trois ou quatre allemands accompagnés de deux officiers portugais, est partie pour le Sud d'Angola, avec l'autorisation du gouvernement de Lisbonne. Il y avait à la même époque une autre mission d'études ethnographiques qui parcourait le plateau de Benguela. Il y avait aussi dans le territoire portugais de Cuanhama quatre missions religieuses allemandes. Le but de la mission du Sud d'Angola était, à mon avis, de préparer la conquête ou l'occupation par les Allemands de la région qu'ils allaient parcourir et reconnaître (1). Le but de la mission ethnographique était le même et devait compléter cette préparation dans le plateau de Benguela et le chemin de fer Lobito-Huambo ».

Quant aux missions religieuses allemandes de Cuanhama, elles s'installèrent à Namacunde, Upan-da, Matemba et N'Giva. Celle-ci en particulier était dans les meilleures relations avec le « soba » Mandume, célèbre chef nègre des Cuanhamas, peuplade la plus guerrière de toute la province d'Angola. Mandume avait succédé au « soba » Naude, qui entretenait de bonnes relations avec les portugais et qui fut assassiné. Avec Mandume, ces bons rapports disparurent complètement. Tous les commerçants portugais établis dans le Cuanhama durent s'en aller; il en fut de même des missions religieuses françaises (celles du Saint-Esprit) et portugaises.

Les patrouilles portugaises ne pouvaient plus tra-

(1) Dans sa déposition le Gouverneur général a déclaré plus loin : « tout a été porté à la connaissance du Gouvernement central du Portugal. Si cette connaissance n'avait pas été nécessaire pour l'expulsion de cette mission, je l'aurais expulsée dès le premier jour de la déclaration de guerre ».

verser le territoire comme au temps du « soba » Naude. Mandume, reconnu roi par les missions allemandes, attaquait nos troupes et faisait des incursions contre les tribus pacifiques. Cependant les missions religieuses allemandes restaient au Cuanhama et entretenaient avec le « soba » les meilleures relations.

La plus active propagande fut alors entreprise auprès des indigènes, contre la souveraineté portugaise, par ces missionnaires allemands. Ils en vinrent même à distribuer des armes aux indigènes. Ce fait est confirmé par la déposition du capitaine de cavalerie Roque d'Aguiar, qui fut nommé résident portugais à Namacunde, au moment où le Cuanhama fut pacifié par les troupes portugaises, en 1915. On découvrit d'ailleurs dans le Cuanhama plusieurs centaines de fusils Mauser allemands, des modèles 71 c, et même des Mauser espagnols, qui étaient fabriqués en Allemagne. Un missionnaire allemand du nom de Toujes remit au chef du Cuanhama une vingtaine de modèles Mauser 71. Ce même Toujes déclara dans un rapport fait à un officier anglais, qu'il avait apporté deux mille cartouches, ainsi que de nombreux fusils. C'est encore lui qui fit construire une maison destinée au « soba » Mandume.

Il est prouvé d'autre part que des officiers allemands du Sud-Ouest Africain venaient à maintes reprises rendre visite à ces missionnaires; ce fut le cas notamment, et pour n'en citer qu'un, du commandant Franck lui-même (1).

Les missionnaires de N'Giva donnaient aux indigènes de la région des *laisser-passer* où l'on pouvait lire ces mots « Ongiva Deutsche S. W. Afrika ».

Quand plus tard, en 1915, les troupes du général portugais Pereira d'Eça attaquèrent les Cuanhamas alors révoltés, elles y rencontrèrent une résistance terrible. Les indigènes combattaient à l'européenne,

(1) Franck commanda plus tard les troupes allemandes qui envahirent le territoire portugais.

suivant des méthodes qui leur avaient été apprises par les missionnaires allemands. Ceux qui furent faits prisonniers et ceux qui se rendirent, furent trouvés possesseurs de fusils Mauser. Lorsque les forces portugaises arrivèrent à N'Giva, la maison de la mission était entièrement brûlée et les missionnaires s'étaient enfuis, en prenant soin de ne pas laisser de traces de tous leurs travaux dans ces régions. Est-il nécessaire d'expliquer ce départ précipité ?

Le Gouverneur général Norton de Mattos a déclaré, en parlant de ces missions : « A mon avis, l'état de rébellion des Cuanhamas contre la souveraineté du Portugal est dû en grande partie à l'action des missions allemandes établies dans leur territoire. Je considère l'action de ces missions religieuses allemandes comme absolument contraire, non seulement aux intérêts du Portugal, mais aussi aux intérêts de la civilisation. Elles se sont maintenues dans le territoire portugais sans chercher à se mettre en contact avec les autorités portugaises. Je suis persuadé que les missions religieuses ont joué le même rôle que les missions scientifiques ».

Comme nous venons de le voir, l'Allemagne se servait de plusieurs moyens pour s'infiltrer dans les colonies portugaises. Les efforts allemands se tournaient surtout du côté d'Angola, dont le Sud confinait avec le Sud-Ouest Africain allemand.

Nous aurons donc à nous occuper plus longuement des événements qui se déroulèrent au Sud d'Angola. Toutefois, la première violation du territoire ayant eu lieu au Nord du Mozambique, Afrique Orientale, c'est par là que nous commencerons notre exposé des faits qui donnent lieu, en faveur du Portugal, à l'indemnité prévue par le paragraphe 4 de l'annexe à l'article 298 du Traité de Versailles.

CHAPITRE IV

Invasion du Territoire Portugais du Mozambique.

Il est inutile d'insister ici sur le fait que l'Allemagne en 1914 ne se souciait guère, pour arriver à ses fins, de l'existence de traités et du droit international en général. La violation de la Belgique au commencement de la guerre n'est que trop présente à tous les esprits pour qu'il soit nécessaire d'en reparler. Ce mépris absolu pour le droit des peuples plus faibles, le Gouvernement Allemand l'établait, à plus forte raison, à propos des régions lointaines où il pouvait faire commettre toutes sortes d'abus, quitte, plus tard et en cas d'échec, à vouloir dégager sa responsabilité en faisant croire à l'impossibilité, qu'il avait de communiquer avec ses représentants. Préparée depuis longtemps pour une guerre dont la victoire (elle le croyait fermement) ne saurait lui échapper, l'Allemagne n'aurait de comptes à rendre à personne quand sonnerait l'heure de la liquidation. L'Allemagne allait donc, grâce à la guerre, pouvoir s'emparer des territoires que les chancelleries tardaient trop à mettre à sa portée. Le Portugal, dont les colonies étaient, nous l'avons vu, les victimes désignées, allait traverser un mauvais moment. L'offensive se déclancha bientôt, d'abord en Afrique Orientale contre la colonie du Mozambique, et ensuite en Afrique Occidentale contre Angola. Quoique l'invasion contre Angola ait été bien plus grave, nous allons parler d'abord du Mozambique où l'invasion fut antérieure en date.

En effet, le premier cas d'invasion du territoire portugais par les allemands fut celui de Maziua.

Le poste militaire de Maziua, commune de Mevavica, district de Ibo, province du Mozambique, était situé sur la frontière de l'Afrique Orientale allemande. Le 24 août 1914, vers 5 heures du matin, il fut attaqué à l'improviste par des forces allemandes qui envahirent le territoire portugais. Elles étaient commandées par le médecin militaire Dr Weck et composées de deux européens, de plusieurs cipayes et de quelques auxiliaires.

Le chef du poste, le sergent infirmier naval Eduardo Rodrigues Costa, ayant entendu du bruit, se leva précipitamment et sortit armé d'un pistolet, afin de voir ce qui se passait. Il arrivait à la porte du secrétariat lorsque des coups de feu furent dirigés contre lui et le tuèrent net. Une négresse qui se trouvait devant la pièce eut le même sort et une autre fut blessée.

Après ces actes de sauvagerie, les envahisseurs parcoururent les locaux, firent main basse sur les valeurs qui s'y trouvaient, dispersèrent, en les rendant inutilisables, les denrées qu'ils contenaient et brisèrent les meubles. Ils incendièrent le poste, les chaumières annexes appartenant à ses occupants, ainsi qu'un petit hameau voisin. Puis ils emmenèrent avec eux des soldats, des cipayes et des femmes. Le reste de la petite garnison, surprise par derrière, dut s'enfuir dans la brousse.

L'attaque avait été préméditée. On est en effet parvenu à savoir que, peu de temps avant, quelques soldats allemands d'un poste voisin avaient visité celui de Maziua, où trois européens de la colonie allemande avaient déjà été vus prenant des photographies.

Il est certain, d'autre part, que l'assaut fut donné en un certain point du fossé de défense, où celle-ci n'était pas encore assurée, et que les assaillants ont tiré immédiatement des coups de feu contre la

chambre où ils croyaient, — avec raison d'ailleurs — que se trouvait le chef du poste.

Après cet incident, les autorités allemandes ont voulu expliquer leur attitude, disant qu'elles avaient lu dans les journaux, que le Portugal, aux côtés de la France et de l'Angleterre, était en guerre avec l'Allemagne. Mais cette justification était inacceptable parce que non véridique, l'Allemagne n'ayant déclaré la guerre au Portugal que le 9 mars 1916. La vérité est que cet incident n'était que le commencement d'une action violente de conquête ou d'occupation et qui n'a pas eu toutes ses conséquences grâce à la tournure que la guerre a prise plus tard en faveur des alliés. Quoiqu'il en soit, ce qui est certain c'est que, outre la violation des droits de souveraineté du Portugal, il y a eu des actes dont il est résulté des dommages personnels et matériels.

Le territoire envahi faisait partie de la concession accordée par le gouvernement portugais à la Compagnie du Nyassa, — Compagnie d'Etat à charte ayant son siège à Lisbonne et à laquelle appartenait le poste de Maziua, ainsi que tout ce qui s'y trouvait — exception faite pour ce qui était propriété du chef du poste et des cipayes constituant la garnison.

D'autre part, l'attaque déclanchée contre le poste de Maziua eut pour conséquence que celui-ci, malgré son importance, resta longtemps sans garnison. Cette affaire produisit en outre sur les indigènes une vive impression qu'une propagande insidieuse ne fit que maintenir en l'aggravant. Il en résulta que ceux-ci cessèrent de payer les impôts auxquels ils étaient astreints.

L'action des Allemands dans l'Afrique Orientale portugaise ne se borna pas à cette ébauche d'invasion. Quelques temps après, en juillet 1915 et dans ces mêmes territoires de la Compagnie du Nyassa, ils essayèrent, par l'intermédiaire de leurs agents et de quelques indigènes mahométans, de fomenter parmi la population autochtone une révolte contre les Por-

tugais. Il répandirent à cet effet de fausses nouvelles sur la guerre européenne et utilisèrent les passions religieuses en présentant l'Allemagne comme protégeant l'Islamisme, alors que le Portugal le combattait. Des documents ont fait la preuve de cette machination bien connue des autorités anglaises du Nyassaland, contre lesquelles il fut avéré qu'elle était aussi dirigée.

Bien que la révolte indigène n'ait pas éclaté et qu'à cet égard les intrigues allemandes n'aient pas eu toutes les conséquences fâcheuses qui pouvaient en résulter, les faits précités n'en constituent pas moins un nouvel attentat contre la souveraineté portugaise dans la Province du Mozambique.

D'autre part et pour les raisons déjà exposées à propos de l'incident de Maziua, la propagande allemande visant des indigènes entraîna des conséquences morales d'où résultèrent, pour la Compagnie du Nyassa, et notamment par refus d'impôts, des dommages matériels incontestables. Si cette rébellion s'était produite et n'avait pu être immédiatement étouffée, elle eût facilité et hâté une plus grande invasion allemande.

Ce danger obligea le gouvernement portugais à envoyer au Mozambique des expéditions militaires très coûteuses. Nous savons d'autre part, nous l'avons dit au chapitre I, que l'Allemagne, par une interprétation abusive du traité de limites de 1886 était arrivée à s'emparer par la force, en 1894, d'une portion de territoire du Mozambique située au Sud du fleuve Rovuma et connue sous le nom de « triangle de Kionga ». Cette usurpation avait bien été réduite à une espèce de convention avec le gouvernement portugais, mais celle-ci était restée juridiquement sans valeur, le Parlement ne l'ayant jamais ratifiée. Après une guerre qui dura dans la colonie du Mozambique jusqu'au jour de l'armistice, les principales Puissances alliées et associées, d'accord avec l'article 118 du Traité de Versailles, ont reconnu que le

Portugal était le propriétaire originaire et légitime de ce territoire de Kionga qu'il avait d'ailleurs lui-même reconquis par les armes pendant la guerre. Nous ne rappelons ici ce fait que pour compléter l'étude des agissements de l'Allemagne contre le domaine portugais en Afrique Orientale.

Les troupes allemandes qui entrèrent au Mozambique par la frontière du Rovuma poussèrent leur invasion jusqu'à Quelimane et simultanément répandirent des agents à travers tout le territoire pour entraîner les indigènes à se soulever. Ainsi la révolte des indigènes à Tête, dans une région entièrement occupée et pourvue de police, habitée par des populations pacifiées et parfaitement adaptées à la domination portugaise depuis déjà de longues années, payant régulièrement leurs contributions, fut le résultat direct, comme le prouvent de nombreuses enquêtes, de l'instigation des agents allemands. Cette révolte s'étendit jusqu'à la région de Barué et de Chimoio et, dans la région du Zambèze, jusqu'à Sena. Les indigènes révoltés massacrèrent les européens qui se trouvaient à leur proximité et détruisirent leurs biens. Leur objectif spécial paraissait même consister dans la destruction des plantations et des fabriques, comme celles de coton et de sucre de Sena, celles de maïs de Chimoio, conformément au système adopté par les allemands qui partout, dans la Lugela, l'Inhamacurra, etc... détruisirent tout ce qu'ils purent atteindre. Les incursions allemandes et les révoltes indigènes fomentées et organisées par eux créèrent dans toute la région qui va du Rovuma au Zambèze, un état d'agitation qui mit les indigènes dans l'impossibilité de se livrer à leurs cultures ou de procéder à leurs récoltes. Aux victimes des rébellions indigènes et des incursions allemandes, il y a lieu, en conséquence, d'ajouter les milliers d'indigènes morts de faim ou de mauvais traitements, car il était impossible au gouvernement portugais de remédier au manque de subsistances de ces popu-

lations dans des régions envahies ou révoltées. Plus de la moitié de la superficie de la province de Mozambique fut pendant longtemps assujettie aux déprédations de l'ennemi.

CHAPITRE V

Préparatifs d'invasion d'Angola par les Allemands.

Les prétentions allemandes, en ce qui concerne la colonie portugaise d'Angola étaient, nous l'avons vu, beaucoup plus nettes. Une fois la guerre déclanchée en Europe, les Allemands, escomptant une victoire prochaine, ont tâché de hâter les préparatifs pour l'invasion de cette colonie par le Sud, sans se préoccuper du fait que le Portugal n'était pas belligérant.

Pour mieux comprendre ces préparatifs, il nous faudra expliquer, quoique de façon très succincte, comment se dessine la frontière sud-angolaise qui, avant la guerre, séparait Angola du Sud-Ouest africain allemand ou Damaraland. Cette frontière peut être divisée en 3 sections : 1° frontière du Cunene, depuis l'océan jusqu'aux cataractes (chutes d'eau) de Ruacana; 2° frontière sèche depuis ces chutes d'eau jusqu'à Cuangar; 3° frontière du Cubango (l'Okavango des cartes allemandes) depuis Cuangar jusqu'à Andara et de là au fleuve Cuando. On trouve des forts ou postes de police du côté portugais tout le long de ces frontières. Voici le nom des principaux : Dongoena, Naulila, Oncuan-cua, Otoquero, Naloeque et Cuamato, tous situés dans la région du fleuve Cunene et Cuangar, Bunja, Sambio, Dirico, Mucusso, sur le fleuve Cubango. Du côté allemand et dans le voisinage de la frontière il n'y a aucune garnison militaire depuis l'océan jusqu'au Cubango. Sur le Cubango et en face du poste portugais du Cuangar se trouvait le poste allemand de Kuring-Kuru.

L'Allemagne, sans perdre de temps, procédait à une véritable infiltration en Angola. Celle-ci s'exerçait, grâce à une propagande méthodique de discrédit, poursuivie auprès des indigènes, contre l'administration portugaise. En même temps, des allemands, (commerçants, ingénieurs, agriculteurs, chasseurs, etc...) envahissaient toute la colonie et, en particulier, les districts du Sud.

Voici ce qu'écrivit à ce sujet le lieutenant-colonel Roçadas (gouverneur du district d'Huila, de 1905 à 1908 et de 1914 à 1917) dans son rapport sur les événements du Sud d'Angola :

« Quand j'ai pris possession pour la première fois de la charge de gouverneur d'Huila et quand je l'ai quittée en 1908, nous n'étions nullement préoccupés de l'influence allemande au Sud d'Angola. Il n'en était pas de même quand, pour la deuxième fois, en octobre 1914, j'ai occupé cette charge ».

Depuis la déclaration de la guerre européenne une vive effervescence régnait à Loanda contre les Allemands y résidant et, plus particulièrement à Lubango, contre le consul Schoss. Ce dernier était un Allemand qui s'était établi à Mossamedes où il avait sa maison de commerce principale. Il parlait couramment le portugais et ses rapports suivis avec les nationaux, comme son activité dans les affaires, lui avaient créé une situation toute particulière. Il était, en effet, parvenu dans les derniers temps à être un des plus importants propriétaires du plateau de Mossamedes, où il possédait une belle propriété, une maison de commerce, une fabrique et des terrains de l'Etat concédés à bail.

Il était, en sa qualité de Consul, le représentant de ses concitoyens, officiellement reconnu par le gouvernement portugais. Parmi les faits qui lui étaient imputés et qui indisposaient de plus en plus l'opinion publique contre lui, on lui reprochait de maintenir avec le Damaraland des relations directes à travers le territoire portugais, et d'employer à cet

effet des agents à sa solde. Il se comportait ainsi plutôt comme un espion au service de son pays que comme l'agent correct et impartial d'un gouvernement auprès d'un pays non belligérant.

C'est principalement par l'influence de ce Consul que les Allemands ont pu organiser le ravitaillement de celles de leurs troupes concentrées au Nord du Damaraland, et cela aux dépens de la colonie portugaise elle-même où, d'ailleurs, l'approvisionnement de la population était déjà très difficile en raison de la diminution des transports maritimes, causée par la guerre. Afin d'y remédier, le gouverneur général d'Angola avait fait connaître à toutes les autorités et au public qu'il interdisait l'exportation des denrées alimentaires. Malgré cela, M. Schoss commença à organiser clandestinement des envois de vivres, qu'il expédiait sur des chariots boërs vers le Sud-Ouest africain allemand. Il était aidé à cet effet par le Dr Vageler, membre de la mission scientifique dont nous avons déjà parlé et qui accompagnait les chariots jusqu'au fleuve Cunene.

C'est ce dernier qui le déclare lui-même à la page 3 du rapport qu'il envoya au gouvernement impérial du Sud-Ouest africain : « Lors de la déclaration de guerre, écrit-il, j'avais, de concert avec Schoss, le vice-consul de Lubango, conduit à l'endroit convenu, Otjitoto, une partie du convoi d'approvisionnements destinés au Sud-Ouest. J'avais alors atteint le Cunene et j'y demeurai assez longtemps, dans les environs de Swartboy et d'Eriksondreef. J'espérais pouvoir y rencontrer un délégué du Gouvernement impérial afin de lui transmettre un rapport sur le danger que, depuis longtemps, ce dernier faisait courir à ces transports en retardant son acceptation, ainsi que sur les vues manifestement agressives du Gouvernement portugais...

« Après une vaine attente, je partis le 15 octobre 1914 de Eriksondreef pour Humbe. A cette époque,

des nouvelles privées venues de Dongoena avaient fait connaître la confiscation, d'ailleurs redoutée par moi dès l'origine, de tout le convoi d'approvisionnement. Dans ces conditions et étant donné que six semaines s'étaient écoulées depuis le terme fixé, il ne m'était presque plus possible, en effet, d'espérer l'arrivée des délégués de Windhuk. Je rencontrai en chemin mon messenger Scholz atteint de la fièvre, déguenillé et sans chapeau. Avant de rencontrer Turner, il avait été fait prisonnier par les Portugais, mais avait encore eu le temps de détruire ma lettre, de sorte que rien de suspect ne fut trouvé sur lui. On le retint, néanmoins, trois semaines prisonnier à Humbe et on ne le relâcha que lorsqu'il eut invoqué sa prétendue naturalisation comme anglais.

« Scholz assurait avoir appris, de façon très précise, par un indigène de confiance à son service et par un télégramme officiel qu'il avait, par hasard pu lire, à l'occasion de son interrogatoire, qu'un certain Dr Schultze et ses compagnons campaient dans le voisinage, probablement près d'Eriksondreef, aux environs de l'endroit où le délégué du gouvernement impérial était attendu d'un jour à l'autre.

« Je résolus de me rendre sans retard au camp de Dongoena, sur le Cunene, afin d'atteindre la frontière en arrière du fort de Naulila et de prévenir l'intéressé. Ayant réglé mes affaires, je partis le 14 au soir sans escorte et tout naturellement, comme si j'allais à la chasse. Un seul chemin s'offrait à moi. Il était très écarté de la route et tout près de la frontière. Or, bien qu'il fit nuit noire, il était barré par dix soldats. Il ne me restait qu'à me rendre. Conduit au fort de Naulila et interrogé, je déclarais, — *ne pouvant révéler le véritable but de mon excursion* — que je m'étais égaré ».

Cet aveu est significatif. Un autre membre de la mission, encore plus qualifié, M. Schubert, a également donné dans son rapport d'intéressantes précisions à ce sujet :

« J'arrivai le 26 août à Loanda où j'appris par le Dr Eisenlohr, administrateur du consulat allemand, que le gouverneur du Sud-Ouest allemand l'avait prié d'envoyer des vivres d'Angola au Sud-Ouest. M. Eisenlohr me proposa de faire les démarches nécessaires pour que l'on fit parvenir des vivres du Sud d'Angola au Sud-ouest allemand. Je lui promis de m'en occuper car je savais, par mon séjour de trois ans et demi à Windhuk, que le Sud-Ouest africain n'était pas préparé pour un long blocus et qu'en cas de guerre la pénurie de vivres l'obligerait bientôt à capituler.

« Je retournai donc le 9 septembre à Mossamedes après avoir suivi la ligne du chemin de fer de Lobito.

« A la fin d'août, le commerçant Busch, de Luderitzbucht, était arrivé à Mossamedes; il essayait d'acheter en Angola du maïs et de la farine qu'il voulait transporter dans le Sud-Ouest par voie de terre. Autant que je sache, il avait informé le gouverneur qu'il avait l'intention de faire passer ces fournitures par l'Eriksondreef, le Swartboydreef et sur l'Okawango ».

C'est donc prouvé de façon incontestable que le vice-consul Schoss et l'ingénieur Schubert, membres d'une mission d'études allemandes, profitaient de certaines faveurs et garanties exceptionnelles accordées par le Gouvernement portugais pour se transformer en principaux agents de contrebande de denrées alimentaires, — en quoi ils violaient le décret prohibant la sortie de celles-ci.

En ce qui concerne le Dr Vageler, il avait parfaitement conscience de l'irrégularité de son acte puisque, nous l'avons vu, il se trouvait dans l'obligation de ne pas dire la vérité aux autorités portugaises afin de cacher sa mission.

Nous connaissons en outre le rapport du Dr Seitz, gouverneur impérial du Sud-Ouest africain allemand, qui jette une vive lumière sur l'organisation

des transports de vivres et sur le premier acte de l'invasion qui s'ensuivit. Voici textuellement ses déclarations :

« Etant donné que nous étions fort peu pourvus de denrées alimentaires j'essayai (en août 1914), par l'intermédiaire de marchands allemands, d'en acheter en Angola et de les faire traverser la frontière. C'est à cet effet que le marchand Busch de Luderitzbucht partit au milieu d'août pour Mossamedes. Comme nous n'avions, depuis longtemps, reçu aucune nouvelle d'Angola, l'officier, M. Bauer, s'offrit à essayer d'aller avec un « cutter » à Mossamedes, afin de chercher des renseignements. M. Bauer nous fit savoir à son retour que Angola était entièrement sous l'influence anglaise, et qu'il ne fallait pas songer à obtenir de cette colonie portugaise des denrées alimentaires.

« Néanmoins, quelque temps après, le Dr Schultze-Iena, chef du district de Outjo, m'écrivait qu'il avait appris par M. Bauer qu'un convoi de vingt charrettes à bœufs, chargées de denrées alimentaires, de farine, de maïs, de café, etc., était en route vers la frontière allemande. Lui-même, accompagné de quelques hommes de police, se rendrait à la frontière *pour prendre livraison du transport*.

« J'écrivis au Dr Schultze que j'étais d'accord quant à son voyage, mais que je devais l'engager à la plus grande prudence vu que, d'après certains radiogrammes interceptés, l'attitude du Portugal était peu sûre ».

C'est d'ailleurs seulement par la rive droite du Cunene que le convoi de chariots pouvait parvenir à Calueque. Or, dès son arrivée à cet endroit, comme nous le verrons avec plus de détails, le premier soin du Dr Schultze avait été d'envoyer par cette même rive droite et jusqu'à Dongoena un émissaire qui devait rencontrer en chemin les chariots et le délégué allemand chargé d'entrer en relations avec lui. Ce fut, en effet, à Dongoena que le Dr Vageler, dont il

a déjà été question, fut arrêté alors qu'il se dirigeait vers Eriksondreef (Calueque). Il y avait donc à la frontière un délégué allemand, le Dr Schultze-Iena, chargé de recevoir un des convois de provisions que le vice-consul Schoss expédiait d'Angola, en dépit des interdictions formelles du gouvernement portugais.

Toutefois une dénonciation signala aux autorités portugaises l'expédition d'un important convoi de 11 chariots. Et le sous-lieutenant portugais Sereno, qui commandait un détachement de cavalerie, fut chargé de s'emparer dudit convoi, ce qu'il fit assez heureusement. Les onze chariots furent saisis avec leurs chargements. La présence des troupes allemandes à la frontière complétait les travaux de la mission allemande qui, autorisée par le Gouvernement portugais, s'était employée à étudier le territoire du Sud d'Angola, jusqu'au fleuve Cunene, en vue de la construction d'un chemin de fer et, d'une façon générale, de la reconnaissance de la région. Elle était l'épilogue de l'invasion pacifique depuis longtemps préparée et exécutée. La preuve en est dans la quantité d'Allemands dirigés par Schoss qui s'étaient installés au Sud d'Angola dès avant la conflagration européenne. Même après et quoique en nombre moindre, ceux-ci faisaient, parmi les indigènes et les boërs, une propagande intensive contre les Portugais. Ils conseillaient aux nègres de déchirer les feuilles de contributions, de ne plus payer l'impôt des huttes, parce que, dans peu de temps, Angola deviendrait allemande, et ils fomentaient ainsi chez les uns et les autres l'esprit de révolte...

Tout ceci montre l'activité de la propagande et de l'espionnage des Allemands dans la colonie d'Angola, — avec l'espoir qu'elle tomberait sous la domination de l'Empire Germanique. Ce dessein s'affirme dans le fait que propagande et espionnage existaient déjà avant la guerre et que, dans toute la colonie, on ne parlait que d'une prochaine inva-

sion allemande. Les populations du Sud, en particulier, en était fortement impressionnées. Aussi, ne cessaient-elles de demander au gouvernement de prendre sur la frontière des mesures de défense et de protection assez efficaces pour pouvoir repousser une agression allemande et étouffer la révolte annoncée des indigènes et des boërs contre la domination portugaise. Ces appréhensions étaient très compréhensibles; d'une part, en effet, l'attaque sauvage du poste de Maziua au Mozambique était connue; d'autre part, les mystérieux déplacements des agents de Schoss ne passaient pas inaperçus. Déjà l'on indiquait même les directions probables de l'invasion allemande. On savait que des chariots pleins de provisions étaient partis pour le Damaraland et l'importance du convoi (chaque chariot transportait deux tonnes) faisait penser, non sans raison, qu'il était destiné à ravitailler les troupes allemandes qui se préparaient pour l'invasion.

Des bruits couraient que des patrouilles avaient déjà traversé le Cunene, près du confluent du fleuve des Eléphants, — soit à Swartboydreef, pour marcher sur Mossamedes, soit à Calueque (Eriksondreef) pour avancer sur le Plateau.

Dans sa déposition, Van der Kellen, hollandais qui a accompagné la mission allemande, rapporte ceci : « Deux boërs lui ont raconté que le boër Piet Duplessis, à son retour du Damaraland, où il s'était rendu pour le compte de Schoss, s'était mis en rapport avec eux. Il leur avait dit être chargé par les Allemands de suborner et de soulever en leur faveur les colons boërs et de faire sauter les viaducs du chemin de fer de Mossamedes... »

De son côté, M. Simões de Abreu, portugais, employé de la maison commerciale du Consul Schoss, déclare qu'il a entendu dire que Piet Duplessis avait été chargé de la mission d'inciter la colonie boër à un soulèvement contre les Portugais et de chercher à détruire le chemin de fer de Mossamedes

pour empêcher l'arrivée des troupes portugaises au Plateau. Le même déposant a entendu dire à des indigènes venus du Mucuma que des Allemands de passage leur avaient conseillé de ne pas payer l'impôt des huttes en leur disant que les Portugais voulaient les tromper avec de petits bouts de papier, qu'ils ne devaient pas accepter notre monnaie portugaise qui, bientôt, n'aurait plus de valeur. Ils leur avaient montré en même temps de la monnaie allemande, ajoutant que, dans peu de temps, elle serait très recherchée ».

Ces déclarations ont été confirmées par plusieurs autres déposants dont le chef boër de Humpata M. Wellen Venter et le portugais M. Ferreira de Paiva. Celui-ci a précisé :

« Le dit Duplessis lui raconta qu'une force allemande devait bientôt atteindre le Cunene pour venir occuper le district ».

Les agents de Schoss et surtout le boër Duplessis, intensifiant donc leur propagande à leur retour de Damara, répandaient la nouvelle que, très prochainement, des troupes allemandes approcheraient du Cunene et pénétreraient dans la colonie. On se rappelle l'arrogance de l'Allemagne, en 1914, et sa confiance aveugle dans la victoire, qu'une avance vertigineuse « Nach Paris » lui montrait prochaine. Il fallait donc, avant la fin de la guerre, que la colonie tombât en sa possession pour qu'au moment de la liquidation, ce fût un fait accompli.

Aussi lorsque le 13 Octobre parvint la nouvelle que des troupes allemandes étaient campées à Caluèque, tout le monde crut, et non sans raison, qu'il s'agissait de l'invasion germanique en voie de réalisation.

CHAPITRE VI

La première incursion allemande en Angola et ses conséquences.

Les premiers jours d'octobre 1914, une troupe allemande campait sur la rive gauche de Cunene, à 12 kilomètres de Naulila. Elle comprenait deux officiers, douze soldats européens et environ vingt soldats indigènes, avec une voiture attelée de quatre couples de mulets, toute la force étant montée. Parmi eux se trouvait l'administrateur de Outjo (Sud-Ouest africain allemand) le Dr Schultze-Iena.

Le 17 au matin, un des officiers et l'interprète de ce détachement se dirigent vers le fort de Dongoena, où ils arrivent à midi. Ils remettent au chef du poste une lettre qu'ils apportaient de la part du Dr Schulze et par laquelle celui-ci demandait des laissez-passer pour aller à Lubango, chef-lieu du district de Huila. Le commandant du poste les leur délivra pour Humbe où réside le chef de la circonscription dont relève Dongoena. Seul ce dernier, selon le commandant du poste, pouvait leur donner la permission de se rendre à Lubango. La lettre du Dr Schultze fut portée à Humbe par un civil, tandis que les deux allemands retournaient à Calueque, où ils arrivèrent le 18. C'est en raison de ces faits que le 17 octobre au soir parvint à Lubango la première nouvelle de l'arrivée des allemands sur le Cunene.

Voici quels étaient les termes exacts de la communication téléphonique adressée à ce sujet au Gouverneur du district d'Huila par l'administrateur de la circonscription de Humbe :

« Une mission composée d'Allemands et comprenant le gouverneur de Damara vient de camper sur le fleuve Cunene, près du poste de Dongoena, en vue de s'entretenir avec les autorités portugaises. Les Allemands paraissent animés d'intentions pacifiques. Je demande des instructions ».

Il ajoutait dans une autre communication téléphonique; « Si je ne reçois pas de réponse ce soir, je pars demain matin pour Dongoena afin de conférer avec les Allemands ».

En réponse à l'administrateur de Humbe, le Gouverneur du district de Huila envoyait le 18 à deux heures du matin la dépêche suivante :

« Gouvernement prescrit d'accueillir avec déférence, d'après les grades, et d'informer sur tout par cette même voie. Vous devez user d'adresse pour savoir s'il s'agit du Gouverneur et pour connaître avec certitude leurs intentions ».

C'est avec ces instructions que l'Administrateur de Humbe s'est présenté à Calueque pour conférer avec les officiers allemands. Il n'y arriva que le 19 à 9 heures et demie du matin, alors qu'ils étaient déjà partis pour Naulila avec l'officier portugais Sereno, comme nous allons le voir.

Que s'était-il donc passé entre-temps à Calueque ? Dès le 16 octobre, le sergent Gentil, commandant du fort de Naulila, avait été informé par un autrichien, vers deux heures de l'après-midi, que des forces allemandes étaient en marche vers le territoire portugais. Vers 11 heures du soir, un indigène de Dombondola l'avisait que, du côté de Onaladi, vers le fleuve Cunene, s'avancait une voiture escortée par 90 cavaliers et beaucoup de soldats allemands.

Le lendemain, 17 octobre, à 6 heures du matin Gentil prescrivit à une patrouille de faire une reconnaissance. A 12 kilomètres de Naulila, près du gué de Calueque, celle-ci rencontra un détachement allemand qui comprenait un sergent, un caporal, un clairon, un maréchal-ferrant et quinze cavaliers dont 5

européens et 10 indigènes. Il était commandé par le lieutenant de l'Etat Major allemand Loesch, qu'accompagnaient le Dr Schultze et le lieutenant Kurt Roeder ainsi que l'interprète Jensen, soldat d'origine danoise, les deux derniers étant partis la veille pour Dongoena. Une voiture à deux roues, tirée par huit mulets les suivait. La petite troupe était campée sur la rive gauche de Cunene, sur les hauteurs de Calueque, éloignées de 12 kilomètres du fort de Naulila. Invités à se rendre à ce fort, les Allemands ne voulurent rien entendre et remirent à la patrouille un billet adressé au commandant du même fort. Par ce document, le Dr Schultze demandait qu'on lui fixât le lieu et l'heure d'une entrevue, comme nous le verrons (1).

N'en comprenant pas le sens, le Sergent Gentil décida d'envoyer immédiatement ce billet au capitaine-major commandant le fort Cuamato. Il informait en même temps celui-ci de la présence de la force allemande rencontrée par sa patrouille.

Le capitaine-major de Cuamato envoya de suite l'ordre au sous-lieutenant Sereno, commandant d'un détachement de dragons stationné à Otoquero (fort situé entre Naulila et Cuamato), d'aller sans retard, avec ses hommes, reconnaître la force allemande. Il lui donna à cet effet des instructions dont nous donnons le texte plus loin (2).

Sereno arriva au campement allemand le 18 octobre vers 4 heures de l'après-midi, alors que Roeder et Jensen étaient déjà de retour de Dongoena; il était accompagné de treize cavaliers blancs et quinze fantassins indigènes. Les officiers allemands étaient en train de se baigner. Sereno les attendit un peu et enfin ils se présentèrent. Il leur demanda alors ce qu'ils faisaient en territoire portugais. A ce moment, une discussion s'éleva, au cours de laquelle le soldat Jensen servit d'interprète. Le lieutenant allemand Loesch,

(1) Vid. plus loin, chap. VII.

(2) Vid. plus loin, chap. VII.

prétendant être en territoire allemand, exhiba une carte allemande pour confirmer ses affirmations. Sereno lui objecta que la frontière portugaise était à quelques kilomètres plus au Sud, au parallèle passant par la chute d'eau de Ruacana. Il demanda à nouveau aux Allemands la raison de leur présence et le Dr Schultze lui répondit qu'ils venaient à la recherche d'un déserteur et qu'ils attendaient l'autorisation du chef de Humbe pour aller à Lubango parler au Gouverneur. Sereno leur dit alors que, là où ils se trouvaient, ce n'était pas le chef de Humbe, mais le capitaine-major de Cuamato qui, ayant juridiction sur la région, pouvait seul leur accorder l'autorisation d'aller à Lubango. Il les invita donc à aller avec lui au fort de Cuamato où ils pourraient s'entendre avec le capitaine-major. Le Dr Schultze lui demanda combien de temps on mettait pour faire ce voyage et s'il y avait des chances de trouver des provisions. Sereno lui répondit que, pour aller à Naulila, il fallait une heure et que, pour se rendre à Cuamato, on devait compter au moins cinq heures. Il ajouta qu'il y avait à Cuamato des maisons de commerce, des denrées et que le téléphone permettait d'y communiquer avec Lubango. Cette facilité plut au Dr Schultze qui déclara vouloir en profiter pour parler à M. Schoss, vice-consul allemand à Lubango.

Toutefois, Sereno l'ayant invité à le suivre immédiatement, le Dr Schultze répondit que la journée était trop avancée et qu'il valait mieux remettre le départ au lendemain matin. Sereno lui dit que ce qu'ils avaient de mieux à faire était de passer la nuit à Naulila et de repartir le lendemain pour Cuamato; il ajouta qu'ils feraient bien d'emporter avec eux les chariots et les lits de campagne car les commodités faisaient défaut au poste de Naulila. Cependant les Allemands préférèrent passer la nuit dans leur camp. Sereno ne s'y opposa pas et décida d'y rester également. D'ailleurs, comme l'a dit

dans son rapport officiel le lieutenant Colonel Roçadas, gouverneur du district de Huila en Angola : « le sous-lieutenant Sereno, cependant, n'avait pas cru à la raison invoquée par les Allemands de la poursuite d'un déserteur. Il était, au contraire, convaincu qu'ils n'avaient d'autre but que de détourner l'attention des autorités portugaises, afin de pouvoir faire passer dans le Damaraland onze voitures chargées d'approvisionnements appréhendés quelques jours avant par les autorités portugaises, et dont les officiers allemands présents ignoraient encore la prise ».

Sereno dîna avec les Allemands, qui lui parlèrent de la guerre « à laquelle était mêlée (sic) l'Allemagne ». Ils montrèrent le journal « O Seculo » et, (ajoute le gouverneur Roçadas dans son rapport) « cherchèrent à savoir à quoi étaient destinées nos troupes venues aux colonies et auxquelles ce journal faisait allusion. Ils étaient surpris qu'à cette époque (celle des pluies) on pensât à occuper le Cuanhama, et ils se méfiaient du but de l'expédition. Sereno répondit que cette méfiance était injustifiée et fit de son mieux pour les convaincre des avantages que l'opération présentait alors, à une époque permettant d'éviter les difficultés occasionnées par le manque d'eau ».

Le lendemain, 19, vers huit heures du matin, le Dr Schultze, le lieutenant Loesch, le lieutenant Roeder, et l'interprète Jensen, accompagnés de trois soldats indigènes, quittent leur campement et se dirigent vers Naulila. Au départ, le lieutenant Sereno qui les guide, envoyant en avant quinze indigènes dont il n'avait pas besoin, ne garde avec lui que les dragons. A un quart d'heure du fort environ, Sereno met pied à terre et les Allemands en font autant, pour donner à boire à leurs chevaux.

C'est à ce moment que Sereno appelle le caporal portugais Gonsalves, n° de matricule 95, et lui dit d'aller en avant prévenir le sergent Gentil, comman-

dant du fort, pour qu'il prépare un déjeuner pour les Allemands et pour lui.

Le caporal, en revenant, se borne à dire à Sereno que ses ordres étaient exécutés.

Que se passe-t-il lors de l'arrivée des officiers allemands et de Sereno au fort de Naulila ? Ils entrent dans l'enceinte du fort vers neuf heures trente minutes et s'arrêtent auprès d'un grand arbre qu'on appelle « baobab », où ils mettent pied à terre. Sereno ordonne de désharnacher ses chevaux. Ceux des officiers allemands et de Jensen sont confiés aux gardes d'écurie qui les accompagnaient. L'ordre de se disperser est donné aux soldats portugais et indigènes qui s'en vont dans la direction de leur « Sanzala » (village indigène). Seul un ou deux demeurent, curieux de voir des étrangers. Le caporal Gonsalves reste aussi, Sereno lui ayant recommandé de surveiller attentivement tous les mouvements des Allemands. Les officiers avancent dans l'intérieur du fort. A ce moment, Sereno remarque que le Dr Schultze donne un ordre à un de ses officiers et que celui-ci se dirige vers l'endroit où se trouvent leurs chevaux. Ensuite Jensen demande (peut-être pour trouver un prétexte) si le capitaine-major n'est pas là. Sereno lui répond qu'il est à Cuamato. Jensen a l'air de s'étonner; il adresse en allemand quelques paroles au Dr Schultze, qui semblent mécontenter celui-ci jusqu'au point de faire le geste de ne vouloir rester davantage. Sereno annonce qu'on va déjeuner et qu'ensuite on se rendra à Cuamato. Il ajoute ne pas pouvoir les laisser partir; et, pour leur prouver qu'il doit, à cet égard, se conformer à ses instructions, il demande au sergent Gentil de lui remettre l'ordre de service qu'il avait reçu du capitaine-major. Il invite Jensen à le traduire. Mais celui-ci ne comprend pas, ou dit ne pas comprendre et demande à Sereno de lire lui-même, ce que ce dernier doit faire à plusieurs reprises, Jensen n'ayant qu'une connaissance très imparfaite du portugais. Lui-même l'avoue dans sa déposition,

lorsqu'il dit : « J'ai prié l'officier portugais de me lire ce document car je ne savais pas suffisamment le portugais... » Qu'a-t-il répété en allemand au Dr Schultze ? On ne le sait point. Toujours est-il qu'une discussion s'engage alors entre l'officier portugais, qui ne parle que portugais, et le Dr Schultze, qui ne s'exprime qu'en allemand. C'est à ce moment que le caporal Gonsalves vient prévenir Sereno que les allemands sont en train de seller leurs chevaux. Surpris du fait, Sereno fait remarquer au Dr Schultze, par l'intermédiaire de l'interprète, que l'ordre de seller était inexplicable, attendu que l'on ne devait se rendre au fort de Cuamato qu'après le déjeuner. Le Dr Schultze ne veut rien entendre et, avec ses compagnons, se dirige du côté où se trouvent les chevaux, qui sont bridés immédiatement. Le sous-lieutenant Sereno fait encore remarquer qu'ils doivent aller tous à Cuamato. Malgré cela, les Allemands sautent précipitamment en selle et tentent de s'enfuir. A ce moment, Sereno prend la bride du cheval de l'Administrateur Schultze et lui fait dire par l'interprète qu'il s'oppose à son départ car il doit, sous sa responsabilité vis à vis de son Gouvernement, l'accompagner jusque devant l'autorité compétente.

En réponse, le Dr Schultze prend sa carabine et, en dirigeant le canon vers Sereno, le vise à la poitrine. Celui-ci est prévenu en même temps, par le caporal Gonsalves, que les compagnons du Dr Schultze ont armé leurs revolvers. Sereno est tête nue et sans armes; il entend encore un de ses hommes s'écrier en portugais : « *Ah, meu tenente, que o vas matar !* (Ah, mon lieutenant, ils vont vous tuer) ».

Alors, devant cette attitude hostile, menacé de mort, il ordonne à ses hommes de faire feu. Le Dr Schultze, qui avait déjà dégagé de force sa monture des mains du lieutenant Sereno, est atteint par une balle et tombe mort à quelques mètres de distance, où l'avait porté l'élan de son cheval. D'autres coups de fusil partent. Le lieutenant Roeder qui, le pre-

mier, a quitté le fort au galop, tombe au-delà du fil de fer barbelé. Loesch est tué à quelques centaines de mètres alors qu'il galope devant Jensen, lui-même blessé et qui cherche à s'enfuir du côté du fleuve où il sera fait prisonnier.

Tel fut le résultat de la première incursion des forces allemandes dans le territoire d'Angola, en dépit de la bonne volonté dont les autorités portugaises avaient fait preuve, bonne volonté qui fut contrariée par l'attitude hostile et inattendue du D^r Schultze après son entrée dans le fort de Naulila.

Il semble, en effet, que le D^r Schultze avait accepté l'invitation du sous-lieutenant Sereno, d'aller à Cuamato. Cependant les Allemands demeurés à leur campement y attendaient le jour même, dès midi, son retour et celui de ses compagnons. Ceci résulte de ce que déclara, à ce moment-là, le sergent commandant le détachement qui était resté à Calueque : « Mon Lieutenant n'est pas maître de ses actions, puisque, d'après ce qu'il m'a dit, il devrait être déjà ici ».

Les tragiques événements qui viennent d'être relatés ne durèrent pas plus de 15 minutes. Ceci explique que la précipitation de ces faits ait rendu inutile l'intervention directe du chef de la circonscription de Humbe. Celui-ci, comme nous l'avons déjà dit, arriva à 9 heures à Calueque, où il ne trouva que le sergent allemand et ses soldats qui l'informèrent du départ de leurs supérieurs pour Naulila. Il décida d'attendre sur place le retour du D^r Schultze, mais, voyant qu'il tardait beaucoup, il envoya au commandant de Naulila le soldat européen Gefreiter Kimmel, avec un billet écrit au crayon l'informant de sa présence au camp allemand.

Lorsque les événements de Naulila parvinrent à la connaissance du sergent allemand demeuré à Calueque, celui-ci voulut en tirer vengeance sur la personne de l'administrateur de Humbe et sur le poste

de Dogoena qu'il se disposa à attaquer.

Après avoir tout essayé pour suborner, mais sans succès, un nommé Van der Kellen qui accompagnait l'Administrateur de Humbe, le sergent allemand décida finalement de retourner au Damara-land avec les forces qu'il commandait.

Il fut accompagné par l'agronome Vageler, membre d'une des missions germano-portugaises dont nous avons parlé plus haut, qui déclara à cette occasion : « C'est la guerre ».

Voilà ce qu'on a appelé l'incident de Naulila. Il a une importance capitale, non seulement en ce qui concerne les responsabilités directes qu'il met en jeu, — mais surtout en égard aux conséquences que les Allemands ont prétendu en tirer. Par la suite, en effet, presque tous les forts ou postes situés sur les bords du fleuve Cunene furent saccagés par les Allemands et les occupants en furent massacrés. Ils n'essaient pas d'ailleurs de le nier, mais prétendent expliquer et même justifier leur attitude en disant que tous les dommages causés après Naulila l'ont été à titre de représailles, alors que, comme nous le verrons, les Allemands n'ont fait de la sorte que continuer leur invasion du Sud d'Angola. D'ailleurs, il est tout au moins paradoxal de vouloir exercer des représailles contre un pays dont la frontière a été violée. L'incident de Maziua, dont nous avons parlé au chapitre précédent, est antérieur à celui de Naulila, et les Allemands se reconnaissent responsables des massacres, des incendies et de toutes les horreurs qui l'ont accompagné. Dès lors et en admettant même, par hypothèse, que les événements de Naulila ne fussent pas exclusivement imputables aux Allemands, le Portugal n'avait-il pas le droit de prendre toutes les précautions contre les Allemands rencontrés près de Naulila ?

CHAPITRE VII

Les responsabilités dans l'incident de Naulila.

Il est impossible d'envisager juridiquement l'étendue des indemnités dues par l'Allemagne au Portugal aux termes du paragraphe 4 de l'annexe à l'article 298 du traité de Versailles, sans déterminer de façon précise quels sont les responsables des graves événements que nous venons d'exposer et qui sont la clef de la question qui nous occupe.

A cet effet, il nous faudra étudier successivement ces trois points :

1° Les Allemands campés à Calueque avaient-ils envahi le territoire portugais, ou se trouvaient-ils en territoire allemand ?

2° Comment expliquer ces deux attitudes contradictoires du Dr Schultze qui d'abord dit vouloir s'entretenir avec les autorités supérieures portugaises et ensuite, une fois à Naulila, décide de retourner à son camp coûte que coûte ?

3° Peut-on accuser le lieutenant Sereno d'être responsable des événements qui s'ensuivirent ou, au contraire, a-t-il tout simplement accompli ses devoirs de militaire et de représentant de l'autorité ?

1° Les Allemands campés à Calueque avaient-ils envahi le territoire portugais, ou se trouvaient-ils en territoire allemand ?

Avant la guerre, le Sud d'Angola confinait avec le Sud-Ouest africain allemand ou Damaraland. Une convention fut signée à Berlin le 30 décembre 1886 entre les gouvernements portugais et allemand, afin

de déterminer la ligne-frontière séparant ces deux colonies. Voici ce que dit l'article 1^{er} de cette convention, ratifiée le 14 juillet 1887 :

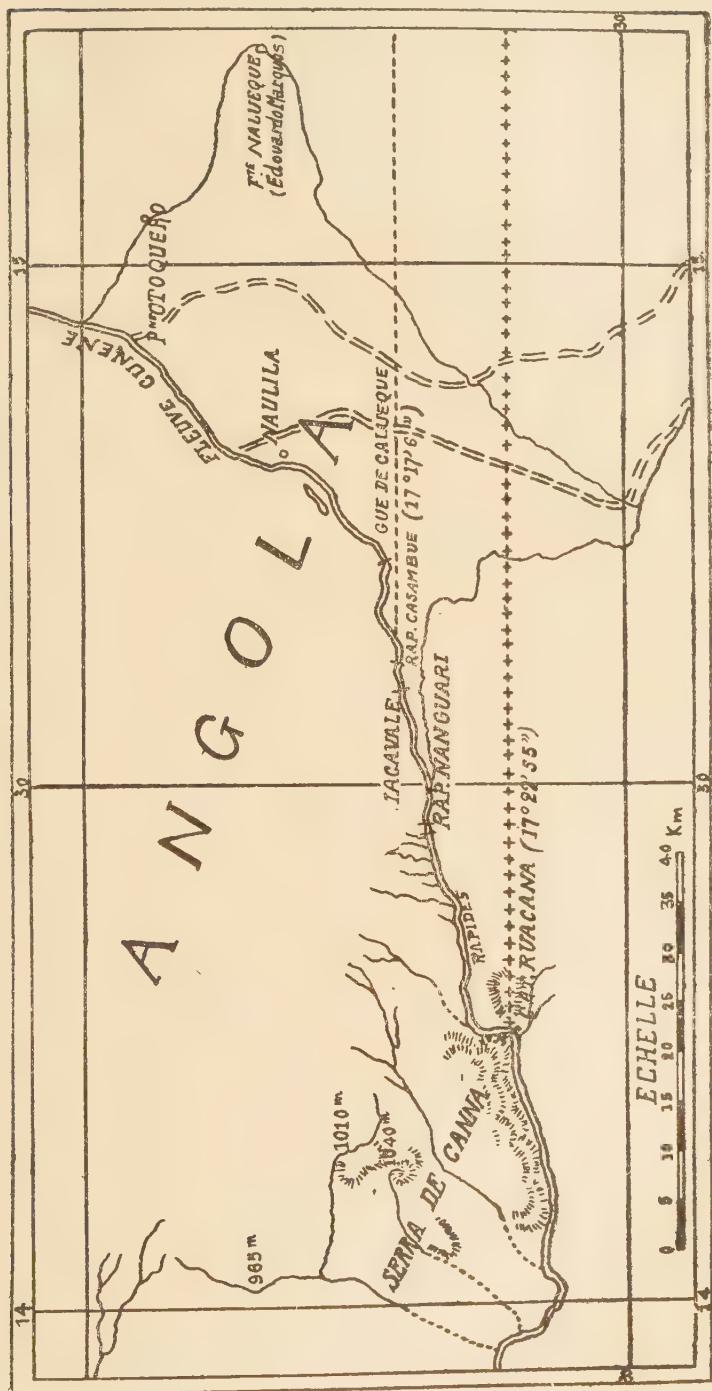
« Article 1^{er}. — La frontière entre les possessions portugaises et allemandes, dans le sud-ouest africain, suivra le cours du fleuve Cunene, depuis son embouchure jusqu'aux cataractes formées par ce fleuve au sud de Humbe, en traversant la montagne de Cana. De là elle suivra le parallèle jusqu'au fleuve Cubango, dont elle empruntera le cours jusqu'au lieu de Andara, qui restera dans la sphère des intérêts allemands. Au-delà, la frontière se dirigera en ligne droite, vers l'est, jusqu'aux rapides de Catima dans le Zambèze. »

L'Allemagne désirant s'attribuer, non seulement la plupart des cataractes et rapides de cette région, très importants au point de vue de l'énergie électrique que l'on peut en tirer, mais aussi le maximum d'eau du Cunene pour l'irrigation de certaines de ses régions voisines, n'a jamais voulu reconnaître la cataracte de Ruacana comme celle indiquée dans l'article premier de la convention de 1886.

Se basant d'une part sur le fait que le fleuve Cunene forme à cet endroit plusieurs cataractes et, d'autre part, sur les mots « au Sud de Humbe », l'Allemagne prétendait que le parallèle en question était celui passant par les rapides de Casembue, première chute d'eau du fleuve au Sud de Humbe.

De son côté, le Portugal soutenait que le parallèle était celui passant par Ruacana, seule vraie cataracte du fleuve Cunene.

Il semble que le Portugal avait raison. En effet, suivant les termes mêmes de l'article, la seule cataracte que le fleuve forme *en traversant la montagne de Cana* est celle de Ruacana et c'est la première que l'on rencontre en suivant le cours du fleuve *depuis son embouchure*. Toutes les autres chutes d'eau du Cunene et surtout les rapides de Casambue sont très éloignés de la montagne de Cana.



De plus, il ne faut pas oublier que l'article cité parle de *cataracte* et qu'il serait tout au moins illogique de prendre comme telle le rapide de Casambue qui accuse une différence de niveau de 11 m. 22 sur 1.400 mètres de parcours, — ce qui le rend du reste navigable presque toute l'année, — alors que, quelques kilomètres plus bas, le fleuve se précipite à Ruacana d'une hauteur de 70 mètres. Ruacana est la plus forte chute du fleuve Cunene et la seule qui mérite le nom de cataracte. Il y avait là manifestement, de la part de l'Allemagne, une querelle en tous points semblable à celle qui, en 1894, aboutit à l'usurpation du territoire de Kionga au Mozambique.

Ici encore, c'est l'interprétation abusive d'une convention, c'est l'établissement d'une zone neutre, ce sont des discussions interminables, jusqu'au jour où l'Allemagne fera le saut du tigre, s'emparant par la force des territoires qui lui conviennent. Toute l'histoire de la colonisation allemande est, nous l'avons vu, illustrée de faits de cette nature (1).

Quoiqu'il en soit, il avait été convenu entre les deux pays que l'on considérerait comme « zone neutre ou contestée » la bande de territoire comprise entre le parallèle passant à Ruacana et celui passant aux rapides de Xibumbi-Mabanda (Nanguari).

Or, le Dr Schultze campé à Calueque avait non seulement quitté le territoire allemand, mais même dépassé la zone neutre et envahi le territoire portugais. En effet, le fleuve Cunene suit dans cette région une ligne N.E.—S.O. dans le sens du courant. En descendant ce fleuve on passe d'abord le gué de Calueque-Eriksondreef, plus loin les rapides Casambue, à 6 kilomètres les rapides Iacavala, ensuite à 5 kilomètres Calenda, Xibumdi-Mabanda,

(1) Une convention fut signée le 1^{er} juillet 1926 entre le Portugal et l'Union Sud-Africaine qui exerce actuellement un mandat sur ce territoire. De par cette convention, le point de vue portugais fut entièrement confirmé.

(Nanguari) puis à 4 kilomètres Xibundi, tout de suite après Matanda et enfin Ruacana à 2 kilomètres plus en aval. Il en résulte que les parallèles de Xibumbi-Mabanda, de Iacavala et même de Casambue sont tous au sud de celui de Calueque. Mais la zone neutre ne peut être située qu'entre les parallèles de Ruacana et Xibumbi-Mabanda. Atteindrait-elle le parallèle de Iacavala et même celui de Casambue, comme les Allemands l'avaient autrefois proposé, que le Dr Schultze ne se serait pas moins trouvé en territoire portugais non contesté (1).

Cependant, le jour où Sereno rencontra les Allemands campés à Calueque, ceux-ci prétendirent se trouver en territoire allemand, ce qui donna lieu à des discussions entre lui et le lieutenant Loesch.

Voyons tout d'abord ce que dit l'interprète Jensen à ce sujet, dans sa déposition :

« Le Lieutenant portugais s'appelait Sereno. Il nous demanda ce que nous désirions ou ce que nous cherchions dans ces parages. Le Dr Schultze fit répondre qu'il s'était fait annoncer la veille à la station de Dongoena, qu'il avait en outre expédié une lettre au chef de Humbe, lui demandant un entretien et qu'il attendait sa réponse. Le lieutenant portugais Sereno lui répliqua alors que nous nous trouvions en territoire portugais car la frontière passait plus loin en aval, près de la cataracte. A ce moment le lieutenant Loesch se mêla à la conversation et dit : « Non, nous nous trouvons encore en territoire allemand ». Montrant en même temps les deux petits sommets qui s'élevaient de l'autre côté du Cunene, vis à vis du point où nous campions, il observa : « Les deux petites hauteurs indiquent,

(1) Pour les affirmations que nous venons de faire, nous nous sommes basés sur l'étude très approfondie que le colonel du génie Roma Machado a faite de la région. M. Roma Machado qui fut un des négociateurs pour le Portugal de l'accord du 1^{er} juillet 1926 a publié ses travaux dans le Bulletin Officiel du Ministère des Colonies Portugaises de décembre 1926.

sans erreur possible, que nous nous trouvons près de Eriksendreef. D'ailleurs vous pouvez vous assurer vous-même, en consultant nos cartes, que cette rive du Cunene est encore allemande. Il est exact, ajouta-t-il, que la limite extrême est marquée par la cataracte, mais la ligne frontière passe par le point où nous nous trouvons ». Sereno répondit que ce devait être une vieille carte qui n'était pas exacte; puis il nous montra sur la sienne où se trouvait la station dite de Naulila que les indigènes appellent Esinka et qui était marquée à environ dix kilomètres au nord-est en amont du Cunene ».

De même, dans les dépositions de Baericke et Kimmel, il est dit : « Le sous-lieutenant Sereno fit observer par l'interprète Jensen au D^r Schultze qu'il (le D^r Schultze) se trouvait en territoire portugais et devait immédiatement se retirer de l'autre côté de la ligne frontière allemande. Le D^r Schultze contesta le fait et montra au sous-lieutenant Sereno la carte coloniale de Sprigade et Moisel, d'après laquelle la frontière allemande court d'Eriksondreef vers l'est et non pas, comme le prétendait Sereno, à partir de la cataracte ».

Il faut noter, en passant, que, sur une carte Sprigade et Moisel, prise plus tard sur les Allemands, lors du combat de Naulila, ni Eriksondreef, ni Swartboydreef ne sont mentionnées.

Le D^r Vageler dit aussi :

« Le lieutenant portugais se présenta au D^r Schultze comme étant le commandant du fort Naulila et aurait, dit-on, fait aussitôt des observations à cause de la violation de la frontière qu'il croyait pouvoir démontrer à l'aide de la carte ».

M. Norton de Mattos, Gouverneur général de la Province d'Angola de 1912 à 1915, a aussi émis son opinion à ce sujet en mai 1926, lors de sa déposition devant le tribunal arbitral chargé du différend portugais-allemand. Voici comment il s'exprime :

« Dès le premier télégramme relatant l'incident,

on savait que les Allemands étaient campés, d'après la carte d'Angola, en territoire portugais. Ensuite j'ai eu la précision que ces troupes étaient dans un endroit qui figure sur la carte sous le nom d'Erikson-dreef. Cet endroit est à 4 ou 5 kilomètres au Nord de la ligne que les Allemands prétendaient être la frontière Sud de l'Angola, ce que nous n'avons jamais voulu accepter, la frontière devant être une ligne plus au Sud. Les Allemands disaient que cette ligne-là était la limite de la colonie d'après la convention que nous avons passée avec l'Allemagne en 1886. L'endroit du campement était en fait au nord de la ligne allemande. Ils étaient sans aucun doute, non pas dans la zone en litige, mais franchement dans le territoire portugais à, au moins, 4 kilomètres au Nord. Je dois dire, en toute franchise, que je connais la difficulté de localiser les endroits, dans des régions sans aucune référence, sans presque aucune occupation et avec des cartes imparfaites. Mais il n'est pas permis de supposer que les Allemands s'imaginaient être dans la zone en litige, et encore moins en territoire allemand ».

Et, dans une autre partie de sa déposition, le Gouverneur ajoute : « Des instructions avaient été données pour que la zone en litige fût respectée, mais je dois observer qu'elle ne le serait qu'au cas où les Allemands la respecteraient aussi. Naturellement, au point de vue militaire, en cas d'invasion par les Allemands, cette zone devait être considérée comme territoire national. Il en serait de même pour les Allemands en cas d'invasion de cette zone par les troupes portugaises. En effet, une zone neutre, une zone en litige, du moment qu'elle est envahie par des troupes d'un des deux pays, doit, de ce fait, être considérée par l'autre pays comme zone appartenant au territoire envahi ».

C'était pour les Allemands une vieille habitude d'entrer en territoire portugais et de soutenir qu'ils se trouvaient en territoire allemand. Rappelons, à

ce sujet, ce qui se passa en 1909, avec le gouverneur de Huila, D. João de Almeida. Celui-ci le raconta dans son livre « Le Sud d'Angola ».

Quand il arriva à Cuangar pour y construire un fort, il y rencontra des Allemands qui lui dirent être convaincus que ce territoire leur appartenait. Comme il les sommait de se retirer, leur commandant déclara qu'il était venu sur l'ordre de son Gouvernement établir un poste de police à Chimena et que la présence des forces portugaises était pour lui une surprise.

« En termes polis et corrects, mais péremptoires, écrit D. João d'Almeida, nous lui répondîmes que nous ne pouvions accepter sa prétention, qu'il se trouvait en territoire portugais et que nous l'invitions à se retirer immédiatement au Sud du parallèle passant à peu près par le fort que nous construisions et qui marquait la frontière des deux pays. Il prétendit nous convaincre que la frontière passait plus au Nord, ainsi que ses cartes l'indiquaient. Nous constatâmes en effet que celles-ci n'étaient pas semblables aux nôtres. Nous pûmes cependant prouver leur inexactitude et la nécessité qui s'imposait aux Allemands de quitter notre territoire. Ceux-ci montèrent à cheval et s'en furent dans leur camp ».

Nous voyons que, déjà en 1909, les Allemands soulevaient des discussions de territoires et se servaient de fausses cartes. A titre de curiosité, remarquons que le parallèle qui traverse Cuangar est celui-là même qui passe aux cataractes de Ruacana sur le Cunene.

2° Comment expliquer ces deux attitudes contradictoires du Dr Schultze qui d'abord dit vouloir s'entretenir avec les autorités supérieures portugaises et ensuite, une fois à Naulila, décide de retourner à son camp coûte que coûte ?

Le premier soin du Dr Schultze en arrivant à Calueque est de signaler aux autorités portugaises sa

présence en ce lieu et de demander la permission de se rendre à Lubango. Il paraît donc animé des meilleures intentions. Cependant, certain d'être vu par des indigènes qui ne manqueraient pas de prévenir ces mêmes autorités, il ne fait qu'agir prudemment. Cela lui permettra, en attendant la réponse, de faire la réception du convoi de chariots et au besoin d'organiser par ce moyen le plan de ravitaillement des troupes allemandes et d'une invasion ultérieure d'Angola. Cependant, au lieu de la réponse attendue, il voit arriver le sous-lieutenant Sereno avec ses dragons. Il ne lui reste, devant l'infériorité numérique de son détachement, qu'à voiler ses véritables intentions. Quand donc l'officier portugais lui fait savoir que seul le capitaine-major du Cuamato peut lui donner l'autorisation d'aller à Lubango et que c'est à lui, Sereno, qu'il appartient de l'emmener jusque devant cette autorité, le Dr Schultze ne peut faire autrement que de lui répondre qu'il est prêt à le suivre. Il sait parfaitement bien que, se trouvant en territoire portugais, avec un détachement armé, son refus impliquerait logiquement son arrestation et, partant, l'effondrement de ses vrais objectifs.

Les Allemands ont voulu faire croire plus tard, que le sous-lieutenant Sereno aurait dit au Dr Schultze que le capitaine-major était à Naulila, et qu'en arrivant à ce fort, Sereno aurait déclaré que celui-ci était parti pour Cuamato où il les attendait. Craignant alors un guet-apens, ils seraient montés précipitamment à cheval et auraient voulu se sauver coûte que coûte. C'est dans ce sens qu'à déposé l'interprète Jensen. Toujours est-il que le Dr Schultze manifestait l'intention de se rendre à l'endroit fixé par Sereno pour rencontrer le capitaine-major; pourquoi, dès lors, refuse-t-il de le suivre jusqu'à Cuamato? D'ailleurs un fait prouve que le Dr Schultze savait parfaitement bien qu'il devait se rendre à Cuamato : c'est lorsqu'il déclare à Sereno, qui l'invite à le suivre immédiatement, que la jour-

née étant trop avancée il vaut mieux remettre le départ au lendemain. En parlant de la sorte, le Dr Schultze ne peut pas croire qu'il s'agit d'aller simplement à Naulila, puisque ce poste n'est qu'à une heure de distance du lieu où il se trouve. Il a donc parfaitement compris qu'il devait se rendre à Cuamato, situé à 60 kilomètres — distance qui, dans ces régions, ne peut être couverte à cheval en moins de 6 heures.

Ainsi nous les voyons partir le lendemain à destination de Cuamato passant par Naulila. Pourquoi donc, une fois arrivé à ce dernier fort, le Dr Schultze fait semblant de s'étonner de ne pas y trouver le capitaine-major ? Il cherche évidemment un prétexte pour s'en aller. Il ne veut à aucun prix s'éloigner du gué de Calueque et peut-être aussi a-t-il peur de subir les conséquences de la découverte de tout son plan, dès qu'il serait à Cuamato. Vouloir expliquer son changement d'attitude par la crainte d'un guet-apens est un argument sans valeur car l'officier portugais n'avait nullement besoin de les attirer dans le fort de Naulila pour les arrêter, — la supériorité numérique de ses forces lui permettant de le faire à Calueque si telle était son intention.

3° Peut-on accuser le lieutenant Sereno d'être responsable des événements qui s'ensuivirent ou, au contraire, a-t-il tout simplement accompli ses devoirs de militaire et de représentant de l'autorité ?

Nous savons que le 17 octobre, un billet du Dr Schultze pour le sergent Gentil, commandant du fort de Naulila, avait été remis à deux soldats portugais qui, en patrouille, étaient venus au campement allemand. Ce billet était ainsi conçu : « Monsieur, excusez ce paper et cette lettre mais je ne parle pas bien le français. Je suis venu de Outjo et j'ai envoyé deux de mes accompagnateurs à Dongoena, pour notifier au commandant de mon arrivée et parce que je crois que Dongoena serait la sta-

tion la plus prochaine. Je vous propose une entrevue. Veuillez destiner place et temps. With kind regards (a) *Schultze-Iena* » (Sic).

Le commandant du fort envoie immédiatement ce document au capitaine-major qui réside à Cuamato. Celui-ci, à son tour, ordonne au sous-lieutenant Sereno, qui est à Otoquero, à mi-chemin entre Naulila et Cuamato, d'aller reconnaître les forces allemandes. Voici les termes des instructions qu'il lui donne à ce sujet :

a) Lorsque vous arriverez au poste (Naulila) vous prendrez les mesures de défense que vous croirez les plus convenables;

b) Ensuite vous irez reconnaître la troupe allemande. Si vous êtes en force suffisante pour la désarmer et l'interner, faites-le et conduisez-la au fort Roçadas, car le siège de la capitainerie présenterait à cet effet des difficultés résultant du manque d'eau pour les Allemands et le bétail;

c) Dans l'impossibilité d'observer les instructions du paragraphe b) concernant l'arrestation et le désarmement, vous agirez avec diplomatie, cherchant à savoir ce qu'ils prétendent.

« Je ne veux pas, par ces instructions, gêner votre initiative dont vous userez selon les circonstances ».

Ce dernier paragraphe est très important puisqu'il laisse au lieutenant Sereno une certaine liberté d'action. Voici ce que dit à ce sujet l'ancien gouverneur Roçadas, devant le tribunal arbitral, en Juin 1924 : « J'insiste sur ce que j'ai dit, à savoir, que d'après moi, le sous-lieutenant Sereno n'avait pas l'ordre strict d'arrêter le Dr Schultze. Il avait l'ordre d'aller reconnaître les forces qui l'accompagnaient et de l'arrêter ou non selon les circonstances. Il s'est comporté suivant ses instructions en agissant avec détermination et en cherchant à savoir ce que voulaient les allemands. Et c'est surtout après que le Dr Schultze eut déclaré qu'il se proposait de voir per-

sonnellement le capitaine-major que Sereno a écarté l'idée de l'arrestation. N'ayant pas l'ordre strict d'y procéder, il a agi suivant ses instructions. Je crois devoir ajouter qu'un officier portugais n'est pas un automate et qu'il a la faculté d'agir d'une façon intelligente, en faisant œuvre d'initiative ».

Nous voyons donc que lorsque Sereno se dirige vers le campement allemand à Calueque, il est décidé à n'agir qu'avec diplomatie.

Il trouve des Allemands en territoire portugais et non seulement il ne les arrête pas, mais les laisse s'avancer en armes jusqu'à Naulila où ils doivent déjeuner.

L'interprète Jensen lui-même raconte que « le lieutenant Loesch demanda la permission d'emporter son fusil afin de pouvoir, à l'occasion, abattre quelque gibier, ce à quoi Sereno répondit : « Mais volontiers ».

Ce n'est qu'à Naulila que les Allemands prennent une attitude hostile. Sans donner aucune explication, ils décident de s'en retourner. Sereno qui jusqu'alors ne s'était nullement départi de la ligne de conduite qu'il s'était fixée, leur signifie à ce moment, et c'est logique, qu'il les retient. Il ne peut, en territoire portugais, laisser s'enfuir des officiers étrangers armés.

Sereno a donc simplement rempli son devoir. Les Allemands ont voulu mettre en doute ses bonnes intentions et l'accuser d'avoir préparé un guet-apens avant l'arrivée à Naulila. Ils ont prétendu, en effet, se basant sur la seule déposition de l'interprète Jensen, que, sous prétexte de faire préparer le déjeuner, Sereno envoya en avant le caporal Gonsalves avec un message pour le sergent Gentil. Par ce message, Gentil aurait été invité à écrire une fausse lettre du capitaine-major de Cuamato, dans laquelle celui-ci se serait excusé auprès des Allemands de ne pouvoir les attendre à Naulila, étant obligé de rentrer à son poste...

L'absurdité d'une pareille manœuvre saute aux yeux. Elle a été ouvertement contestée par Sereno lui-même dans la déposition faite devant le capitaine-major, quelques jours après l'incident : « En cours de route et afin d'éviter des retards, dit-il, j'ordonnai au caporal 95 (Gonsalves) de nous devancer et d'avertir le sergent Gentil, d'avoir à préparer le déjeuner pour tous mes invités ».

Ce sergent Gentil confirma entièrement ces déclarations dans les termes suivants : « Le lendemain, 19, vers 9 heures, est arrivé le caporal 95 qui m'a transmis de la part du sous-lieutenant Sereno l'ordre de préparer le déjeuner pour 4 Allemands qui l'accompagnaient ».

Contre ces deux dépositions concordantes ne peut prévaloir l'affirmation de Jensen, résumée ci-dessus, d'autant plus qu'il avait une grande difficulté à comprendre le portugais (1).

La simple logique montre d'ailleurs que les agissements imputés à Sereno eussent été précisément à l'encontre du but machiavélique qu'on veut lui attribuer. Il voulait, dit-on, attirer les Allemands au fort de Naulila, en leur faisant croire qu'ils y rencontreraient le commandant de Cuamato. Il devait donc attendre, pour les détromper, qu'ils fussent arrivés au point où il voulait les amener.

L'hypothèse d'un guet-apens ne serait à envisager que si l'on reconnaissait implicitement l'impossibilité pour Sereno d'arrêter à Calueque toute la troupe allemande qui y était campée.

Or, nous savons précisément le contraire, et que, aux dires mêmes du lieutenant allemand Loesch, la supériorité numérique du détachement de Sereno lui aurait permis de le faire si telle avait été son intention.

(1) Le Lieutenant Aragão qui après l'incident de Naulila a procédé à l'interrogatoire de l'interprète Jensen, n'a pu s'en faire entendre ni le comprendre lui-même, tellement il parlait mal le portugais.

Quiconque, enfin, a connu le sous-lieutenant Sereno, mort en héros quelque temps après au combat de Naulila dont nous parlerons plus loin, ne peut que repousser les accusations dont il fut l'objet en cette circonstance. Voici ce que dit de lui le lieutenant commandant Aragão, qui était à la tête de la cavalerie portugaise au combat de Naulila : « Le sous-lieutenant Sereno était un militaire qui aimait son devoir et l'accomplissait en soldat. C'était un homme très simple. Il sortait du rang, mais j'ai toujours eu de lui la meilleure impression au point de vue de ses qualités morales. Il était incapable d'un manque de loyauté et il avait une haute conscience du point d'honneur ».

A la question que l'arbitre posa au commandant Aragão : « Etes-vous d'avis qu'il était absolument incapable de tendre un guet-apens aux Allemands, comme on le lui reproche ? » Il répondit : « Absolument incapable ».

Du point de vue militaire, il n'est pas douteux que le sous-lieutenant Sereno ne pouvait se comporter autrement. Pouvait-il les laisser partir ? On l'eût accusé le lendemain de lâcheté et de manquer à son devoir de soldat. Il avait reçu l'ordre de conduire à Cuamato tous les officiers allemands trouvés en armes sur le sol portugais ; il devait exécuter l'ordre qu'il avait reçu. Voici du reste dans quels termes s'exprima à ce sujet le gouverneur général de la province d'Angola, M. Norton de Mattos, lors de la déposition dont nous avons déjà parlé :

« Je déplore beaucoup l'incident de Naulila ; mais il est certain que les auteurs de cet incident ont été les Allemands en raison surtout de leur manque de considération pour les peuples qu'ils croient sans force. Si une troupe allemande n'eût pas traversé la frontière et campé dans notre territoire avec l'intention évidente d'y faire une reconnaissance ; si un fonctionnaire allemand avait obéi comme il le devait aux instances d'une autorité portugaise qui, en

conséquence d'ordres reçus de son légitime supérieur, lui enjoignait de comparaître dans la capitainerie-major pour trouver son chef; si ce fonctionnaire allemand et les autres Allemands qui étaient avec lui n'eussent pas menacé de leurs armes une autorité portugaise; s'ils n'eussent pas fui quand, par une autorité qui avait le droit de le faire, l'intimation leur était faite de rester et de poursuivre leur route pour rencontrer le chef supérieur du territoire, rien ne serait arrivé. Les responsabilités de ce déplorable incident pèsent toutes sur le malheureux Allemand qui n'a pas su obéir à une autorité qui n'était pas l'Allemagne. Je n'ai aujourd'hui, pas plus que je ne l'ai eu en 1914, aucune hésitation à couvrir de ma responsabilité et mon autorité de Chef supérieur de la province d'Angola, l'acte du lieutenant Sereno ».

CHAPITRE VIII

L'invasion en marche

Douze jours après les événements de Naulila la garnison du poste allemand de Kuring-Kuru (situé presque en face du fort portugais de Cuangar sur le fleuve Cubango), attaqua au petit jour et par surprise la garnison du fort de Cuangar, tuant les officiers, quelques sergents, des soldats, des civils, détruisant les édifices, pillant, saccageant et mettant le feu à tout ce qui se trouvait sur son passage. Les actes de cruauté pratiqués à ce moment par les Allemands furent de telle sorte que cette attaque est connue aujourd'hui sous le nom de « Massacre de Cuangar ». Femmes, enfants, vieillards, tous ceux qui se trouvaient dans le fort, aussi bien civils que militaires, furent tués par les troupes allemandes. Le lieutenant H. Machado qui était en service dans le fort fut blessé et achevé ensuite à coups de baïonnette.

La garnison du fort allemand de Kuring-Kuru, avant même l'incident de Naulila, avait été renforcée de huit hommes. Depuis quelques temps les soldats allemands creusaient des tranchées et se livraient à toutes sortes d'exercices militaires. Tout ceci était évidemment de nature à éveiller des soupçons du côté portugais. Cependant le capitaine-major Durão, commandant du fort de Cuangar, n'y attachait pas une grande importance, ayant jusque là toujours vécu en bonne amitié avec le sergent Oestermann, commandant du fort du Kuring-Kuru. Il paya cette confiance de sa vie, ayant été tué

quelques jours plus tard, lors du massacre. Les troupes allemandes ont utilisé à cette occasion les services d'un soba nègre nommé Auanga qui était un véritable criminel. Des balles explosives et des balles dum-dum furent employées par les assaillants (1).

C'était le commencement de l'invasion. Le 4 novembre, le fort de Bunja situé sur le Cubango subissait le même sort que le fort de Cuangar. Quatre jours plus tard, c'était le tour du fort de Sambio. Continuant leur marche les Allemands s'emparèrent le 12 novembre du fort de Dirico et le 16 du même mois de celui de Mucusso. Une fois là les Allemands retournèrent sur leurs pas en remontant le Cubango, passèrent à l'endroit où avait existé le fort de Cuangar qu'ils avaient détruit, et, marchant toujours vers le Nord, décidèrent d'attaquer le poste A, siège de la capitainerie du Haut-Cubango et à la juridiction duquel appartenaient tous les forts dont nous venons de parler. Ils atteignirent même Cabanga, mais, là, pour des raisons inconnues, ils décidèrent de retourner à Kuring-Kuru, non sans avoir emmené avec eux des prisonniers et du bétail.

Au mois de décembre de cette même année, le sergent Oestermann reprit l'idée de l'attaque du poste A. Ayant remonté le Cubango avec un détachement il arriva jusqu'à Chioane où les Allemands avaient envoyé des émissaires afin de se renseigner sur les effectifs du poste A. Encore une fois cependant, les Allemands rebroussèrent chemin et rentrèrent à Kuring-Kuru où, plus tard, au mois d'août 1915, ils furent faits prisonniers par les troupes sud-africaines.

Une réelle panique régna longtemps sur la frontière du Cubango où les populations indigènes, terrorisées par cette invasion et entraînées par une pro-

(1) L'emploi de balles explosives et de balles dum-dum en Afrique par les Allemands est chose connue. Voir à ce sujet le rapport du Haut-Commandant belge (« Livre gris ») « Correspondance relative à la guerre en Afrique », chap. V. p. 91 « violation des lois de la guerre par l'ennemi ».

pagande allemande très active, finirent par se révolter elles-mêmes contre la souveraineté portugaise. Le Portugal prit des mesures de défense et décida d'envoyer quelques troupes vers le Sud afin d'empêcher l'accomplissement de l'invasion. Au commencement de décembre les troupes portugaises que l'on avait pu concentrer sans préjudice pour les garnisons des forts de la frontière, occupèrent la ligne Naulila-Calueque et la position du fort de Naulila.

Le 12 du même mois une patrouille qui surveillait le gué de Calueque aperçut dans le territoire portugais un détachement allemand qui la reçut à coups de feu. Du 12 au 17 décembre il y eut des escarmouches. On savait, d'après les renseignements donnés par un soldat allemand fait prisonnier, que des troupes allemandes commandées par le major Franck se concentraient à la frontière tout près du gué de Calueque. En effet, le 19, vers minuit, deux fortes colonnes de troupes allemandes traversèrent le fleuve Cunene et se mirent en marche de façon à arriver à l'aube devant le fort de Naulila. Le boër Duplessis dont nous avons maintes fois parlé, servit de guide aux envahisseurs. Un peu avant 5 heures du matin le premier coup de canon marquait le commencement d'un combat sans merci que les Allemands allaient livrer à quelques troupes portugaises que l'on avait dû, en toute hâte, concentrer à cet endroit, dans l'espoir d'arrêter l'invasion. Les Allemands supérieurs en nombre et en armements délogèrent après quelques heures de combat les Portugais de leurs positions, malgré d'admirables actes d'héroïsme de la part des officiers portugais qui périrent en grand nombre.

En Angola, comme en France et en Belgique, les troupes allemandes agirent avec le même désir de s'imposer par la terreur. Il n'y avait, du reste, aucune raison pour que leur attitude fût différente dans ces régions d'Afrique mal défendues, où elles pouvaient donner libre cours à leur férocité. Au

combat de Naulila toutes les horreurs furent commises par elles, depuis l'emploi du drapeau de la Croix-Rouge pour installer une pièce d'artillerie, jusqu'à la pendaison de tous les prisonniers nègres qui étaient cependant des soldats réguliers portant un équipement.

De plus, après ce même combat de Naulila, les Allemands attachèrent les prisonniers portugais avec des cordes au cou et s'en servirent comme de boucliers vivants lorsqu'ils allaient au fleuve pour abreuver les chevaux. Ces faits ont été en partie avoués par les Allemands eux-mêmes et confirmés par les lieutenants portugais Aragão et Marques, faits prisonniers au combat de Naulila et qui durent subir, comme tels de mauvais traitements.

Au cours de cette même attaque, le fort de Naulila fut entièrement détruit par l'artillerie allemande, puis incendié. Denrées, munitions, matériel sanitaire, effets militaires des officiers de la garnison, tout périt dans l'incendie, ainsi que les chars boërs et les chevaux qu'il ne fut pas possible de sauver à temps.

Le fort de Dongoena fut également incendié par les Allemands. Les troupes portugaises subirent des pertes sérieuses et durent, par raison stratégique, se retirer vers Humbe, car on s'attendait à une attaque allemande sur Cuamato et à une marche ultérieure sur Humbe et Lubango.

Ordre fut donné aux garnisons des forts respectifs, ainsi qu'à la population civile, de les abandonner et de se concentrer à Humbe. De ce fait, presque tout ce qui existait dans ces forts dut être abandonné, faute de moyens de transport. En route, le manque d'eau et la grande fatigue firent périr la presque totalité du bétail. Des chars boërs qui transportaient des munitions et des denrées de toute sorte durent aussi être abandonnés.

La position des troupes portugaises à Humbe était, du reste, intenable car les conditions ne permettaient pas d'y résister énergiquement à une at-

taque allemande et même à une révolte indigène. On décida de les retirer à Gambos et, en même temps, on ordonna à toute la population civile de quitter Humbe, Tchipelongo, Tchicusse et Cahama. Tout ce qui avait été ainsi abandonné fut détruit par les Allemands et par les indigènes qui se révoltèrent contre les Portugais, à la suite de cette retraite précipitée devant les Allemands.

En effet, les garnisons des forts ayant dû partir, les indigènes s'empressèrent de tout piller et de massacrer ceux qui étaient restés dans ces parages.

C'est un fait connu que l'indigène prend toujours le parti du plus fort dans un conflit entre Européens. On s'explique ainsi que l'attaque allemande contre les troupes portugaises, numériquement incapables de défendre le territoire, déclencha chez les indigènes une révolte qui avait été, du reste, soigneusement préparée par les Allemands au moyen d'une propagande active. Ainsi les populations de Cuamato, Hinga, Dongoena et Humbe, se révoltèrent successivement et commirent toute sorte d'actes de barbarie.

Les troupes portugaises ayant été concentrées à Gambos, il fut jugé nécessaire de demander du renfort à la Métropole, à la fois pour se défendre contre l'invasion allemande et pour réprimer la révolte indigène qui menaçait de gagner toute la colonie.

Une deuxième expédition fut donc envoyée en mars 1915, de Lisbonne pour l'Angola. Elle était commandée par le général Pereira d'Eça qui, en même temps, assumait le gouvernement de la Colonie. L'état de siège fut de suite décrété. Humbe fut réoccupé en 1915 et on marcha sur Cuanhama et Cuamato.

En attendant, les Allemands s'étaient rendus au général Botha de l'Union Sud-Africaine. Les Portugais n'ayant plus à assurer la défense du territoire contre une invasion allemande s'occupèrent exclusivement de pacifier les indigènes, surtout les

Cuanhamas, qui sont la plus rebelle de toutes les tribus. Les indigènes révoltés, aux dires du général Pereira d'Eça, atteignaient le chiffre formidable de 100.000 et ils étaient, pour la plupart, armés et instruits militairement par les Allemands.

On peut dès lors se rendre compte du nombre de combats qui durent leur être livrés et dans quelles conditions. Il y eut des pertes formidables, tant en hommes qu'en argent. Enfin la colonie fut pacifiée après le combat de Mongua des 18, 19 et 20 août 1915.

De véritables horreurs ont été commises à cette époque pendant et après les opérations militaires. En outre des actes de confiscation et de vol, la famine et les épidémies ont tué beaucoup de monde et ont provoqué de la part des indigènes des actes horribles de cruauté et de sauvagerie.

Nous avons déjà expliqué comment, devant la brusque attaque allemande, les garnisons des forts du Cunene avaient dû se retirer dans la région de Gambos. Cette retraite des troupes portugaises eut pour conséquence que les populations indigènes les plus belliqueuses, venues avec les Allemands, se jetèrent sur les tribus les plus pacifiques, les massacrant et détruisant leurs biens. Les forts abandonnés furent saccagés et les commerçants isolés dans ces parages furent tués.

En outre, comme cette invasion correspondait à l'époque des semailles, les populations indigènes cessèrent de cultiver la terre, les unes étant occupées à guerroyer, les autres errant dans les forêts pour échapper à la fureur de l'ennemi. Il en résulta naturellement une terrible famine qui fit des milliers de victimes. Il faut préciser, en effet, que ce sont les régions du bas Cunene et du bas Cubango, qui normalement fournissent le maïs, le « massengo », le « massambola » et autres denrées servant au ravitaillement des villes du littoral, notamment de Mossamedes.

Les circonstances anormales dans lesquelles se trouvaient ces régions ne permettaient d'ailleurs pas que des secours complets leur fussent envoyés par le Gouvernement portugais. Il fut dépensé à cet effet des sommes assez importantes mais qui demeurèrent toujours insuffisantes. La mortalité augmenta dans des proportions formidables. Outre les pertes subies par les troupes européennes ou coloniales, celles des indigènes atteignirent un chiffre très élevé.

Cette révolte du Sud d'Angola en entraîna d'autres en 1916, plus au Nord, dans les régions de Seles et d'Amboim.

Les pertes de la population civile causées par l'agression allemande, tant en Afrique Occidentale qu'en Afrique Orientale, peuvent être classées dans les principales catégories suivantes :

A. — Victimes des Allemands et de leurs incursions.

B. — Victimes des tribus soulevées à l'instigation et sous la direction des Allemands.

C. — Morts provoquées par la misère et les privations dans les régions qui furent le théâtre des incursions et des soulèvements.

D. — Morts provoquées par la misère et par la pénurie des denrées provenant habituellement et principalement des régions dévastées par les Allemands et les indigènes révoltés.

On a voulu objecter que les indemnités à payer ne sauraient en aucun cas comprendre les pertes de vies indigènes; mais le traité de Versailles ne fait ni n'admet aucune distinction de cette nature et il est certain qu'une pareille distinction ne serait pas défendable en vertu des principes humanitaires dont s'inspire le Traité de Paix et les lois portugaises applicables en l'espèce.

En effet, une bonne partie des indigènes qui habitent les villes et les autres centres importants de population ont déjà acquis un certain degré de civilisation. D'aucuns sont fonctionnaires publics ou

participent à l'exercice de fonctions publiques, d'autres exercent des professions ou occupent des emplois. Tous sont, pour employer l'expression consacrée, des *assimilés*.

En dehors de ceux-ci, il y a ceux qui sont employés à des entreprises agricoles, ou industrielles appartenant à des Européens, qui les dirigent; ceux qui, d'Angola, vont pendant un certain temps travailler dans les îles « São-Tomé » et « Príncipe »; ceux qui, du Mozambique, vont travailler dans l'Afrique du Sud et, spécialement, dans les mines du Rand. Tous ces indigènes sont sous la protection du Gouvernement portugais qui, par l'intermédiaire de fonctionnaires spéciaux appelés *curadores*, intervient dans l'établissement des contrats respectifs, en contrôle l'exécution, tout en protégeant les indigènes et leurs familles auxquelles ceux-ci sont obligés d'envoyer une partie de leurs salaires. Il existe sans doute une différence entre les indigènes dont nous venons de parler et ceux qui, dans l'intérieur, ont encore une vie presque primitive et sauvage.

D'ailleurs, même en ce qui concerne ces derniers, l'Etat portugais ne peut se dispenser de continuer à leur donner son assistance, sinon directement aux survivants difficiles à retrouver, du moins aux populations diverses qui ont été décimées. Ceci résulte des devoirs mêmes du Portugal comme pays colonisateur : nécessité de fixer les populations, d'empêcher qu'elles deviennent hostiles, de leur donner enfin les moyens de sortir de la misère et de les civiliser pour les faire progresser.

Les pertes de vies humaines subies par les populations civiles des colonies portugaises atteignent, d'après les éléments d'information qui ont été recueillis officiellement, le chiffre formidable de 307.210 :

En Angola :

Haut-Cunene	2.828	
Gambos	27.580	
Humbe	36.792	
Evale	9.500	
Cuanhama	35.712	
Cuamato	42.000	
Soit		154.412

Au Mozambique :

Dans le territoire d'Administration directe	121.719	
Compagnie de Mozambique	25.929	
Compagnie du Nyassa	5.150	
Soit		152.798

Ce qui fait pour les deux colonies un total de morts 307.210

Pour le règlement de l'indemnité exigée et afin que le Gouvernement portugais pût, de son côté, donner la réparation due à ceux qui y avaient droit, ces vies humaines furent comptées à raison de 4.500 escudos or ou £ : 1.000. En fait, on peut affirmer que, dans la presque totalité des cas, tous les indigènes laissent des ayants-droit survivants qui, d'après les lois portugaises, ont précisément le même droit à l'indemnité que les ayants-droit survivants des Européens. Dans beaucoup de cas, cependant, il sera difficile sinon impossible au Gouvernement portugais de trouver et d'identifier ces survivants, quoiqu'il soit de toute façon obligé de dépenser des sommes énormes pour assister les populations.

Cependant le Gouvernement portugais désirait faire une distinction entre les indigènes dont il était possible d'identifier les survivants et ceux pour lesquels cette identification était sinon impossible du moins très longue et coûteuse. En effet, la distinction parfaite ne pouvait être effectuée qu'au moyen du recensement nominal de la population, tâche facile au Mozambique où ce travail est fait annuellement, mais très difficile en Angola, où des circonstances spéciales ont empêché jusqu'à ce jour la réalisation d'un recensement parfait.

Avec tous les éléments dont disposaient les ser-

vices officiels chargés de ce travail, le Gouvernement portugais déclarait déjà en 1920 qu'il pouvait établir avec une grande approximation que, en Angola, 20 % des familles des morts pouvaient être identifiées et, au Mozambique, 50 %.

Dans ces conditions, le Gouvernement portugais estimait qu'en tenant compte des éléments d'information qu'il avait pu obtenir alors, le nombre minimum des civils aux survivants desquels une réparation serait due, était de :

Morts en Angola : 20 % de 154.412	30.882
Morts au Mozambique : 50 % de 152.798	76.399
Total	107.281

ce qui, en capitalisant la pension due à 4.500 escudos or ou £ 1.000 par tête, représente un total de 482.764 contos ou £ : 107.281.000. Pour le surplus des morts s'élevant à un total de 199.929, la vérification des survivants et de leurs droits aux pensions respectives demanderait beaucoup plus de temps et serait, en grande partie, infructueuse. Mais, même dans ce cas, le Gouvernement portugais ne pourrait renoncer à ce que fussent prises en considération ces pertes qui ont singulièrement aggravé le préjudice économique subi par le pays.

CHAPITRE IX

Fixation des Responsabilités de l'Allemagne.

Comme nous l'avons dit au chapitre III de la 1^{re} partie, les délégués du Gouvernement portugais à la Conférence de la Paix ont demandé à la Conférence des Ambassadeurs de prier M. Gustave Ador de procéder à la nomination de l'arbitre chargé de statuer sur les dommages dont le Portugal réclamait réparation aux termes du paragraphe 4 de l'annexe à l'article 298 du traité de Versailles.

La Conférence des Ambassadeurs n'a pas fait directement cette démarche, mais elle a donné aux représentants du Gouvernement portugais les pouvoirs nécessaires pour y procéder.

A la requête de ces délégués M. Gustave Ador, en date du 15 août 1920, a désigné M. Aloïs de Meuron, avocat et conseiller National à Lausanne, en qualité d'arbitre chargé de fixer le montant des réclamations portugaises.

Plus tard, par accord entre les délégués des gouvernements portugais et allemand auprès de l'arbitre, il a été établi dans une réunion tenue à Berne le 21 janvier 1921 que l'arbitre serait « compétent pour statuer aussi bien sur les principes que sur la quotité des réclamations ».

Le Portugal a nommé son délégué le Prof. Barbosa de Magalhães et l'Allemagne s'est fait représenter par M. Buckner. Les deux parties ont présenté leur mémoire, réponse, réplique et duplique; de nombreux témoins ont été entendus à Lisbonne, à Berlin, à Francfort et à Paris, directement par

l'arbitre, et hors d'Europe par voie de commissions rogatoires.

Les réclamations portugaises ont été présentées sous les trois chefs suivants :

1° Dommages causés à des ressortissants portugais sur territoire belge occupé par l'Allemagne;

2° Dommages causés sur mer ou par suite de la guerre navale : navires portugais coulés, marchandises portugaises sur des navires alliés qui ont été coulés, marchandises portugaises chargées sur navires allemands et non arrivées à destination.

3° Dommages causés dans les Colonies portugaises.

C'est de cette dernière catégories de dommages — de beaucoup la plus importante — que l'arbitre s'est essentiellement occupé. Par son ordonnance du 19 juillet 1926, l'arbitre a décidé de limiter les premiers débats aux questions de *principe* c'est-à-dire à la fixation des limites de la responsabilité de l'Allemagne en ce qui concerne les dommages causés dans les Colonies portugaises et de renvoyer à des débats ultérieurs les questions relatives, d'une part, à la *quotité* de ces dommages, d'autre part au principe et à l'étendue de la responsabilité de l'Allemagne du chef des deux autres catégories de dommages.

Les débats ainsi limités ont eu lieu à Lausanne du 20 au 24 septembre 1926.

Se ralliant à une suggestion de l'arbitre M. de Meuron, les gouvernements portugais et allemand sont tombés d'accord, le 9 février 1928, pour lui adjoindre deux autres arbitres, MM. Robert Guex, professeur à l'Université de Lausanne et Robert Fazy, membre du Tribunal fédéral suisse, étant spécifié que la mission du Tribunal ainsi constitué « sera exactement la même que celle dont M. de Meuron avait été chargé comme arbitre unique et que les effets de sa sentence seront les mêmes que si elle avait été rendue par l'arbitre unique prévu par le

paragraphe 4 de l'annexe à l'article 298 du Traité de Versailles ».

Ainsi organisé, le Tribunal a rendu à la date du 31 juillet 1928 sa première décision, dans les limites ci-dessus indiquées.

La sentence arbitrale comprend d'une part l'exposé des faits et des questions à trancher et du droit applicable, et d'autre part l'examen approfondi de la « question des représailles », de la « responsabilité de principe du gouvernement Allemand à raison des agressions à la frontière d'Angola » et de l'« étendue de la responsabilité de l'Allemagne » et finit dans les termes suivants :

Par ces motifs,

Disent que l'Allemagne doit réparer les dommages causés par les agressions de Maziua, Cuangar, Bunja, Sambio, Dirico, Mucusso et Naulila;

Réservent la quotité des dommages-intérêts qui seront fixés ultérieurement en conformité des considérants qui précèdent, et après instruction complémentaire, suivant ordonnance notifiée aux parties en même temps que la présente sentence;

Réservent les frais.

Lausanne, le 31 juillet 1928.

Aloïs DE MEURON.

Robert FAZY. .

Robert GUX.

Vu :
Le Doyen,
BERTHÉLEMY.

Paris, le 25 Juillet 1928
Lu et approuvé
GEOUFFRE DE LAPRADELLE.

Vu, et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

- Pierre ALBIN, *Le Coup d'Agadir*.
- Pierre AYPPE, *La Provocation allemande aux Colonies et les Problèmes coloniaux de la Guerre*.
- Ch. ANDLERS, *Le Pangermanisme*.
- ANZILOTTI, *Corso di Dir. Int.*
- J. BOISSE de BLACK, *L'Heure de l'Afrique*, 1917.
- SIR THOMAS BARCLAY, *Arbitrage et relations internationales après la paix*, traduit par Charles Furby, 1918.
- Gustave Le BON, *Enseignements psychologiques de la Guerre européenne*.
- Prince de BULOW, *La Politique allemande*.
- Nicolas MURRAY BUTLER, *L'Esprit international*, éd. fr. 1914.
- Augusto CASIMIRO, *Naulila*, 1922.
- A. DEBIDOUR, *Histoire diplomatique de l'Europe depuis le Congrès de Berlin jusqu'à nos jours (1878-1914)*.
- DESPAGNET, *Cours de Droit International Public*, 1910.
- DIENA, *Principi de Dir. Int.* 1914.
- Paul FAUCHILLE, *Traité de Droit International Public*, 1922.
- HAURIOU, *Revue Générale du Droit International Public*, tome 31.
- HATSCHEK, *Völkerecht*, 1923.
- HERSHEY, *Essentials of International Law*, 1912.
- David JAYNE HILL, *L'Etat moderne et l'Organisation internationale*, traduction de M. Emile Boutroux, 1919.
- Olof HOLJER, *Le Pacte de la Société des Nations*, 1926.
- A. G. de LAPRADELLE et POLITIS, *Recueil des Arbitrages Internationaux*, tome II.
- Prince de LICHNOWSKY, *Mémoire*.
- LIVRE BLANC, *Portugal no Conflito Europeu*, I^{re} partie, 1920.
- LIVRE GRIS (belge), *Correspondance diplomatique et politique relative à la Guerre en Afrique*, 1919.
- DE LOUTER, *Droit International Positif*, 1920.
- Prof. de MAGALHAES, *Mémoires présentés devant l'arbitre M. de Meuron*.
- F. de MARTENS, *Traité de Droit International*, tr. par Léo, 1883-1887.

- Angel MARVAUD, *Le Portugal et ses Colonies*.
- A. MÉRIGNHAC et E. LÉMONON, *Le Droit des Gens et la Guerre de 1914-1918*, 1921.
- MORAES SARMENTO, *Expansao Alema*, 1919.
- J. de MORELLET, *L'Organisation de la Cour permanente de Justice Internationale*.
- MORTON, *Problems of Powders*.
- NIPPOLD, *Die Gestaltung des Völkerrechts*, 1917.
- NORTON DE MATOS, *Provincia de Angola*, 1926.
- OPPENHEIM, *International Law*, 3^e éd., 1920.
- R. PIEDELIEVRE, *Précis de Droit International Public ou Droit des Gens*.
- A. PILLET, *Les Conventions de la Haye (étude juridique et critique)*, 1918.
- Raymond POINCARÉ, *Au service de la France*, IV. *L'Union sacrée*, 1927.
- N. POLITIS, *La Justice Internationale*, 1924.
- RALSTON, *The Law and Procedure of International Tribunals*.
- REDSLOB, *Histoire des Grands Principes du droit des gens*, 1923.
- Revue de Droit International Privé et de Droit Pénal International.
- ROLIN, *Le Droit moderne de la Guerre*, 1920.
- Mougins de ROQUEFORT, *De la Solution Juridique des Conflits Internationaux*, 1889.
- E. ROUARD de CARD, *La France et les autres Nations Latines en Afrique*, 1903.
- Wickham STEED, *Through Thirty Years*, 1928.
- TEIXEIRA de SOUSA, *Responsabilidades Historicas*.
- F. José URRUTIA, *La Evolucion del Principio de Arbitraje en America la Sociedad de Naciones*, 1920.
- M. VERMEIL, *Les Origines de la Guerre et la Politique extérieure de l'Allemagne au début du XX^e siècle*.
- WALDKIRCH, *Völkerrechts*, 1926.
- A. WEISS, *Traité théorique et Pratique de Droit International Privé*, 1907-1913.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	I à III
--------------------	---------

PREMIERE PARTIE

EXAMEN JURIDIQUE DU PARAGRAPHE 4 DE L'ANNEXE L'ARTICLE 298 DU TRAITÉ DE VERSAILLES.

CHAPITRE I

<i>Position de la question</i>	3
§ 1. — Les Réparations et les clauses économiques du Traité de Versailles	6
§ 2. — Le paragraphe 4 et les dispositions militaires du Traité de Versailles	9
§ 3. — Le Droit International Public et la disposition du paragraphe 4	12

CHAPITRE II

<i>Etats neutres et Etats non-belligérants</i>	17
--	----

CHAPITRE III

<i>Portée de la « Disposition »</i>	32
---	----

CHAPITRE IV

<i>Caractère spécial de l'arbitrage du paragraphe 4</i> ..	32
--	----

CHAPITRE V

<i>Exécution de la sentence arbitrale</i>	41
---	----

DEUXIEME PARTIE

LE PORTUGAL ET LE PARAGRAPHE 4 DE L'ANNEXE A L'ARTICLE 298 DU TRAITÉ DE VERSAILLES

CHAPITRE I

<i>Politique Coloniale allemande avant la guerre</i>	55
---	----

CHAPITRE II

<i>Politique internationale de l'Allemagne au sujet des colonies portugaises</i>	61
§ 1. — La Convention anglo-allemande de 1898.	61
§ 2. — Le projet de Convention anglo-allemande de 1913	72

CHAPITRE III

<i>Action de l'Allemagne contre le domaine colonial portugais</i>	87
---	----

CHAPITRE IV

<i>Invasion du territoire portugais du Mozambique</i>	99
--	----

CHAPITRE V

<i>Préparatifs d'invasion d'Angola par les Allemands</i> ..	105
---	-----

CHAPITRE VI

<i>La première incursion allemande en Angola et ses conséquences</i>	114
--	-----

CHAPITRE VII

<i>Les responsabilités dans l'incident de Naulila</i>	123
---	-----

CHAPITRE VIII

<i>L'invasion en marche</i>	138
-----------------------------------	-----

CHAPITRE IX

<i>Fixation des Responsabilités de l'Allemagne</i>	148
--	-----

<i>BIBLIOGRAPHIE</i>	151
----------------------------	-----

